

COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE

99ème rapport annuel

CONSEIL ADMINISTRATIF DE LA COUR
PERMANENTE D'ARBITRAGE

Sur les travaux de la Cour,
sur le fonctionnement des services admini-
stratifs et sur les dépenses de
l'exercice 1999

PERMANENT COURT OF ARBITRATION

99th annual report

ADMINISTRATIVE COUNCIL OF THE
PERMANENT COURT OF ARBITRATION

On the activities of the Court,
on the functioning of the administra-
tive services and on the expenditure
in 1999

1999

BUREAU INTERNATIONAL DE LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE

INTERNATIONAL BUREAU OF THE PERMANENT COURT OF ARBITRATION

Palais de la Paix
2517 KJ La Haye
Téléphone: +(31) (70) 302 4165
Télifax +(31) (70) 302 4167
E-mail: bureau@pca-cpa.org
Site Internet: <http://www.pca-cpa.org>

Peace Palace
2517 KJ The Hague
Telephone: +(31) (70) 302 4165
Fax: +(31) (70) 302 4167
E-mail: bureau@pca-cpa.org
Website: <http://www.pca-cpa.org>

Sommaire

	page
I. Résumé	4
II. Travail de la Cour et de son Bureau international	8
A. Activités	8
Arbitrage	8
Commissions internationales d'enquête et de conciliation	10
Mise à disposition de personnel et autres accommodations	10
Le Fonds d'assistance financière	10
Coopération internationale	12
B. Développements en 1999	12
Généralités	12
Activités de greffe et autres	
a) Activités de greffe	14
b) Le Tribunal du contentieux Iran/États-Unis	14
c) Autres tribunaux	16
Désignation d'autorités de nomination et d'arbitres par le Secrétaire général	16
Activités du centenaire	22
Coopération avec les Nations Unies	24
Règlement des différends dans le domaine de l'environnement	26
Accords de coopération	26
Augmentation de la notoriété de la CPA	28
III. États Parties aux Conventions de 1899 et 1907	30
IV. Membres de la Cour Permanente d'Arbitrage	30
V. Questions Administratives	30
Conseil administratif	30
Bureau international	32
Finances	32
Annexe 1: Allocution prononcée par Monsieur Tjaco van den Hout, Secrétaire général, lors de la 54 ^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies	34
Annexe 2: Liste des Puissances signataires et contractantes	38
Annexe 3: Affaires d'arbitrage jugées à la Cour Permanente d'Arbitrage ou avec la coopération de son Bureau international	40
Annexe 4: Commissions internationales d'enquête	48
Annexe 5: Commissions internationales de conciliation	50
Annexe 6: CPA Fonds d'assistance financière pour le règlement des différends internationaux – Statut et Règlement	52
Annexe 7: Liste des Membres de la Cour Permanente d'Arbitrage	57

Contents

	page
I. Executive Summary	5
II. The Work of the Court and Its International Bureau	9
A. Scope of Activity	9
Arbitration	9
International Commissions of Inquiry and Conciliation	11
Provision of Staff and Facilities	11
Financial Assistance Fund	11
International Co-operation	13
B. Developments in 1999	13
General	13
Registry and Related Activities	
a) Registry	15
b) Iran-United States Claims Tribunal	15
c) Other Tribunals	17
Designation of Appointing Authorities and Arbitrators by the Secretary-General	17
Centenary Activities	23
Co-operation with the United Nations	25
Environmental Dispute Resolution	27
Co-operation Agreements	27
Increasing Awareness of the PCA System	29
III. States Parties to the Conventions of 1899 and 1907	31
IV. Members of the Permanent Court of Arbitration	31
V. Administrative Matters	31
Administrative Council	31
International Bureau	33
Finance	33
Annex 1: Statement by Secretary-General Tjaco van den Hout at the 54 th Session of the United Nations General Assembly	35
Annex 2: List of Signatory and Contracting Powers	38
Annex 3: Cases Submitted to Arbitration before the Permanent Court of Arbitration, or Conducted with the Co-operation of the International Bureau	41
Annex 4: International Commissions of Inquiry	49
Annex 5: International Conciliation Commissions	51
Annex 6: PCA Financial Assistance Fund for Settlement of International Disputes – Terms of Reference and Guidelines	53
Annex 7: List of Members of the Permanent Court of Arbitration	57

RAPPORT

I. RÉSUMÉ

1. L'année 1999 a été marquée par le centenaire de la Cour Permanente d'Arbitrage (CPA). Ce moment historique dans la vie de la CPA a été commémoré par l'organisation d'un certain nombre d'événements dont, entre autres, une réunion commémorative du Conseil administratif, le 8 avril 1999. Au cours de cette réunion le président a évoqué cette étape historique et remercié le Secrétaire général d'alors, Monsieur Hans Jonkman. Ce dernier a fait un compte rendu de la situation de la CPA ainsi que des défis futurs. Les ambassadeurs de Bulgarie, du Pakistan, d'Afrique du Sud, de Espagne et du Surinam se sont exprimés au nom de leur groupe régional. Au cours de cette réunion, une "Résolution du centenaire" a été adoptée et le drapeau officiel de la CPA inauguré.
2. Les Membres de la CPA ont tenu leur seconde Conférence pour célébrer le centenaire de la Cour, le 17 mai au Palais de la Paix. Sa majesté la reine Béatrix des Pays-Bas et le Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Kofi Annan ont assisté à cette Conférence. Monsieur Annan a pris la parole et présenté des remarques introductives. Outre, Sir Ninian Stephen, président de cette Conférence, différents intervenants se sont exprimés: Monsieur Yin Yubiao, le juge Ahmed S. El-Kosheri, le professeur Francisco Orrego Vicuña, Monsieur Christopher Pinto et le juge Howard Holtzmann. Les travaux de cette Conférence ainsi que ceux de la réunion du Conseil administratif feront l'objet d'une publication: "*PCA Centennial Papers*" à paraître dans le courant de l'année 2000.
3. Au cours de sa réunion du 8 février 1999, le Conseil administratif de la CPA a accepté la démission de Monsieur Hans Jonkman de son poste de Secrétaire général. Cette démission a pris effet le 25 mai 1999. Le Conseil a accepté à l'unanimité la désignation de Monsieur Tjaco van den Hout. Avant d'occuper le poste de Secrétaire général, Monsieur Jonkman avait été ambassadeur des Pays-Bas à Londres et "Grand Maître" à la cour de la Reine. Son successeur, Monsieur van den Hout (50 ans) à fait des études de droit à Leiden et d'économie à l'université d'Harvard (États-Unis). Diplomate de carrière, Monsieur van den Hout a occupé différents postes à l'étranger. Il a, entre autres, travaillé au sein de la Mission permanente des Pays-Bas auprès des Nations Unies et en tant que consul général à New York. Avant de venir travailler à la CPA, Monsieur van den Hout était Secrétaire général adjoint au ministère des Affaires étrangères.
4. Le 6 mai 1999, le conseil d'administration de la Fondation Carnegie a remis à la Cour Permanente d'Arbitrage le prix Wateler de la paix 1999. Ce prix a été décerné au Secrétaire général de l'époque, Monsieur Hans Jonkman. Le prix Wateler de la paix a été créé par Monsieur J.G.D. Wateler qui, en léguant ses biens à la Fondation Carnegie, la chargea d'en utiliser le revenu annuel pour décerner un prix de la paix à une personne ou institution (de nationalité néerlandaise ou étrangère, alternativement) qui a servi la cause de la paix. En décernant ce prix à la CPA, la Fondation a pris note du fait que dans le cadre de la tâche qui lui était confiée "*la Cour Permanente d'Arbitrage avait au cours des cent dernières années oeuvré pour empêcher ou mettre fin à un certain nombre de conflits*". Elle a également reconnu que la CPA "*bénéficiait d'une importance croissante en matière de règlement des conflits*".
5. Au cours de cette année 1999, le Bureau international de la CPA a exercé les fonctions de greffe dans la deuxième étape de l'arbitrage inter-étatique entre l'Érythrée et le Yémen. Le Tribunal composé de cinq arbitres éminents a, dans cette étape, examiné la question de la délimitation maritime entre ces deux pays dans la mer Rouge. Les activités de greffe dans cette affaire ont permis au Bureau d'enrichir son expérience, en particulier, en prêtant assistance au tribunal et en gérant la demande générale d'information qui a suivi la publication de la sentence.
6. Au cours de cette année, le Bureau international a mis ses équipements et ses services administratifs à la disposition de huit autres tribunaux. Les parties ont pu profiter des salles d'audience très spacieuses et de toutes les accommodations dont dispose le Palais de la Paix.
7. Le Bureau international a examiné vingt-quatre demandes de désignation d'une autorité de nomination ou d'un arbitre dans des arbitrages commerciaux régis par le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. L'examen de ces demandes se révèle souvent complexe parce que les parties ne font appel au Bureau que lorsqu'elles se trouvent dans l'impossibilité de régler elles-mêmes leur différend. La CPA a dû prendre des mesures pour faire face à l'augmentation exponentielle du nombre d'affaires (dont le nombre est passé de 12 à 24).

REPORT

I. EXECUTIVE SUMMARY

1. 1999 marked the 100th Anniversary of the Permanent Court of Arbitration (PCA). This historic moment in the life of the organization was commemorated by a number of events and activities during the year. Those events included a commemorative meeting of its Administrative Council on April 8, 1999 on which occasion the President reflected on the historic milestone and also used the occasion to pay tribute to the outgoing Secretary-General, Mr. Hans Jonkman. The latter reported on the PCA's current state of affairs as well as its challenges for the future. The Ambassadors of Bulgaria, Pakistan, South Africa, Spain and Surinam spoke on behalf of their regional groups. This meeting adopted a Centennial Resolution. At this meeting the official flag of the PCA was inaugurated.
2. On May 17, the Second Conference of the Members of the PCA met on the occasion of the celebration of the centenary of the PCA in the Peace Palace. The event was attended by Her Majesty Queen Beatrix of The Netherlands and United Nations Secretary-General Kofi Annan. The latter addressed the Conference with opening remarks. With Sir Ninian Stephen presiding, other speakers were Mr. Yin Yubiao, Judge Ahmed S. El-Kosheri, Prof. Francisco Orrego Vicuña, Mr. Christopher Pinto and Judge Howard Holtzmann. The deliberations of this Conference and the meeting mentioned in paragraph 1 have been duly recorded and will be published in the year 2000 as the *PCA Centennial Papers*.
3. At its meeting of February 8, 1999, the Administrative Council accepted the resignation of Mr. Hans Jonkman as Secretary-General effective May 25, 1999, unanimously endorsing the proposed appointment of Mr. Tjaco T. van den Hout as his successor. Mr. Jonkman had served the PCA as Secretary-General since July 1990, prior to which he was Netherlands Ambassador to London and Grandmaster of the Queen's Household. His successor, Mr. van den Hout (50), studied law at Leyden University and economics at Harvard. He is also a career diplomat and has served abroad on a number of diplomatic assignments, both multilateral and bilateral, including one at the Netherlands Permanent Mission to the United Nations and one as Consul-General in New York, respectively. His last post before joining the PCA was that of Deputy Secretary-General at the Netherlands Foreign Office in The Hague.
4. On May 6, 1999 the Board of Directors of the Carnegie Foundation awarded the 1999 Wateler Peace Prize to the Permanent Court of Arbitration. This Prize was presented to the then Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration, Mr. Hans Jonkman. The Wateler Peace Prize was founded by Mr. J.G.D. Wateler who bequeathed his estate to the Carnegie Foundation, charging it to use the annual revenue to award a Peace Prize to a person or institution (alternately Dutch or foreign) who has furthered the cause of peace. In awarding this prize to the PCA, the Foundation took note of the fact that in the fulfilment of its task "*the Permanent Court had worked for the past one hundred years to end or prevent a large number of conflicts*" and acknowledged that there was "*a growing recognition of its importance in this area*".
5. During 1999, the International Bureau of PCA acted as Registry in the Second Stage of an Arbitration between Eritrea and Yemen. The Tribunal, consisting of five distinguished arbitrators, dealt in this stage with the delimitation of the international maritime boundary between these two countries in the Red Sea. The registry activities in this case added considerably to the Bureau's experience, particularly in assisting a high profile tribunal and also in managing the post-award demand for information concerning the award.
6. During 1999 the International Bureau put its facilities and staff at the disposal of eight other tribunals. The spacious and well-appointed hearing facilities of the Peace Palace proved most useful for this purpose.
7. The International Bureau also dealt with twenty-four requests for the designation of an appointing authority or the appointment of an arbitrator, in commercial arbitrations under the UNCITRAL Arbitration Rules. Complying with these requests often proved complicated, as parties only approach the Secretary-General of the PCA when they are themselves unable to resolve the problems which have arisen. The Bureau has taken steps to meet the significant growth of such cases (up from twelve in the previous year).

8. L'accord entre la CPA et l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques ("OPCW") est entré en vigueur au cours de l'année 1999. Aux termes de cet accord, le Bureau international de la CPA sert de greffe à la Commission de l'"OPCW" pour le règlement des litiges relatifs à la confidentialité. Le Secrétaire général a indiqué aux parties contractantes que ce système mis en place pourrait servir de modèle à la future organisation pour l'interdiction des armes biologiques dans le cadre d'accords futurs.
9. Le Costa Rica et la Corée ont rejoint la CPA en ratifiant la Convention de 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Les gouvernements d'un certain nombre d'autres pays ont par ailleurs indiqué que des procédures internes avaient été mises en place et qu'une ratification serait envisageable au cours de l'année 2000.
10. Le Secrétaire général a participé, à Vienne, en tant qu'observateur, aux discussions de la Commission de Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Il a également participé à la réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. L'allocution qu'il a prononcée en anglais lors de la session plénière de l'Assemblée générale figure à l'**Annexe 1** de ce rapport. Au cours de ces deux réunions, le Secrétaire général s'est entretenu avec les chefs des délégations des États qui ne sont toujours pas membres de la CPA sur les intérêts que pourrait présenter une éventuelle adhésion à la CPA. C'est avec le même objectif, que le Secrétaire général s'est rendu à Maputo, Mozambique, où il a assisté au "Southern Africa Trade and Investment Summit". En outre, désirant accroître le nombre de pays membres de l'organisation, le Secrétaire général a lancé une campagne d'adhésion en écrivant aux gouvernements de tous les pays qui ne sont pas encore parties à la Convention de 1907. Plusieurs États membres ont soutenu la CPA dans ce projet en demandant à leurs ambassades situées dans les pays visés d'encourager les autorités compétentes à favoriser l'accession à la CPA. Le Bureau international est très reconnaissant à ces pays de leur soutien.
11. Au cours de cette année, la CPA a été honorée de la visite des présidents de la Finlande, Monsieur Ahtisaari et de la Mongolie, Monsieur Bagabandi ainsi que du ministre des Affaires étrangères du Costa Rica, Monsieur Rojas, du vice premier ministre de la Slovaquie, Monsieur Ľubomír Fogaš et du vice premier ministre de la Roumanie, Monsieur Valeriu Stoica. Ces chefs politiques ont discuté avec le Secrétaire général de la CPA et les membres du Bureau international des différentes méthodes de règlement des litiges internationaux offertes par la CPA. La Cour a été également honorée non seulement de la visite du Secrétaire général des Nations Unies, à l'occasion de son centenaire, mais également de la visite du Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, Madame Mary Robinson. Lorsqu'elle était président de l'Irlande, Madame Robinson s'était déjà rendue à la CPA. Elle témoigne ainsi de l'intérêt qu'elle porte à la CPA et à ses activités.
12. Les membres du Bureau international ont achevé la rédaction des résumés des sentences arbitrales, décisions et rapports rendus par la CPA au cours de ses cents années d'existence. Un ouvrage intitulé: "*Permanent Court of Arbitration: International Arbitration and Dispute Resolution – Summaries of Awards, Settlement Agreements and Reports*" a été publié sous la forme d'une édition spéciale du centenaire. La version française de cet ouvrage paraîtra au cours de l'année 2000.
13. La section édition du Bureau international a publié, en coopération avec le Conseil international pour l'arbitrage commercial ("ICCA") et les rédacteurs en chef, le "*Yearbook Commercial Arbitration*" (Volume XXIVa) pour l'année 1999, deux suppléments du "*International Handbook on Commercial Arbitration*" et le "*ICCA Congress Series no. 9*".
14. Peu de temps après être entré en fonction, le Secrétaire général a accepté la résignation du juge Moons, autorité de nomination du Tribunal du contentieux Iran/États-Unis. Après de longues délibérations avec les agents des deux gouvernements et la tenue d'une réunion avec certains des arbitres nommés par les parties, le Secrétaire général a désigné, pour lui succéder, Sir Robert Jennings. Le juge Gilbert Guillaume de la Cour internationale de Justice (CIJ) a également été désigné comme autorité de nomination suppléante (ce dernier n'ayant, en cette qualité, actuellement aucun rôle officiel).
15. Le Bureau international a fourni un soutien juridique à l'autorité de nomination du Tribunal du contentieux Iran/États-Unis dans deux affaires concernant une demande de récusation du président du Tribunal. La première affaire portait sur l'examen au fond de la demande, la deuxième affaire sur une demande de réexamen de la première décision.
16. Le Bureau international de la CPA a signé un accord de siège avec le Gouvernement néerlandais. Le Conseil administratif avait autorisé le Bureau à conclure cet accord basé sur un projet précédemment adopté. Cet accord est entré en vigueur après avoir été publié dans le recueil des traités.

8. The agreement between the PCA and the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW) by which the PCA International Bureau was designated as the Registry for the dispute resolution activities of the OPCW's Confidentiality Commission became operational in the course of 1999 after a number of administrative requirements were met. The Secretary-General has indicated to the respective Negotiating Parties that this mechanism can serve as a useful model for similar provisions for the organization that will be established for the prohibition of biological weapons.
9. Costa Rica and the Republic of Korea joined the PCA by acceding to the 1907 Convention for the Pacific Settlement of International Disputes. Governments of a number of other countries have indicated that internal procedures had been initiated and accession could be expected in the year 2000.
10. The Secretary-General participated as observer in the discussions of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) in Vienna and the United Nations General Assembly (UNGA) in New York. His speech delivered to the Plenary Session of the General Assembly is included as **Annex 1** of this Report. On those occasions the Secretary-General met with Heads of Delegation of States not yet parties to the Convention of 1907, promoting the merits of membership of the PCA. It was with the same objective in mind as far as the countries in the region are concerned that he attended the Southern Africa Trade and Investment Summit in Maputo, Mozambique. In an attempt to increase the organization's membership, the Secretary-General also embarked on a broadly based "membership drive" addressing, by letter, the Governments of all countries not yet Party to the 1907 Convention. Several Member States have supported these efforts by instructing their Embassies in targeted countries to encourage the respective authorities to set in motion procedures of accession. The International Bureau is most grateful for these efforts.
11. During this year, the PCA was honored by the visits of the Head of State of Finland, President Ahtisaari, and that of the Head of State of Mongolia, President Bagabandi, as well as by the visits of the Minister of Foreign Affairs of Costa Rica, Mr. Rojas, that of the Vice-Prime Minister of Slovakia, Mr. L'ubomír Fogaš, and that of the Vice-Prime Minister of Romania, Mr. Valeriu Stoica. These political leaders discussed with the Secretary-General and his staff the mechanics of international dispute resolution through the PCA. The Permanent Court was graced by visits not only of the UN Secretary-General on the occasion of its Centenary, but also of the UN High Commissioner for Human Rights, Mrs. Mary Robinson who showed a continued interest in the operations of the PCA, having visited the Court earlier in her capacity of President of Ireland.
12. The staff of the International Bureau completed its compilation of the summaries of awards, decisions and reports of the PCA during its 100 years of existence. A publication entitled *The Permanent Court of Arbitration: International Arbitration and Dispute Resolution – Summaries of Awards, Settlement Agreements and Reports* appeared as a "Centenary Edition". It is an important step in the efforts of the Bureau to disseminate information on the PCA's activities. A French version of this publication will appear in 2000.
13. The editorial section of the International Bureau has produced, in co-operation with the International Council for Commercial Arbitration (ICCA) and the General Editors, the voluminous 1999 *Yearbook Commercial Arbitration* (Volume XXIVa), two Supplements of the *International Handbook on Commercial Arbitration*, and *ICCA Congress Series no. 9*.
14. Shortly after taking office the new Secretary-General accepted the resignation of Judge Moons as Appointing Authority of the Iran-U.S. Claims Tribunal. After extensive consultations with the Agents of both Governments and a meeting with party-appointed arbitrators from both sides, the Secretary-General designated Sir Robert Jennings as the new Appointing Authority, with Judge Gilbert Guillaume of the International Court of Justice (ICJ) as his Deputy (as stand-by, with no formal role in that capacity).
15. The International Bureau provided legal support to the Appointing Authority of the Iran-U.S. Claims Tribunal in two cases pertaining to a challenge lodged against the Tribunal's President, one dealing with the decision on the merits of the challenge, the other with a request to review that decision.
16. The International Bureau of the PCA concluded a Headquarters Agreement with the Netherlands Government. The Administrative Council had authorized the Bureau to enter into this agreement along the lines of an earlier draft. The Agreement became operational after its publication later in the year in the Treaties Series.

17. Le Secrétaire général et les autres membres de Bureau international ont régulièrement donné des conférences sur la CPA s'adressant à des conseillers juridiques, des membres du corps diplomatique, des juristes ou étudiants en droit, au Palais de la Paix ou ailleurs. Ils sont intervenus dans des conférences internationales, entre autres, sur les thèmes suivants: rôle de la CPA dans le domaine de l'environnement (biodiversité, modification génétique, etc.), rôle actuel du Bureau international conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, etc.
18. Le Secrétaire général et le premier secrétaire de la CPA ont rencontré les ambassadeurs des pays du Mercosur et un représentant du Brésil. L'objectif de cette réunion était d'examiner le rôle éventuel que la CPA pourrait jouer en matière de règlement des litiges dans le domaine commercial entre les pays du Mercosur et les pays tiers.
19. Le Secrétaire général et les autres membres du Bureau sont entrés en négociation avec un certain nombre d'organisations régionales afin de répondre au souhait formulé par ces organisations ou leur service juridique d'inclure dans leur projet de conventions/d'accords de siège une clause compromissoire prévoyant le recours à la CPA. A titre d'exemple, on peut citer la nouvelle version de la Convention de Lomé (UE-ACP) et à la nouvelle version convention d'Eurocontrol – organisation pour le contrôle aérien européen à Bruxelles.
20. Le Bureau international a entrepris un programme de traduction des différents documents de la CPA dans toutes les langues officielles des Nations Unies: russe, chinois, arabe et espagnol. Une grande partie des textes a déjà été traduite en *arabe*. La CPA est actuellement en contact avec la faculté de droit de l'université Erasmus en ce qui concerne la traduction *chinoise*. Le Bureau espère que ce projet de traduction sera achevé avant la fin de l'année 2000.
21. Le Bureau international a poursuivi son étude sur le rôle de la CPA en matière de règlement des litiges liés à des questions d'environnement. En décembre, le Bureau a réuni un petit groupe de travail pour poursuivre ses travaux sur l'élaboration de règles de procédure spécialisées en matière d'environnement. En outre, il est à noter que dans un certain nombre de conventions relative à la protection de l'environnement, les clauses compromissoires font référence à la CPA.
22. En décembre, le Bureau international a organisé un séminaire pour les juristes internationaux sur les différents systèmes existants en matière d'actions collectives. Des experts dans ce domaine, venus d'Europe et des États-Unis, ont pris la parole. Les travaux de ce séminaire seront rassemblés dans le premier volume d'une série intitulée: "*The PCA/Peace Palace Papers*" publiée par "Kluwer Law International". Cette publication donne un aperçu des différents systèmes en place (le Tribunal du contentieux Iran/États-Unis, la Commission d'indemnisation des Nations Unies, la Commission pour la sauvegarde des biens des réfugiés et des personnes déplacées en Bosnie-Herzégovine et le Tribunal arbitral pour les comptes en déshérence en Suisse) et pourra servir de guide utile à toute personne intéressée par la mise en place de tribunaux spécialisés en matière d'actions collectives.

II. TRAVAIL DE LA COUR ET DE SON BUREAU INTERNATIONAL

A. Activités

Arbitrage

23. La Cour Permanente d'Arbitrage a été établie dans le but de faciliter le recours immédiat à l'arbitrage pour les différends internationaux que les parties ont convenu de lui soumettre. La Cour, dont le siège est à La Haye, est compétente pour tous les cas d'arbitrage qui lui sont soumis par accord entre les parties et est accessible en tout temps. A moins que les parties à un différend n'en disposent autrement, la Cour fonctionne conformément aux règles de procédure prévues par les Conventions. Depuis la mise en place du "Règlement facultatif de la Cour Permanente d'Arbitrage pour l'arbitrage des différends entre deux États" en 1992, et du "Règlement facultatif de la Cour Permanente d'Arbitrage pour l'arbitrage des différends entre deux parties dont l'une seulement est un État" en 1993, les parties à un conflit soumis à la Cour sont invitées à considérer ces Règlements. Le second Règlement modifie les règles applicables à l'arbitrage incluses dans le "Règlement d'arbitrage et de conciliation pour les conflits internationaux entre deux parties dont l'une seulement est un État" élaboré en 1962. En 1996, de nouveaux règlements de procédure pour l'arbitrage intéressant les organisations internationales ont été adoptés.

17. The Secretary-General and other staff members of the International Bureau made a number of presentations to legal advisors, members of the diplomatic corps, lawyers and law students on subjects relating to the PCA in the Peace Palace and elsewhere. They addressed international conferences at universities abroad as well as groups visiting the Court's premises on various issues, including a possible role for the PCA in the field of international environmental disputes and the PCA's current role under the UNCITRAL Arbitration Rules, etc.
18. The Secretary-General and the First Secretary of the PCA met with the Ambassadors of the Mercosur Countries and a representative of Brazil, to discuss ways in which the PCA could play a role in the area of dispute resolution in the field of trade between the Mercosur countries and third countries. It was the first in a series of planned contacts.
19. The Secretary-General and his staff have been in detailed negotiations with a number of regional organizations in connection with the wish (of legal departments) of these organizations to include in their draft Conventions/Headquarters Agreements dispute resolution clauses referring to arbitration under the auspices of the PCA. Notable examples are the Revised Lomé Convention (EU-ACP) and the Revised Convention of Eurocontrol – the European air traffic control organization in Brussels.
20. The International Bureau has embarked on a program of translating the relevant PCA documents into the other official languages of the United Nations: Russian, Chinese, Arabic and Spanish. With regard to the *Arabic* project, a large part of the texts have to date been translated. Negotiations with the Law Faculty at Erasmus University pertaining to the translation of these documents into *Chinese* are near conclusion. It is the intention of the Bureau to complete all the translation projects by the end of 2000.
21. The International Bureau continued its study on how the PCA could best equip itself to play a role in the settlement of international environmental disputes. In December it convened a working group of international experts to continue its work on the drafting of procedural rules for proceedings in this particular field. On a related point, it should be pointed out that in a number of Conventions dealing with the protection of the environment arbitration clauses are in place with reference to the PCA.
22. The International Bureau organized an International Lawyers' Seminar in December on "Institutional and Procedural Aspects of Mass Claims Settlement Systems" with a panel of leading experts in the field from Europe and the United States. The interventions of panelists along with other material on the various systems will be collected in the first edition of a new series entitled *The PCA/Peace Palace Papers*, to be published by Kluwer Law International. This PCA publication aims at providing Government officials and other parties interested in setting up new mass claims tribunals with a comprehensive overview of the various systems currently operational (Iran-U.S. Claims Tribunal, United Nations Compensation Commission, Commission for Real Property Claims in Bosnia and Herzegovina, Claims Resolution Tribunal for Dormant Accounts in Switzerland) and as such to serve as a useful guide.

II. THE WORK OF THE COURT AND ITS INTERNATIONAL BUREAU

A. Scope of Activity

Arbitration

23. The Permanent Court of Arbitration was established with the object of facilitating immediate recourse to arbitration for international differences which the parties have agreed to refer to it. The Court, which has its seat at The Hague, is competent for all arbitration cases submitted to it by agreement of the parties and is accessible at all times. Unless otherwise stipulated by the parties to a dispute, the arbitration is to be conducted in accordance with the rules of procedure laid down in the Conventions. However, parties may also use the new sets of the optional rules of arbitration patterned after those of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL). These are: the "Permanent Court of Arbitration Optional Rules for Arbitrating Disputes between Two States", established in 1992, and the "Permanent Court of Arbitration Optional Rules for Arbitrating Disputes between Two Parties of Which Only One Is a State", adopted in 1993. The 1993 Rules replace the provisions on arbitration set forth in the "Rules of Arbitration and Conciliation for Settlement of International Disputes Between Two Parties of Which Only One Is a State", established in 1962. In 1996, new procedural rules were added for arbitrations involving intergovernmental organizations.

24. La juridiction de la CPA peut être étendue aux litiges existant entre des Puissances non-contractantes ou entre des Puissances contractantes et non-contractantes si les parties ont convenu de recourir à la Cour. Une procédure d'arbitrage sommaire est également prévue.
25. Une liste des affaires jugées à la CPA ou avec la coopération de son Bureau international figure à l'**Annexe 3** du présent rapport.

Commissions internationales d'enquête et de conciliation

26. Les Conventions de 1899 et 1907 prévoient la constitution des commissions internationales d'enquête chargées de faciliter le règlement de certains types de litiges en explicitant les faits par un examen impartial et minutieux. Une liste des affaires soumises à des commissions internationales d'enquête figure à l'**Annexe 4** du présent rapport. En 1997, sur autorisation du Conseil administratif, le Bureau international a adopté le "Règlement facultatif de la CPA sur les commissions d'enquête pour l'établissement des faits".
27. Par décision du Conseil administratif en date du 1^{er} mai 1937, le Bureau international a été autorisé à mettre ses locaux et son organisation à la disposition de commissions de conciliation. Une liste des affaires soumises à des commissions de conciliation figure à l'**Annexe 5** du présent rapport. En 1996, sur autorisation du Conseil administratif, le Bureau a adopté le "Règlement facultatif de conciliation de la CPA". Ce règlement est basé sur le Règlement de conciliation de la CNUDCI de 1980.

Mise à disposition de personnel et autres accommodations

28. Le Bureau international qui a ses locaux au Palais de la Paix à La Haye peut aussi, grâce à un arrangement avec la Fondation Carnegie, mettre à disposition:
 - (1) une salle d'audience ainsi que d'autres salles pour les audiences;
 - (2) des salles pour les arbitres et les commissaires;
 - (3) des bureaux et autres accommodations pour les parties au litige; et
 - (4) une bibliothèque complète et actualisée d'ouvrages de droit international public et privé, ainsi qu'une bibliothèque spécialisée en matière d'arbitrage.
29. Ces équipements sont mis à la disposition des parties à un différend devant la Cour, un droit modeste étant prélevé pour le compte de la Fondation Carnegie, selon un barème établi. Le Bureau international est en outre en mesure de fournir aux parties tout un éventail de services de greffe dont entre autres des services de nature juridique. Il sert de voie de communication officielle, assure l'administration des dépôts effectués pour couvrir les frais du différend, assure la garde des documents, et fournit, au besoin, un service de secrétariat efficace, un service de traduction et des services de communication. De façon générale, il se charge de régler pour les parties toute question administrative pouvant surgir au cours de la procédure.

Le Fonds d'assistance financière

30. En octobre 1994, le Conseil administratif a approuvé la création d'un Fonds d'assistance financière ainsi que le Statut et Règlement pour la mise en oeuvre de ce Fonds. Ce dernier, alimenté par des contributions financières volontaires des États, permet d'assister financièrement les États qualifiés pour leur permettre de supporter, entièrement ou en partie, les frais engagés lors d'un arbitrage international ou lors de tout autre moyen de règlement d'un conflit régi par les Conventions de La Haye. Les États qualifiés sont ceux qui sont parties à la Convention de 1899 ou à celle de 1907 et qui:
 - (1) ont signé un compromis visant à soumettre un ou plusieurs différends, existants ou futurs, au règlement par l'un des moyens prévus par la CPA; et (2) au moment où la demande d'assistance financière du Fonds est faite, sont inscrits sur la liste des bénéficiaires de l'aide du Comité d'aide au développement (Liste CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), à Paris. Le texte du Statut et Règlement du Fonds figure à l'**Annexe 6** du présent rapport.
31. Tout État qualifié peut demander à bénéficier de l'assistance financière du Fonds en adressant une demande écrite au Secrétaire général de la CPA. Un Comité d'examen statue sur les demandes d'assistance.
32. Un pays s'est engagé à verser au Fonds une somme d'argent très importante et deux autres pays ont fait un don. D'autres gouvernements ont indiqué leur intention d'en faire autant une fois que les ressources du Fonds seront épuisées. Depuis sa création, le Fonds a été utilisé à trois reprises: une

24. The jurisdiction of the Court may be extended to disputes between non-contracting powers or between contracting powers and non-contracting powers if the parties have agreed to have recourse to the PCA. Arbitration by way of summary proceedings is also provided for.
25. A list of cases submitted to arbitration before the Court, or conducted with the co-operation of the International Bureau, is set forth in **Annex 3** of this Report.

International Commissions of Inquiry and Conciliation

26. The Conventions of 1899 and 1907 provide for the constitution of International Commissions of Inquiry to facilitate the settlement of certain types of disputes by elucidating the facts by means of impartial and conscientious investigation. A list of cases submitted to International Commissions of Inquiry is set forth in **Annex 4** of this Report. In 1997 the International Bureau, authorized by the Administrative Council, established PCA Optional Rules of Procedure for Fact-finding Commissions of Inquiry.
27. By a decision of the Administrative Council dated May 1, 1937, the International Bureau was authorized to place its offices and organization at the disposal of Conciliation Commissions. A list of cases submitted to Conciliation Commissions is set forth in **Annex 5** of this Report. In 1996 the Bureau, authorized by the Administrative Council, established the PCA Optional Conciliation Rules which follow as closely as possible the 1980 UNCITRAL Conciliation Rules.

Provision of Staff and Facilities

28. The International Bureau, which has its offices in the Peace Palace at The Hague, makes available, by arrangement with the Carnegie Foundation:
 - (1) a courtroom and other hearing rooms;
 - (2) chambers for arbitrators and commissioners;
 - (3) office space and facilities for parties to disputes; and
 - (4) a comprehensive and up-to-date library of works on public and private international law, as well as a specialized arbitration library.
29. These facilities are made available for use of the parties to disputes at reasonable rates charged by the Carnegie Foundation in accordance with an established schedule. In addition, the International Bureau can provide parties with a full range of registry services, including legal support, acting as the channel of communication between (counsel for) the parties, holding and disbursing deposits for costs, ensuring safe custody of documents, arranging where necessary for efficient secretarial, language and communications services, court reporting – in general, relieving the parties and the tribunal of the administrative and logistical burden of resolving the dispute.

Financial Assistance Fund

30. In October 1994, the Administrative Council agreed to establish a Financial Assistance Fund and approved the Terms of Reference and Guidelines for the operation of the Fund. This Fund, to which contributions are made on a voluntary basis, provides financial assistance to Qualifying States to enable them to meet, in whole or in part, the costs involved in international arbitration or other means of dispute settlement offered by the Hague Conventions. Qualifying States are States Parties to the Convention of 1899 or 1907 that (1) have concluded an agreement for the purpose of submitting one or more disputes, whether existing or future, for settlement by any of the means administered by the PCA, and (2) at the time of requesting financial assistance from the Fund, are listed on the “DAC List of Aid Recipients” prepared by the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) in Paris. The Terms of Reference and Guidelines are reproduced in **Annex 6** of this Report.
31. A Qualifying State may seek financial assistance from the Fund by submitting a written request to the Secretary-General of the PCA. A separate Board of Trustees decides on the request.
32. One country has pledged a considerable amount of money to the Fund, and two others have made direct donations. Other Governments have indicated their readiness to do so as soon as the present reserves are exhausted. That is now the case. Since the inception of the Fund, three grants of assistance have been made: one to an Asian State, and two to African States. Those grants allowed the parties to defray the costs of their arbitration and achieve the peaceful resolution of their dispute.

première fois par un État asiatique puis deux fois par des États africains. Ces dons permettent aux parties à un litige de couvrir les frais engagés dans leur arbitrage et de parvenir à un règlement pacifique de leur litige.

Coopération internationale

33. En 1968, la CPA a conclu un accord de coopération avec le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI). En 1990, elle a conclu le même type d'accord avec l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI). Ces deux accords visent à fournir des services de personnel et des facilités dans le cadre des procédures conduites au siège de l'une des institutions mais sous les auspices de l'autre. Un accord de coopération conclu en 1989 avec l'"International Council for Commercial Arbitration" ("ICCA") prévoit que l'"ICCA" pourra fournir au Secrétaire général, à sa demande, des informations sur des instituts d'arbitrage, des experts, des procédures et des activités en matière d'arbitrage, dans différentes parties du monde. En 1996, le Bureau international a conclu un autre accord avec l'"ICCA" portant sur la préparation des publications de l'"ICCA".
34. En octobre 1992, le Bureau international a adhéré à l'"International Federation of Commercial Arbitration Institutions" ("IFCAI"), dont les objectifs consistent à établir et à maintenir des relations permanentes entre ces institutions, à faciliter la distribution d'informations relatives aux services offerts par des arbitres et conciliateurs potentiels, à promouvoir et faciliter la publication d'études sur la conciliation et l'arbitrage, à faciliter la circulation d'informations sur les législations, le droit, les sentences arbitrales non confidentielles et les décisions judiciaires. De telles informations facilitent, entre autres, l'exercice par le Secrétaire général de ses compétences spéciales en matière de désignation d'une autorité de nomination conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (voir paragraphe 46 ci-dessous).
35. En décembre 1997, la Conférence des États parties à l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques ("OPCW") dont le siège se trouve à La Haye, a choisi le Bureau international de la CPA pour servir de greffe à la Commission de l'"OPCW" pour le règlement des litiges relatifs à la confidentialité. Le 9 décembre 1998, le Secrétaire général de la CPA, Monsieur Hans Jonkman et le directeur général de l'"OPCW", Monsieur José M. Bustani avaient signé, au siège de l'"OPCW", un accord de greffe entre l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques et la Cour Permanente d'Arbitrage. Cet accord est entré en vigueur en 1999.

B. Développements en 1999

Généralités

36. L'année 1999 a été marquée par le centenaire de la Cour Permanente d'Arbitrage. Ce moment historique dans la vie de la CPA a été commémoré par l'organisation d'un certain nombre d'événements dont, entre autres, une réunion commémorative du Conseil administratif, le 8 avril 1999. Au cours de cette réunion le président a évoqué cette étape historique et remercié le Secrétaire général d'alors, Monsieur Hans Jonkman. Ce dernier a fait un compte rendu de la situation de la CPA ainsi que des défis futurs. Les ambassadeurs de Bulgarie, du Pakistan, d'Afrique du Sud, d'Espagne et du Surinam se sont exprimés au nom de leur groupe régional. Au cours de cette réunion, une "Résolution du centenaire" a été adoptée et le drapeau officiel de la CPA inauguré.
37. Le 17 mai, les Membres de la CPA ont tenu leur seconde Conférence pour célébrer le centenaire de la Cour. Sa majesté la reine Béatrix des Pays-Bas et le Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Kofi Annan ont assisté à cette Conférence. Monsieur Annan a pris la parole et présenté des remarques introductives. Outre, Sir Ninian Stephen, président de cette Conférence, différents intervenants se sont exprimés: Monsieur Yin Yubiao, le juge Ahmed S. El-Kosheri, le professeur Francisco Orrego Vicuña, Monsieur Christopher Pinto et le juge Howard Holtzmann. Les travaux de cette Conférence ainsi que ceux de la réunion du Conseil administratif feront l'objet d'une publication: "*PCA Centennial Papers*" à paraître dans le courant de l'année 2000.
38. Au cours de sa réunion du 8 février 1999, le Conseil administratif de la CPA a accepté la démission de Monsieur Hans Jonkman de son poste de Secrétaire général. Cette démission a pris effet le 25 mai 1999. Le Conseil a accepté à l'unanimité la désignation de Monsieur Tjaco van den Hout. Avant d'occuper le poste de Secrétaire général, Monsieur Jonkman avait été ambassadeur des Pays-Bas à Londres et "Grand Maître" à la cour de la Reine. Son successeur, Monsieur van den Hout (50 ans), à fait des études de droit à Leiden et d'économie à l'université d'Harvard (États-Unis). Diplomate de carrière, Monsieur van den Hout a occupé différents postes à l'étranger. Il a, entre autres, travaillé au

International Co-operation

33. In 1968, the PCA entered into a co-operation agreement with the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), and in 1990, it concluded a similar agreement with the Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA). Both agreements provide for the use of staff and facilities in connection with proceedings conducted at the headquarters of one institution but under the auspices of the other. A 1989 co-operation agreement with the International Council for Commercial Arbitration (ICCA) provides that ICCA will furnish the Secretary-General, at his request, with information concerning arbitration institutions, experts, procedures and activities in various parts of the world. In 1996, the International Bureau concluded an additional agreement with ICCA concerning the preparation of the ICCA publications.
34. In October 1992, the International Bureau became a member of the International Federation of Commercial Arbitration Institutions (IFCAI), which aims to establish and maintain permanent relationships among these institutions, to facilitate the exchange and distribution of information on services offered and potential arbitrators and conciliators, to promote and facilitate the publication of research on conciliation and arbitration, and to exchange information on legislation, rules, non-confidential awards, and judicial decisions. This information facilitates, *inter alia*, the exercise of the Secretary-General's special competence to designate appointing authorities under the UNCITRAL Arbitration Rules (see paragraph 46, below).
35. In December 1997, the Conference of States Parties to the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW) in The Hague designated the International Bureau to serve as Registry for dispute resolution activities of the OPCW's Confidentiality Commission. On December 9, 1998, at the headquarters of the OPCW, the then Secretary-General, Mr. Hans Jonkman, and the OPCW Director-General, Mr. José M. Bustani, signed the Registry Agreement between the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons and the Permanent Court of Arbitration. The agreement became operational in the course of 1999.

B. Developments in 1999

General

36. 1999 marked the 100th Anniversary of the Permanent Court of Arbitration (PCA). This historic moment in the life of the organization was commemorated by a number of events and activities during the year. Those events included a commemorative meeting of its Administrative Council on April 8, 1999 on which occasion the President reflected on the historic milestone and also seized the opportunity to pay tribute to the outgoing Secretary-General, Mr. Hans Jonkman. The latter reported on the PCA's current state of affairs as well as its challenges for the future. The Ambassadors of Bulgaria, Pakistan, South Africa, Spain and Surinam spoke on behalf of their regional groups. This meeting adopted a Centennial Resolution. At this meeting the official flag of the PCA was inaugurated.
37. On May 17, the Second Conference of the Members of the PCA met on the occasion of the celebration of the centenary of the PCA in the Peace Palace. The event was attended by Her Majesty Queen Beatrix of The Netherlands and United Nations Secretary-General Kofi Annan. The latter addressed the Conference with opening remarks. With Sir Ninian Stephen presiding, other speakers were Mr. Yin Yubiao, Judge Ahmed S. El-Kosheri, Prof. Francisco Orrego Vicuña, Mr. Christopher Pinto and Judge Howard Holtzmann. The deliberations of this Conference and the meeting mentioned in paragraph 36 have been duly recorded and will be published in the year 2000 as the *PCA Centennial Papers*.
38. At its meeting of February 8, 1999, the Administrative Council accepted the resignation of Mr. Hans Jonkman as Secretary-General effective May 25, 1999, unanimously endorsing the proposed appointment of Mr. Tjaco T. van den Hout as his successor. Mr. Jonkman had served the PCA as Secretary-General since July 1990, prior to which he was Netherlands Ambassador to London and Grandmaster of the Queen's Household. His successor, Mr. van den Hout (50), studied law at Leyden University and economics at Harvard. He is also a career diplomat and has served abroad on a number of diplomatic assignments abroad, both multilateral and bilateral, including one at the Netherlands Permanent Mission to the United Nations and one as Consul-General in New York, respectively. His last post before joining the PCA was that of Deputy Secretary-General at the Netherlands Foreign Office in The Hague.

sein de la Mission permanente des Pays-Bas auprès des Nations Unies et en tant que consul général à New York. Avant de venir travailler à la CPA, Monsieur van den Hout était Secrétaire général adjoint au ministère des Affaires étrangères.

39. Le 6 mai 1999, le conseil d'administration de la Fondation Carnegie a remis à la Cour Permanente d'Arbitrage le prix Wateler de la paix 1999. Ce prix a été décerné au Secrétaire général de l'époque, Monsieur Hans Jonkman. Le prix Wateler de la paix a été créé par Monsieur J.G.D. Wateler qui, en léguant ses biens à la Fondation Carnegie, la chargea d'en utiliser les revenus annuels pour décerner un prix de la paix à une personne ou institution qui a servi la cause de la paix. En décernant ce prix à la CPA, la Fondation a pris note du fait que dans le cadre de la tâche qui lui était confiée “*la Cour Permanente d'Arbitrage avait au cours des cent dernières années oeuvré pour empêcher ou mettre fin à un certain nombres de conflits*”. Elle a également reconnu que la CPA “*bénéficiait d'une importance croissante en matière de règlement des conflits*”.

Activités de greffe et autres

(a) Activités de greffe

Le Bureau international sert actuellement de greffe dans les arbitrages suivants:

40. La deuxième étape d'un arbitrage entre l'Érythrée et la République du Yémen conformément à un compromis d'arbitrage signé le 3 octobre 1996, s'est conclue par une sentence arbitrale. Cette sentence délimite la frontière maritime internationale dans la mer Rouge entre ces deux pays. Le Tribunal était composé de Sir Robert Y. Jennings, président, du juge Stephen M. Schwebel, du docteur Ahmed Sadek El-Kosheri, de Monsieur Keith Highet et du juge Rosalyn Higgins. Le lieu de l'arbitrage était Londres. Conformément à l'article 7.2 du compromis d'arbitrage, le Tribunal avait désigné Monsieur Tjaco van den Hout, Secrétaire général de la CPA, comme greffier et Madame Phyllis Pieper Hamilton, premier secrétaire de la CPA, comme secrétaire du Tribunal. Les parties au litige avaient choisi non seulement de bénéficier des services de greffe fournis par la Cour Permanente d'Arbitrage mais également de tenir audience au Palais de la Paix en juillet 1999. La cérémonie au cours de laquelle la sentence a été rendue, a eu lieu, le 17 décembre 1999, au ministère anglais des Affaires étrangères. Les parties (le ministre des Affaires étrangères de l'Érythrée et l'ambassadeur du Yémen à Londres), leurs avocats, le président, le greffier et le secrétaire du tribunal ont, entre autres, assisté à cette cérémonie. Le 9 octobre 1998, une sentence sur la première étape de la procédure portant sur la question de la souveraineté territoriale et de la définition du champ du différend avait été rendue et distribuée le même jour aux représentants des parties par le greffier. Le texte des deux sentences est disponible sur le site internet de la CPA à l'adresse suivante: <http://www.pca-cpa.org>.

41. La CPA a été saisie d'une demande visant à faciliter un arbitrage mis en place pour régler un litige entre une entité privée et une organisation gouvernementale. Les parties ont signé un accord en novembre 1999. L'autorité de nomination nommée par les parties a demandé à la CPA de l'aider à choisir un arbitre.

(b) Le Tribunal du contentieux Iran/États-Unis

42. Le Secrétaire général de la CPA, agissant en vertu du pouvoir que lui confère le Règlement du Tribunal de désigner une autorité de nomination chargée d'exercer un pouvoir de nomination dans le cas où une partie n'exercerait pas son droit de désignation d'un membre, ou lorsque les membres désignés par les parties ne peuvent s'entendre sur le choix d'un membre d'un pays tiers ou du président du Tribunal (articles 6-8), et de statuer sur les récusations de membres du Tribunal (articles 9-12), a, en 1999, désigné Sir Robert Y. Jennings, ancien président de la Cour internationale de Justice comme autorité de nomination du Tribunal. Le juge Gilbert Guillaume de la Cour internationale de Justice (CIJ) a également été désigné comme autorité de nomination suppléante (ce dernier n'ayant, en cette qualité, actuellement aucun rôle officiel). Sir Robert Jennings succède ainsi au juge Charles Moons qui a pris sa retraite.
43. Le Bureau international, qui avait mis ses locaux et ses services de secrétariat à la disposition du Tribunal du contentieux Iran/États-Unis, avant que ce dernier ne s'installe dans ses propres locaux en 1982, continue à mettre sa salle d'audience à la disposition du Tribunal pour les audiences auxquelles participent un grand nombre de représentants des parties. Les audiences devant le Tribunal en formation plénière ont eu lieu au Palais de la Paix du 17 au 19 novembre 1999.
44. Le Bureau international sert de secrétariat à l'autorité de nomination et a prêté assistance au Tribunal dans les deux affaires de récusation en 1999. Il a fourni un soutien juridique à l'autorité de nomination

39. On May 6, 1999 the Board of Directors of the Carnegie Foundation awarded the 1999 Wateler Peace Prize to the Permanent Court of Arbitration. This Prize was presented to the then Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration, Mr. Hans Jonkman. The Wateler Peace Prize was founded by Mr. J.G.D. Wateler who bequeathed his estate to the Carnegie Foundation, charging it to use the annual revenue to award a Peace Prize to a person or institution (alternately Dutch or foreign) who has furthered the cause of peace. In awarding this prize to the PCA, the Foundation took note of the fact that in the fulfilment of its task "*the Permanent Court had worked for the past one hundred years to end or prevent a large number of conflicts*" and acknowledged that there was "*a growing recognition of its importance in this area*".

Registry and Related Activities

(a) Registry

The International Bureau served as Registry in the following matters:

40. The Second Stage of an arbitration between the Government of Eritrea and the Republic of Yemen, resulted in an Award, delimiting the international maritime boundary in the Red Sea between those two countries. The Tribunal consisted of Sir Robert Y. Jennings, President, Judge Stephen M. Schwebel, Dr. Ahmed Sadek El-Kosheri, Mr. Keith Hight and Judge Rosalyn Higgins, and the place of arbitration was London. Pursuant to article 7.2 of the Arbitration Agreement of October 3, 1996, the Tribunal appointed Mr. Tjaco van den Hout, Secretary-General of the PCA as Registrar and Mrs. Phyllis Pieper Hamilton, First Secretary of the PCA, as the Secretary to the Tribunal. In addition to availing themselves of the Registry services of the PCA, the parties chose to conduct their oral hearings in July 1999 at the Peace Palace in The Hague. The Award ceremony, hosted by the British Foreign Office, took place on December 17, 1999, and was attended by the parties (the Minister of Foreign Affairs of Eritrea and the Ambassador of Yemen to London) and their counsel, the President, Registrar and Secretary to the Tribunal and others. An award on the territorial sovereignty and the scope of the dispute, or First Stage of the proceedings was rendered on October 9, 1998, and handed over to the representatives of the parties by the Registrar in the Peace Palace on that same date. The text of both Awards can be found on the PCA website at <http://www.pca-cpa.org>.
41. A request for the PCA to facilitate an arbitration to resolve a dispute between a private party and a governmental organization was filed by agreement of the parties in November 1999. The PCA has also been requested by the Appointing Authority chosen by the parties to assist him in selecting an Arbitrator.

(b) Iran-United States Claims Tribunal

42. The Secretary-General of the PCA, acting pursuant to the authority conferred upon him under the Tribunal Rules to designate an Appointing Authority and to exercise the power of appointment 1) in the event that a party failed to appoint a Member, or 2) in the event that the party-appointed Members failed to agree upon the choice of a third-country Member or President of the Tribunal (Articles 6-8), or 3) in the event that a Member of the Tribunal has been challenged so that the Appointing Authority may decide on the challenge (Articles 9-12), in 1999 designated Sir Robert Y. Jennings, former President of the International Court of Justice (ICJ) as the Tribunal's Appointing Authority with Judge Gilbert Guillaume of the ICJ as his Deputy (as stand-by, with no formal role in that capacity). Sir Robert Jennings succeeds Judge Charles Moons who retired.
43. The International Bureau which provided the Iran-U.S. Claims Tribunal with office space and secretarial support before the latter moved to its own premises in 1982, continues to place its court-room at the disposal of the Tribunal for hearings attended by a large number of representatives of parties. Hearings before the Full Tribunal were held at the Peace Palace on November 17-19, 1999.
44. The International Bureau serves as the secretariat of the Appointing Authority and assisted with two challenges in 1999. It provided legal support to the Appointing Authority of the Iran-U.S. Claims Tribunal in two cases pertaining to a challenge lodged against the Tribunal's President, one dealing with the decision on the merits of the challenge, the other with a request to review that decision.

du Tribunal du contentieux Iran/États-Unis dans deux affaires concernant une demande de récusation du président du Tribunal. La première affaire portait sur l'examen au fond de la demande, la deuxième affaire sur une demande de réexamen de la première décision.

(c) *Autres tribunaux*

45. En 1999, à la demande de plusieurs tribunaux établis conformément aux règles de certaines institutions d'arbitrage commercial international ou à des règles *ad hoc*, le Bureau international a mis ses locaux et son organisation à leur disposition:

- Un tribunal composé de Monsieur Monroe Leigh, président, du professeur Ibrahim Fadlallah et du professeur Hamzeh Ahmad Haddad a tenu audience le 11 février 1999.
- Un tribunal composé de Monsieur V.V. Veeder, président, de Maître André Faurès et du juge Stephen M. Schwebel a tenu audience du 12 au 16 avril 1999.
- Un tribunal composé du professeur J. Martin Hunter, président, du professeur A.J. van den Berg et du professeur J. Klaassen a tenu audience le 4 et 5 juin 1999.
- Un tribunal composé de Monsieur Bernardo M. Cremades, président, de Monsieur Keith Hight et de Monsieur Julio C. Trevino a tenu audience le 16 juillet 1999.
- Un tribunal composé d'un arbitre unique, le professeur A.J. van den Berg, a tenu audience le 23 juillet 1999.
- Un tribunal composé du professeur A.J. van den Berg, président, de Maître André Faurès et de Monsieur J. Rozemond a tenu audience le 9 septembre 1999.
- Un tribunal composé de Monsieur Jan Paulsson, président, de Monsieur A.A. de Fina et du professeur Priyatna Abdurrasyid a tenu audience le 22 septembre 1999.
- Un tribunal composé du juge Francisco Rezek, du juge Thomas Buergenthal et de Monsieur Peter D. Trooboff a délibéré du 18 au 20 octobre 1999.

Désignation d'autorités de nomination et d'arbitres par le Secrétaire général

46. Le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI de 1976 confie au Secrétaire général de la Cour Permanente d'Arbitrage le soin d'assurer l'intégrité du processus arbitral en matière d'arbitrage commercial international. Ce Règlement l'autorise en effet à désigner, à la demande d'une partie, une "autorité de nomination" chargée de nommer les membres d'un tribunal arbitral et de statuer sur les récusations d'arbitres. Les parties peuvent également désigner le Secrétaire général comme autorité de nomination conformément au Règlement de la CNUDCI ou à d'autres règlements. Au cours de cette année le Bureau international a reçu vingt-quatre demandes visant à établir, *prima facie*, sa compétence et à désigner une autorité de nomination ou un arbitre. Chaque requête exige tout d'abord un examen minutieux des dispositions du contrat et/ou du traité en question portant sur le règlement des différends (et sur lesquelles les parties n'ont pas réussi à s'entendre) afin de déterminer si le Secrétaire général est, *prima facie*, compétent. Le Bureau procède ensuite à un échange de correspondance avec toutes les parties au litige concernant d'éventuelles questions de procédure. En dernier lieu, le Bureau choisit l'autorité de nomination ou l'arbitre qui semble le plus indiqué.

47. **Janvier 1999:** Une entreprise européenne, demanderesse dans un litige l'opposant à une autre entreprise européenne, a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination afin de désigner le deuxième arbitre d'un tribunal composé de trois arbitres. Conformément à l'article 3 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, la demanderesse avait communiqué à la défenderesse une notification d'arbitrage dans laquelle elle désignait son arbitre et invitait la défenderesse à désigner le deuxième arbitre. La partie défenderesse n'ayant pas procédé à la désignation de son arbitre dans les délais fixés par l'article 7(2) du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, le Secrétaire général a désigné la "**London Court of International Arbitration**" comme autorité de nomination.

48. **Février 1999:** Une entreprise publique d'un pays européen, demanderesse dans un litige l'opposant à une entreprise européenne, a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination afin de nommer le deuxième arbitre. La défenderesse a par la suite informé le Secrétaire général de la désignation de son arbitre, ce qui a rendu sans objet la demande de désignation d'une autorité de nomination.

49. Une personne privée, demanderesse dans un litige l'opposant à un pays d'Amérique du Sud, a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination afin de nommer le deuxième arbitre d'un tribunal composé de trois arbitres. La défenderesse a par la suite informé le Secrétaire général qu'elle avait nommé son arbitre.

50. Une entreprise européenne, demanderesse dans un litige l'opposant à une organisation internationale, a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination. Les parties n'ayant pas

(c) *Other Tribunals*

45. In 1999, the International Bureau made its facilities available, upon request, to the following tribunals established under the rules of certain international commercial arbitration institutions, or pursuant to rules agreed *ad hoc*:
- A tribunal consisting of Mr. Monroe Leigh, President, Professor Ibrahim Fadlallah and Professor Hamzeh Ahmad Haddad held hearings on February 11, 1999.
 - A tribunal consisting of Mr. V.V. Veeder, President, M^e André Faurès and Judge Stephen M. Schwebel held hearings on April 12-16, 1999.
 - A tribunal consisting of Professor J. Martin Hunter, President, Professor A.J. van den Berg and Professor J. Klaassen held hearings on June 4-5, 1999.
 - A tribunal consisting of Mr. Bernardo M. Cremades, President, Mr. Keith Highet and Mr. Julio C. Trevino held hearings on July 16, 1999.
 - A tribunal consisting of a sole Arbitrator, Professor A.J. van den Berg held hearings on July 23, 1999.
 - A tribunal consisting of Professor A.J. van den Berg, President, M^e André Faurès and Mr. J. Rozemond held hearings on September 9, 1999.
 - A tribunal consisting of Mr. Jan Paulsson, President, Mr. A.A. de Fina and Professor Priyatna Abdurrasyid held hearings on September 22, 1999.
 - A tribunal consisting of Judge Francisco Rezek, Judge Thomas Buergenthal and Mr. Peter D. Trooboff held deliberation meetings on October 18-20, 1999.

Designation of Appointing Authorities and Arbitrators by the Secretary-General

46. The 1976 United Nations UNCITRAL Arbitration Rules entrust the Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration with maintaining the integrity of the arbitral process in international commercial arbitration, by authorizing him, upon the request of a party, to designate an “Appointing Authority” for the purpose of appointing the members of an arbitral tribunal and ruling on challenges to arbitrators. Parties may also designate the Secretary-General himself as Appointing Authority under the UNCITRAL Rules or other instruments. This year, the International Bureau has dealt with twenty-four requests to ascertain *prima facie* jurisdiction and to designate an Appointing Authority or an arbitrator. These requests required careful review of the underlying contracts and/or treaty provisions regarding dispute settlement (about which the parties were unable to agree) to determine *prima facie* jurisdiction and, on the basis of subsequent correspondence with the parties involved, the existence of possible procedural difficulties. Only after this a search is made for a suitable Appointing Authority or arbitrator respectively.
47. **January 1999:** A European company, claimant in a dispute with another European company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the second arbitrator in a three-member tribunal. Pursuant to Article 3 of the UNCITRAL Arbitration Rules, the claimant had served upon the respondent a notice of arbitration in which it designated an arbitrator and requested the respondent to proceed with the designation of the second arbitrator. Within the time-limit provided for by Article 7(2) of the UNCITRAL Rules, the respondent had failed to designate its arbitrator. The Secretary-General designated the ***London Court of International Arbitration*** as Appointing Authority.
48. **February 1999:** A state entity in a European country, claimant in a dispute with a European company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the second arbitrator. The respondent later informed the Secretary-General that it had designated its arbitrator which eliminated the need for designation of an Appointing Authority.
49. A private person, claimant in a dispute with a South American country, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the second arbitrator of a three-member tribunal. The respondent later informed the Secretary-General that it had designated its arbitrator.
50. A European company, claimant in a dispute with an international organization, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority. As no agreement had been reached between the parties on the number of arbitrators, the claimant had proposed in its notice of arbitration the

convenu antérieurement du nombre d'arbitres, la demanderesse avait proposé, dans sa notification d'arbitrage, la désignation d'un arbitre unique. Toutefois, la défenderesse n'ayant pas réagi à la proposition faite par la demanderesse dans le délai fixé par le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, l'article 5 du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI était applicable. Cet article prévoit la désignation de trois arbitres. Par conséquent, il appartenait à la demanderesse d'observer les dispositions de l'article 7 du Règlement de la CNUDCI en notifiant à la défenderesse le nom de son arbitre. La demanderesse a par la suite informé le Secrétaire général qu'un accord avait été conclu entre les parties au litige.

51. Trois entreprises (deux asiatiques et une européenne) demanderesses dans un litige l'opposant à une entreprise asiatique ont demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination chargée de nommer le deuxième arbitre. Le Secrétaire général a, dans un premier temps, considéré cette demande prématurée parce que la demanderesse n'avait pas respecté les dispositions de l'article 7(2) du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI en omettant de notifier à la défenderesse le nom de l'arbitre de son choix. Quelques jours plus tard, la demanderesse a informé le Secrétaire général qu'elle avait communiqué à l'autre partie le nom de son arbitre. Dans le délai fixé par l'article 7(2) du Règlement, la défenderesse n'a pas procédé à la nomination de son arbitre. Le Secrétaire général a par conséquent désigné le "**Singapore International Arbitration Centre**" comme autorité de nomination.
52. Dans la même affaire, le Secrétaire général a procédé à une nouvelle désignation en nommant à nouveau le "**Singapore International Arbitration Centre**".
53. **Mars 1999:** Une entreprise africaine, a informé le Secrétaire général qu'elle était demanderesse dans un litige l'opposant à une organisation internationale et lui a demandé de lui fournir des détails supplémentaires sur le processus de désignation des autorités de nomination en vertu du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Le Secrétaire général a répondu à sa demande d'information. A ce jour, le Secrétaire général n'a été saisi d'aucune demande supplémentaire.
54. Une entreprise des Caraïbes, demanderesse dans un litige l'opposant à une entreprise asiatique, a informé le Secrétaire général que, dans les délais prévus à l'article 7(3) du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, les deux arbitres désignés par les parties ne s'étaient pas entendus sur le choix de l'arbitre-président. La demanderesse a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination. Le Secrétaire général a désigné le "**Kuala Lumpur Regional Centre for Arbitration**", comme autorité de nomination.
55. Une entreprise européenne, demanderesse dans un litige l'opposant à une autre entreprise européenne a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination chargée de nommer le deuxième arbitre. Avant de procéder à l'examen de la demande, le Secrétaire général a demandé à la demanderesse de lui fournir des détails complémentaires sur l'affaire en question. A la lecture des documents qui lui furent soumis, le Secrétaire général a constaté qu'une autorité de nomination avait été précédemment désignée par les parties dans la clause compromissoire du contrat. Ceci a rendu sans objet la demande faite par la demanderesse.
56. Une entreprise européenne, demanderesse dans un litige l'opposant à une autre entreprise européenne a informé le Secrétaire général qu'elle avait communiqué à la défenderesse une notification d'arbitrage aux termes de laquelle elle proposait la désignation d'un arbitre unique. Les parties ne s'étant pas entendues sur la proposition faite par la demanderesse, l'article 5 du Règlement de la CNUDCI était applicable. Cet article prévoit la désignation de trois arbitres. Dans les délais fixés par ce Règlement, la défenderesse n'ayant pas procédé à la désignation de son arbitre, la demanderesse a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination. Le Secrétaire général a désigné la **Chambre de Commerce de Zurich**.
57. **Avril 1999:** Une entreprise américaine, demanderesse dans un litige l'opposant à une entreprise asiatique a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination. Dans sa notification d'arbitrage, la demanderesse avait proposé la nomination d'un arbitre unique. Les parties ne s'étant pas entendues sur la proposition faite par la demanderesse, l'article 5 du Règlement de la CNUDCI était applicable. Cet article prévoit la désignation de trois arbitres. La défenderesse a par la suite informé le Secrétaire général qu'elle avait finalement procédé à la désignation de son arbitre.
58. Une entreprise européenne, demanderesse dans un litige l'opposant à une autre entreprise européenne a demandé au Secrétaire général de désigner un institut d'arbitrage chargé d'administrer le litige. Le Secrétaire général a expliqué à la demanderesse que si le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI ne lui donnait pas compétence pour statuer sur sa demande, il l'habilitait cependant à aider les parties à

designation of a sole arbitrator. Within the time-limit provided for by the UNCITRAL Arbitration Rules, the respondent had failed to agree on claimant's proposal. Pursuant to Article 5 of the UNCITRAL Arbitration Rules, absent agreement between the parties, the number of arbitrators shall be three. Thus, the claimant needed first to comply with the requirements under Article 7 of the UNCITRAL Rules by notifying the respondent of the appointment of its arbitrator. The claimant later informed the Secretary-General that an agreement had been achieved between the parties.

51. Three companies (two Asian and one European), claimants in a dispute with an Asian company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of designating the second arbitrator in a three-member tribunal. As the claimant had not complied with the requirements of Article 7 of the UNCITRAL Arbitration Rules by notifying the respondent of the appointment of its arbitrator, the Secretary-General considered this request premature. Shortly thereafter, the claimant informed the Secretary-General that it had served the respondent with a notice of appointment of its arbitrator. Within the time-limit provided for by Article 7(2) of the Rules, the respondent failed to notify the claimant of the identity of the arbitrator it had appointed. The Secretary-General designated the *Singapore International Arbitration Centre* as Appointing Authority.
52. In the same business relationship, the Secretary-General proceeded to a new designation of an Appointing Authority by designating, again, the *Singapore International Arbitration Centre*.
53. **March 1999:** An African company informed the Secretary-General that it was claimant in a dispute with an international organization and requested more information on the designation of an Appointing Authority under the UNCITRAL Arbitration Rules. The Secretary-General replied to this request. To date no further request has been submitted to the Secretary-General.
54. A Caribbean company, claimant in a dispute with an Asian company, informed the Secretary-General that the two party-appointed arbitrators had been unable to agree, within the time-limit provided for by Article 7(3) of the UNCITRAL Arbitration Rules, on the choice of a presiding arbitrator and requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority. The Secretary-General designated the *Kuala Lumpur Regional Centre for Arbitration*, as Appointing Authority.
55. A European company, claimant in a dispute with another European company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the second arbitrator. Before proceeding with the examination of the request, the Secretary-General needed additional information. After having reviewed the documentation provided, the Secretary-General noticed that an Appointing Authority had been agreed upon in the arbitration clause of the contract, which eliminated the need for the designation of an Appointing Authority.
56. A European company, claimant in a dispute with another European company, informed the Secretary-General that it served the respondent with a notice of arbitration in which it proposed the designation of a sole arbitrator. As the respondent had failed to agree on this proposal, pursuant to Article 5 of the UNCITRAL Rules, three arbitrators had to be appointed. Within the time-limit provided for by the UNCITRAL Rules, the respondent had failed to notify the claimant of the designation of its arbitrator. Therefore, the claimant requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the second arbitrator. The Secretary-General designated the *Zurich Chamber of Commerce* as Appointing Authority.
57. **April 1999:** An American company, claimant in a dispute with an Asian company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority. In its notice of arbitration, the claimant had proposed that the dispute be referred to arbitration with a sole arbitrator. As the respondent had failed to agree on this proposal, pursuant to Article 5 of the UNCITRAL Rules, three arbitrators had to be appointed. The respondent later informed the Secretary-General that it had designated its arbitrator.
58. A European company, claimant in a dispute with another European company, requested the Secretary-General to appoint an arbitral institution to administer the dispute. The Secretary-General replied to the claimant informing it that he had no power under the UNCITRAL Arbitration Rules to comply with its request but that he was, however, empowered to assist it in securing an arbitrator by designating an Appointing Authority. To date, no further request has reached the Secretary-General.

choisir leur arbitre en désignant une autorité de nomination. A ce jour, le Secrétaire général n'a été saisi d'aucune demande supplémentaire.

59. **Mai 1999:** Une entreprise européenne, demanderesse dans un litige l'opposant à une autre entreprise européenne a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination afin de nommer le deuxième arbitre. La demanderesse avait communiqué une notification d'arbitrage à la défenderesse aux termes de laquelle elle proposait la désignation de trois arbitres et indiquait le nom de l'arbitre de son choix. Dans les délais fixés par le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, la défenderesse n'avait procédé à la désignation de son arbitre. Le Secrétaire général a désigné *l'“Arbitration Institute of the Stockholm Chamber of Commerce”* comme autorité de nomination.
60. Une entreprise européenne, demanderesse dans un litige l'opposant à une autre entreprise européenne a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination. Le contrat en question ne faisant pas référence au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, le Secrétaire général a déclaré qu'il n'avait pas compétence pour agir à moins que les parties ne conviennent par écrit de soumettre leur litige à l'arbitrage conformément à ce Règlement.
61. **Juin 1999:** Une entreprise d'Amérique centrale, demanderesse dans un litige l'opposant à une entreprise nord-américaine a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination afin de nommer le deuxième arbitre. La défenderesse a par la suite informé le Secrétaire général qu'elle avait finalement désigné son arbitre.
62. Une entreprise européenne, demanderesse dans un litige l'opposant à une entreprise africaine, a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination afin de nommer le deuxième arbitre. Le Secrétaire général a réclamé à la demanderesse des précisions supplémentaires sur la clause d'arbitrage. Le demandeur a par la suite informé le Secrétaire général que la défenderesse avait finalement accepté la désignation d'un arbitre unique et que les parties allaient se concerter pour décider de l'identité de l'arbitre. A ce jour, le Secrétaire général n'a été saisi d'aucune demande supplémentaire.
63. **Juillet 1999:** Une entreprise nord-américaine, demanderesse dans un litige l'opposant au gouvernement d'un pays africain a demandé au Secrétaire général de nommer une autorité de nomination afin de désigner un arbitre unique. Dans la notification d'arbitrage il était fait référence à un tribunal composé de trois arbitres. Le Secrétaire général a donc demandé aux parties de confirmer par écrit qu'elles avaient convenu de la désignation d'un arbitre unique. Le Secrétaire général a reçu confirmation des parties, toutefois ces dernières ne se sont pas entendues sur la désignation d'un arbitre unique dans les délais fixés par le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Par conséquent, le Secrétaire général a désigné la *Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de Commerce internationale*, à Paris, comme autorité de nomination.
64. **Août 1999:** Une entreprise nord-américaine, demanderesse dans un litige l'opposant à une autre entreprise américaine, a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination afin de nommer l'arbitre unique. La demanderesse avait communiqué une notification d'arbitrage à la défenderesse aux termes de laquelle elle proposait le nom d'un arbitre et invitait l'autre partie à lui soumettre d'autres noms. Les parties ne s'étant pas entendues sur le choix de l'arbitre unique dans les délais fixés par l'article 6(2) du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, le Secrétaire général a désigné la *“London Court of International Arbitration”* comme autorité de nomination.
65. Une entreprise nord-américaine, demanderesse dans un litige l'opposant à une entreprise du Moyen-Orient a informé le Secrétaire général que conformément à la clause compromissoire du contrat signé entre les parties le tribunal arbitral devait être composé de trois arbitres. Aux termes de cette clause, si les deux arbitres désignés par les parties ne s'entendaient pas sur le choix de l'arbitre-président, le Secrétaire général serait alors désigné comme autorité de nomination. Dans les délais fixés par l'article 7(3) du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI les arbitres n'ayant pas procédé à la désignation de l'arbitre-président, la demanderesse a demandé au Secrétaire général de désigner un arbitre. Le Secrétaire général a désigné comme arbitre, *Maître Michael E. Schneider* du cabinet Lalive et Associés à Genève.
66. Une entreprise européenne, demanderesse dans un litige l'opposant à une autre entreprise européenne, a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination afin de désigner le deuxième arbitre. La demanderesse a par la suite demandé au Secrétaire général de reporter cette désignation à un moment ultérieur.

59. **May 1999:** A European company, claimant in a dispute with another European company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the second arbitrator. The claimant had served upon the respondent a notice of arbitration proposing that three arbitrators should be appointed and indicating the name of the arbitrator it had appointed. Within the time-limit provided for by Article 7(2) of the UNCITRAL Arbitration Rules, respondent had failed to notify claimant of its appointment of an arbitrator. The Secretary-General designated the *Arbitration Institute of the Stockholm Chamber of Commerce* as Appointing Authority.
60. A European company, claimant in a dispute with another European company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority. As the contract in question did not refer to the applicability of the UNCITRAL Arbitration Rules, the Secretary-General explained that he was not competent unless both parties would agree in writing to submit their dispute to arbitration under these Rules.
61. **June 1999:** A Central American company, claimant in a dispute with a North American company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the second arbitrator. The respondent later informed the Secretary-General that it had designated its arbitrator.
62. A European company, claimant in a dispute with an African company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the second arbitrator. The Secretary-General requested the claimant to provide additional comments on the arbitration clause. The claimant later informed the Secretary-General that the respondent had agreed on the appointment of a sole arbitrator and that the parties would first attempt to agree on the identity of such arbitrator. To date, no further request has reached the Secretary-General.
63. **July 1999:** A North American company, claimant in a dispute with the Government of an African country, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting a sole arbitrator. As the notice of arbitration mentioned three arbitrators, the Secretary-General asked the parties to confirm in writing that they had agreed on a sole arbitrator, which they did. Within the time-limit provided for by Article 6(2) of the UNCITRAL Rules, the parties had failed to agree on the designation of a sole arbitrator. Therefore the Secretary-General designated, as Appointing Authority, the *International Court of Arbitration of the International Chamber of Commerce in Paris*.
64. **August 1999:** A North American company, claimant in a dispute with another American company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the sole arbitrator. The claimant had served the respondent with a notice of arbitration proposing the name of an arbitrator and inviting the respondent to propose alternatives. Within the time-limit provided for by Article 6(2) of the UNCITRAL Rules, the parties had failed to agree on the designation of a sole arbitrator. Therefore the Secretary-General designated the *London Court of International Arbitration*.
65. A North American company, claimant in a dispute with a Middle East company, informed the Secretary-General that, pursuant to the arbitration agreement, three arbitrators were to be appointed and if the two party-appointed arbitrators failed to agree on the designation of the presiding arbitrator, the Secretary-General would act as the Appointing Authority. Within the time-limit provided for by Article 7(3) of the UNCITRAL Arbitration Rules the two party-appointed arbitrators failed to agree on the designation of the presiding arbitrator. Thus, the claimant requested the Secretary-General to designate an arbitrator. The Secretary-General designated **Mr. Michael E. Schneider** of Lalive and Partners in Geneva, Switzerland as presiding arbitrator.
66. A European company, claimant in a dispute with another European company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the second arbitrator. The claimant later requested the Secretary-General to defer this designation.

67. **Septembre 1999:** Une entreprise européenne, demanderesse dans un litige l'opposant à une autre entreprise européenne a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination afin de nommer l'arbitre unique. Dans les délais fixés par l'article 6(2) du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, les parties ne s'étaient entendues sur le nom de cet arbitre unique. Le Secrétaire général a désigné, comme autorité de nomination, l'*"Arbitration Institute of the Stockholm Chamber of Commerce"*.
68. Une entreprise nord-américaine, demanderesse dans un litige l'opposant à une entreprise asiatique, a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination afin de nommer le deuxième arbitre. A sa demande, le Secrétaire général a accordé à la défenderesse une délai supplémentaire. Ce délai a permis à la défenderesse de désigner son arbitre. Le Secrétaire général a ensuite informé la demanderesse qu'il n'était plus nécessaire de désigner une autorité de nomination.
69. **Novembre 1999:** Une entreprise asiatique, demanderesse dans un litige l'opposant à deux autres entreprises asiatiques, a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination afin de nommer le deuxième arbitre. La demanderesse avait communiqué aux deux autres parties deux notifications d'arbitrage aux termes desquelles elle désignait son arbitre et invitait les défenderesses à nommer leur arbitre. Dans les délais fixés par l'article 7(2) du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, les parties défenderesses n'avaient pas procédé à la désignation de leur arbitre. Le Secrétaire général a désigné le *"Singapore International Arbitration Centre"* comme autorité de nomination.
70. Une entreprise américaine, demanderesse dans un litige l'opposant à une entreprise européenne a informé le Secrétaire général qu'elle avait communiqué une notification d'arbitrage à la défenderesse. Dans les délais fixés par l'article 6(2) du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI les parties ne s'étaient pas entendues sur le choix d'un arbitre unique. La clause compromissoire du contrat prévoyant que la "English Court of International Arbitration" exercerait les fonctions d'autorité de nomination (une entité qui n'existe pas), la demanderesse avait demandé à la "London Court of International Arbitration" ("LCIA") de nommer l'arbitre unique. Le conseil de la défenderesse contacté par la "LCIA" a répondu qu'il n'avait pas reçu d'instruction de la part de son client l'autorisant à considérer que la formulation "English Court of International Arbitration" devait être considérée comme se référant à la "LCIA". Par conséquent, étant donné qu'aucune autorité de nomination n'avait été choisie par les parties, la demanderesse a demandé au Secrétaire général de désigner une autorité de nomination conformément à l'article 6(2) du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Le Secrétaire général a désigné la *"London Court of International Arbitration"*.

Activités du centenaire

71. Le 17 mai 1999, à l'occasion de la Conférence des Membres du centenaire, le Bureau international a publié, en anglais, un ouvrage intitulé: *"The Permanent Court of Arbitration: International Arbitration and Dispute Resolution"* qui contient, entre autres, un résumé des sentences arbitrales, des accords de transaction et des rapports rendus par la CPA durant ces cent premières années. Une version française de cet ouvrage paraîtra dans le courant de l'année 2000.
72. Le Bureau international poursuit la préparation de trois autres ouvrages: une compilation des travaux des Conférences du centenaire de mai 1999, une réimpression des rapports faits aux Conférences de la Paix de La Haye de 1899 et de 1907 avec un historique sur l'élaboration des deux Conventions de la CPA et le premier volume d'une série intitulée: *"The PCA/Peace Palace Papers"* qui contiendra le texte des allocutions ainsi que tout autre document portant sur le thème des séminaires pour les juristes internationaux (ILS). Le premier séminaire qui a eu lieu en décembre 1999 portait sur les aspects institutionnels et de procédure des différents systèmes existants en matière d'actions collectives.
73. En commémoration de la première Conférence internationale pour la paix et pour clôturer la Décennie des Nations Unies pour le droit international, deux conférences gouvernementales se sont tenues, une à La Haye le 18 et 19 mai 1999, et une autre à Saint-Petersbourg du 22 au 25 juin 1999. Ces conférences, auxquelles participèrent le Secrétaire général et/ou le Secrétaire général adjoint ont réexaminé les trois thèmes principaux de la Conférence de 1899: la question des armements, le droit humanitaire et le droit de la guerre et le règlement pacifique des différends internationaux. Pour plus de renseignements, voir: <http://www.minbuza.nl>
74. Une réunion "l'Appel de La Haye pour la Paix 1999", rassemblant environ 40 ONG a eu lieu à La Haye, une semaine environ avant la conférence gouvernementale. Le Bureau international de la CPA y était représenté. Un des thèmes abordés portait sur le règlement des litiges et le rôle de la Cour Permanente d'Arbitrage.

67. **September 1999:** A European company, claimant in a dispute with another European company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting a sole arbitrator. Within the time-limit provided for by Article 6(2) of the UNCITRAL Arbitration Rules, the parties had failed to agree on the choice of the sole arbitrator. The Secretary-General designated the *Arbitration Institute of the Stockholm Chamber of Commerce* as Appointing Authority.
68. A North American company, claimant in a dispute with an Asian company, requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the second arbitrator. At the respondent's request, the Secretary-General agreed to extending the deadline for the designation of its arbitrator. This extension of time allowed the respondent to designate its arbitrator. The Secretary-General informed the claimant that there was no longer any need to designate an Appointing Authority.
69. **November 1999:** An Asian company, claimant in a dispute with two other Asian companies requested, the Secretary-General to designate an Appointing Authority for the purpose of selecting the second arbitrator. The claimant served upon the respondents two notices of arbitration in which it designated its arbitrator and requested the respondents to proceed with the designation of their arbitrator. Within the time-limit provided for by Article 7(2) of the UNCITRAL Arbitration Rules, the respondents failed to notify the claimant of the appointment of their arbitrator. The Secretary-General designated the *Singapore International Arbitration Centre* as Appointing Authority.
70. An American company, claimant in a dispute with a European company, informed the Secretary-General that it had served the respondent with a notice of arbitration. Within the time-limit provided for by Article 6(2) of the UNCITRAL Arbitration Rules the parties had failed to reach an agreement on the choice of the sole arbitrator. As the arbitration clause contained in the contract provided that the "English Court of International Arbitration" would be the Appointing Authority (an entity which does not exist) the claimant had requested the London Court of International Arbitration (LCIA) to appoint the sole arbitrator. However the respondent's counsel contacted by the LCIA had replied that their client had not given instructions to agree that the "English Court of International Arbitration" meant the LCIA. Therefore as no Appointing Authority had been previously agreed, pursuant to Article 6(2) of the UNCITRAL Arbitration Rules, the claimant requested the Secretary-General to designate an Appointing Authority. The Secretary-General designated the *London Court of International Arbitration*.

Centenary Activities

71. On May 17, 1999, the occasion of the Centenary Members' Conference, the International Bureau published a book entitled *The Permanent Court of Arbitration: International Arbitration and Dispute Resolution* which contained, *inter alia*, summaries of the Awards, Settlement Agreements and Reports facilitated by the PCA during its first hundred years.
72. The International Bureau continued the preparation of three additional publications: a compilation of papers and articles from the Centennial conferences in 1999, a reprint of reports of the 1899 and 1907 Hague Peace Conferences containing the drafting history of the two PCA Conventions, and the beginning of a new series, entitled the *The PCA/Peace Palace Papers* which will contain the papers, addresses and other material relevant to the theme of the International Lawyers' Seminars (ILS). The first ILS took place in December 1999 and dealt with the "Procedural and Institutional Aspects of Mass Claims Settlement Systems".
73. In commemoration of the First International Peace Conference and the close of the UN Decade of International Law, two main governmental conferences took place, one in The Hague on May 18 and 19, 1999, and one in St. Petersburg on June 22-25, 1999. These conferences, both attended by the Secretary-General and/or Deputy Secretary-General, revisited the three main themes of the 1899 Conference: the armaments question, humanitarian law and the laws of war, and the peaceful settlement of disputes. For further information see: <http://www.minbuza.nl>.
74. A meeting of approximately 40 NGOs took place in The Hague one week prior to the governmental conference, entitled "The Hague Appeal for Peace 1999" and was attended by senior staff of the International Bureau. One of the themes discussed was dispute resolution and the role of the Permanent Court of Arbitration.

75. En complément de ces activités, la CPA a organisé sa propre célébration. Elle a convoqué une réunion spéciale du Conseil administratif, le 8 avril 1999 et une Conférence des Membres de la CPA, le 17 mai 1999 au cours de laquelle le président a évoqué cette étape historique et remercié le Secrétaire général d'alors, Monsieur Hans Jonkman. Ce dernier a fait un compte rendu de la situation de la CPA ainsi que des défis futurs. Les ambassadeurs de Bulgarie, du Pakistan, d'Afrique du Sud, d'Espagne et du Surinam se sont exprimés au nom de leur groupe régional. Les membres du Conseil ont adopté une "Résolution du centenaire". Au paragraphe 4 de cette Résolution, il est indiqué que:

" . . . [Les Membres du Conseil administratif de la Cour Permanente d'Arbitrage] encouragent le Bureau international à poursuivre ses efforts pour adapter la CPA aux défis actuels et futurs en élaborant des Règles pour leur règlement et en encourageant le recours aux Règlements facultatifs pour le règlement des différends entre des États et des parties privées et ceux impliquant des organisations intergouvernementales."

Au cours de cette réunion le drapeau officiel de la CPA a été inauguré. L'emblème de ce drapeau a été dessiné par Mademoiselle Faith Tay Suan Koon originaire de Singapour qui a remporté le concours organisé à cet effet.

76. Le 17 mai, avant que ne se déroulent les célébrations du centenaire de la première Conférence pour la Paix organisées par les Gouvernements des Pays-Bas et de la Fédération de Russie, les membres de la CPA ont tenu leur seconde Conférence pour célébrer le centenaire de la Cour. Sa majesté la reine Béatrix des Pays-Bas et le Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Kofi Annan ont assisté à cette Conférence. Monsieur Annan a pris la parole et présenté des remarques introductives. Outre, Sir Ninian Stephen, président de cette Conférence, différents intervenants se sont exprimés: Monsieur Yin Yubiao, le juge Ahmed S. El-Kosheri, le professeur Francisco Orrego Vicuña, Monsieur Christopher Pinto et le juge Howard Holtzmann. Au cours de cette Conférence, les Membres ont adopté une résolution. Le paragraphe 8 du dispositif invite:

"les gouvernements, par l'intermédiaire du Conseil administratif ou autrement ainsi que les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales, les fondations et autres organes qui partagent un engagement dans le règlement pacifique des conflits internationaux, à contribuer au Fonds d'assistance financière et à apporter à la Cour, assistance financière ou toute autre aide nécessaire pour lui permettre de maintenir et de renforcer sa capacité d'administration, de promotion et d'assistance dans le règlement des conflits internationaux, d'agir comme source d'information sur les autres modalités de règlement pacifique des conflits et de diffuser des informations à cette fin par l'intermédiaire de séminaires, de conférences, d'études et de publications."

Le paragraphe 9 du dispositif demande au Secrétaire général et au Bureau international . . .

"de poursuivre vigoureusement leurs récentes initiatives visant à étendre le rôle de la Cour, comme l'ont recommandé les Membres de la Cour à leur première Conférence, en tenant compte de toute la gamme des mécanismes de règlement des conflits internationaux administrés par la Cour."

Les travaux de cette Conférence ainsi que ceux de la réunion du Conseil administratif feront l'objet d'une publication: "*PCA Centennial Papers*" à paraître dans le courant de l'année 2000.

Coopération avec les Nations Unies

77. La visite officielle à la CPA du Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Kofi Annan témoigne du renforcement des liens entre la CPA et les Nations Unies. Kofi Annan a accepté "d'encourager les États membres [de l'ONU] à ratifier la Convention de La Haye et de préconiser le recours, dans les cas appropriés, à l'arbitrage au sein de la Cour Permanente". Dans l'avant-propos de l'ouvrage *Documents de base de la CPA* publié en 1998, le Secrétaire général des Nations Unies écrit:

"Aujourd'hui, la Cour Permanente d'Arbitrage et la Cour internationale de Justice ne sont pas simplement deux voisines dans le Palais de la Paix; ce sont deux institutions complémentaires offrant chacune à la communauté internationale un éventail complet de méthodes pour le règlement pacifique des litiges internationaux."

75. The PCA held its own celebrations, in part as a complement to these activities. Those celebrations included a commemorative meeting of its Administrative Council on April 8, 1999 on which occasion the President reflected on this historic milestone and also used this occasion to pay tribute to the outgoing Secretary-General, Mr. Hans Jonkman. The latter reported on the PCA's current state of affairs as well as its plans for the future. The Ambassadors of Bulgaria, Pakistan, South Africa, Spain and Surinam spoke on behalf of their regional groups. This meeting adopted a Centennial Resolution, paragraph 4 of which reads:

“. . . [The Members of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration] urge the International Bureau to continue its efforts to adapt the PCA to contemporary and future challenges by preparing Rules for their resolution and by promoting the use of the existing Optional Rules aimed at resolving disputes between States and private parties and those involving intergovernmental organizations.”

At this meeting the official flag of the PCA, designed by Ms. Faith Tay Suan Koon of Singapore, the winner of the PCA flag design competition, was inaugurated.

76. On May 17, preceding the centenary celebrations of the First International Peace Conference organized by the Governments of The Netherlands and the Russian Federation, the Second Conference of the Members of the PCA was held in the Peace Palace on the occasion of the celebration of the centenary of the PCA. This event was attended by Her Majesty Queen Beatrix of The Netherlands and United Nations Secretary-General Kofi Annan. The latter addressed the Conference with opening remarks. With Sir Ninian Stephen presiding, other speakers were Mr. Yin Yubiao, Judge Ahmed S. El-Kosheri, Prof. Francisco Orrego Vicuña, Mr. Christopher Pinto and Judge Howard Holtzmann. The Members' Conference adopted a resolution, operative paragraph 8 of which calls on . . .

“Governments, intergovernmental organizations, non-governmental organizations, foundations and others who share a commitment to the peaceful solution of international disputes, to contribute to the Financial Assistance Fund, and to render to the Court such financial and other assistance as may be necessary to enable it effectively to maintain and enhance its capability to administer, promote and assist in the resolution of international disputes, to act as the repository of information concerning alternative methods of peaceful dispute resolution and, through seminars, conferences, studies and publications disseminate information relating thereto.”

Operative paragraph 9 calls upon the Secretary-General and the International Bureau . . .

“to vigorously pursue their recent initiatives to expand the Court's role as recommended by the Members of the Court at its First Conference, including those in the area of environmental disputes, taking into account the entire range of international dispute resolution mechanisms administered by the Court.”

The deliberations of this Conference and the meeting mentioned in paragraph 71 have been duly recorded and will be published in the year 2000 as the *PCA Centennial Papers*.

Co-operation with the United Nations

77. The attendance by UN Secretary-General Kofi Annan of the Commemorative Session of the Members of the Court evidences the strengthening ties between the PCA and the United Nations. The UN Secretary-General encourages UN Member States “to accede to the Hague Convention, and to advocate, when appropriate, arbitration within the prerogatives of the Permanent Court.” In a foreword to the PCA's compilation of its *Basic Documents* which appeared last year, the UN Secretary-General writes:

“Today the Permanent Court of Arbitration and the International Court of Justice are not merely neighbors in the Hague Peace Palace; they are complementary institutions offering the international community a comprehensive range of options for the peaceful resolution of disputes.”

78. Au cours de cette année 1999, le Secrétaire général de la CPA a participé en tant qu'observateur à la réunion de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Sur place, il a rencontré plusieurs délégations ainsi que le Secrétaire de la Commission. Aux termes des articles 6 et 7 de son Règlement d'arbitrage, la CNUDCI confie au Secrétaire général de la CPA le soin d'assurer l'intégrité du processus arbitral dans des arbitrages commerciaux internationaux.
79. Le Secrétaire général de la CPA a participé, en qualité d'observateur, aux discussions de la 6^{ème} Commission (affaires juridiques) et de la session plénière de l'Assemblée générale portant sur le point de l'ordre du jour suivant: "la décennie des Nations Unies pour le droit international". Lors de la visite à New York, le Secrétaire général a également rencontré le sous-secrétaire général (section des affaires juridiques) et le conseiller juridique pour aborder la question de la coopération avec les Nations Unies.

Règlement des différends dans le domaine de l'environnement

80. Suite aux recommandations faites par un groupe de travail qui avait été réuni en 1996, la CPA continue de participer à la collecte d'informations et de recommandations afin d'établir des règles relatives à la résolution par l'arbitrage, des différends relevant du domaine de l'environnement, ainsi que des clauses types destinées à être insérées dans les traités internationaux. Le premier secrétaire a établi un module pour la conférence de l'Appel de la Haye pour la Paix en mai 1999, présidé par le juge Bola Ajibola. Des intervenants ont traité la question de la résolution des différends dans le domaine de l'environnement. Monsieur Sven Koopman, le professeur Michael Chapman, et le docteur Alfred Rest, notamment, ont participé à ce module. En avril, le Secrétaire général désigné a assisté à une conférence donnée à l'Université George Washington intitulée "A World Court for the Environment?". La résolution de cette conférence peut être trouvée sur le site internet de la CPA (<http://www.pca-cpa.org>). Le Secrétaire général et le premier secrétaire ont rencontré à Bonn, le 7 octobre 1999, le docteur Alfred Rest, président du Comité de rédaction des règles relatives au droit de l'environnement. Le 9 décembre 1999, un petit groupe de travail s'est réuni dans les locaux de la Cour Permanente d'Arbitrage afin d'échanger des points de vue sur les approches pratiques concernant la résolution des litiges internationaux dans le domaine de l'environnement, ainsi que pour réviser, un premier projet de règles pour la résolution des différends internationaux relatifs à l'environnement. D'autres recherches sur ce sujet auront lieu en mai 2000 lors du prochain séminaire pour les juristes internationaux organisé par la CPA.
81. D'ors et déjà, des clauses compromissoires faisant référence à la CPA ont été insérées dans un certain nombre de traités internationaux relatifs à la protection de l'environnement, comme par exemple la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction (1973) et la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (1979).

Accords de coopération

82. La CPA poursuit son projet de coopération avec "Kluwer Law International" en participant au développement de la base de données sur l'arbitrage international et à la remise à jour des versions du "*Arbitration CD-ROM. Resources on International Commercial Arbitration*". L'ancien premier secrétaire, Madame Bette Shifman, et la directrice de la rédaction des publications de l'"ICCA", Madame Judy Freedberg, ont participé à ce projet respectivement en tant que conseiller spécial et membre du conseil consultatif. Au cours de cette année 1999, deux nouvelles versions du "CD-ROM" ont été publiées.
83. Le Secrétaire général est entré en négociations avec Kluwer Law International à propos d'un nouveau projet de coopération portant, entre autres, sur la publication d'une revue: "World Trade and Arbitration Materials" ("WTAM") et sur la gestion d'une base de données sur l'arbitrage.
84. Depuis le 1^{er} février 1997, le personnel de la rédaction de l'"ICCA" travaille sous les auspices de la CPA. Le Bureau international emploie le personnel de l'"ICCA", met à sa disposition des bureaux, lui fournit une aide administrative et prête son assistance à la préparation des publications: Le "*Yearbook Commercial Arbitration*", l'"*International Handbook on Commercial Arbitration*" et le "*ICCA Congress Series*". Ceci fait suite à l'accord de coopération mutuelle qui avait été conclu le 20 janvier 1989 entre l'"ICCA" et le Bureau international. En 1999, les membres de la rédaction ont publié le "*Yearbook*" (Volume XXIVa) comprenant 1045 pages et les suppléments 28 et 29 du "*Handbook*" qui contiennent, entre autres, les nouveaux rapports ou rapports révisés sur le droit et la pratique en matière d'arbitrage en Argentine, aux États-Unis et à Hong Kong. Le "*ICCA Congress Series no. 9*" contient les travaux du congrès international sur l'arbitrage organisé par l'"ICCA" du 3 au 6 mai 1998 à Paris. Cet ouvrage s'intitule: "*Improving the Efficiency of Arbitration Agreements and Awards: 40 Years of Application of the New York Convention*".

78. Earlier in the year the Secretary-General of the PCA attended as observer the meeting of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) and met with various delegations as well as with the Secretary to the Commission. The Secretary-General of the PCA has been entrusted by UNCITRAL under Articles 6 and 7 of its Rules of Arbitration to protect the integrity of the arbitral process in international commercial arbitration.
79. In his capacity as Observer the Secretary-General of the PCA participated in the discussions in the Sixth (Legal) Committee and in the Plenary of the General Assembly on the agenda item "UN Decade of International Law". During his visit to New York he also held discussions with the Under-Secretary-General (Office of Legal Affairs) and Legal Counsel, on matters pertaining to the co-operation with the United Nations.

Environmental Dispute Resolution

80. Pursuant to the recommendation of a special working group convened in 1996, the PCA has continued to solicit information and recommendations for drafting rules for the arbitral resolution of environmental disputes and model clauses for insertion in international agreements. The First Secretary organized a module for the Hague Appeal for Peace in May 1999 chaired by Judge Bola Ajibola at which panelists presented papers on the resolution of environmental disputes. Participants included Mr. Sven Koopman, Prof. Michael Chapman, and Dr. Alfred Rest. In April, the Secretary-General designate traveled to Washington, D.C. to attend a conference at George Washington University on "A World Court for the Environment?". The resolution resulting from that conference can be found on the PCA website: <http://www.pca-cpa.org>. The Secretary-General and the First Secretary met with Dr. Alfred Rest, chairman of the Rules drafting committee, in Bonn on October 7, 1999. On December 9, 1999, a small working group met at the PCA to exchange views on practical approaches to resolve international environmental controversies and to review a first, preliminary working draft of rules for the settlement of international environmental disputes. Further investigation of this subject will occur at the PCA International Lawyers' Seminar in May 2000.
81. Arbitral clauses with a reference to the PCA have to date been included in a number of Conventions pertaining to environmental protection, *inter alia*, the Convention on International Trade and Endangered Species of Wild, Fauna and Flora (1973) and the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (1979).

Co-operation Agreements

82. The PCA continues to co-operate with Kluwer Law International in the expansion of a database on arbitration and the production of updated versions of *Arbitration CD-Rom. Resources on International Commercial Arbitration*. The former First Secretary, Ms. Bette Shifman, has been Special Adviser to the project and Ms. Judy Freedberg, Managing Editor of the ICCA Publications, is a member of the Advisory Board. Two releases were issued in the course of 1999.
83. The Secretary-General entered into negotiations with Kluwer Law International with regard to a new co-operation project, *inter alia*, to edit World Trade and Arbitration Materials (WTAM) and manage an arbitration database.
84. The editorial staff of the International Council for Commercial Arbitration (ICCA) began operations under PCA auspices on February 1, 1997. The International Bureau employs the editorial staff of the ICCA Publications and provides them with office space and administrative and other support in the preparation of the *Yearbook Commercial Arbitration*, *International Handbook on Commercial Arbitration*, and *ICCA Congress Series*. This is the sequel to the Mutual Co-operation Agreement entered into between ICCA and the International Bureau on January 20, 1989. In 1999 the editorial staff produced the 1045 page *Yearbook* (Volume XXIVa) and Supplements 28 and 29 of the *Handbook* containing, *inter alia*, new or revised Reports on arbitration law and practice in Argentina, the United States and Hong Kong. Also published this year was *ICCA Congress Series no. 9* containing the proceedings of the ICCA International Arbitration Congress, held in Paris on May 3-6, 1998. It is entitled *Improving the Efficiency of Arbitration Agreements and Awards: 40 Years of Application of the New York Convention*.

Augmentation de la notoriété de la CPA

85. Au cours de cette année 1999, le Secrétaire général et les autres membres du Bureau international ont donné des conférences s'adressant à un nombre important de juristes, étudiants et autres visiteurs du Palais de la Paix. En outre, dans le but de permettre, au sein de la communauté des juristes internationaux travaillant aux Pays-Bas, un échange de points de vue et d'informations, le Bureau international a organisé deux réceptions de juristes au Palais de la Paix. Chacune de ces réceptions a attiré plus de cent juristes internationaux, juristes du gouvernement et professeurs de droit. La première réception a été également l'occasion pour le Secrétaire général d'alors de faire ses adieux à la Cour. La deuxième réception se présentait sous une nouvelle forme: celle d'un séminaire. Ce séminaire pour les juristes internationaux portait sur le thème suivant: "aspects institutionnels et de procédure des différents systèmes existants en matière d'actions collectives". Des experts dans ce domaine venus d'Europe et des États-Unis ont pris la parole. Les travaux de ce séminaire seront rassemblés dans le premier volume d'une série intitulée: "*The PCA/Peace Palace Papers*" publiée par Kluwer Law International. Cette publication donne un aperçu des différents systèmes en place (le Tribunal du contentieux Iran/États-Unis, la Commission d'indemnisation des Nations Unies, la Commission pour la sauvegarde des biens des réfugiés et des personnes déplacées en Bosnie-Herzégovine et le Tribunal arbitral pour les comptes en déshérence en Suisse) et pourra servir de guide utile à toute personne intéressée par la mise en place de tribunaux spécialisés en matière d'actions collectives.
86. En 1999, plusieurs chefs d'État ont rendu visite à la CPA. Le président de la Finlande, Monsieur Ahtisaari, le 20 janvier 1999 et le président de la Mongolie, Monsieur Bagabandi, le 6 décembre 1999. Le 21 mai 1999, le ministre des Affaires étrangères du Costa Rica, Monsieur Rojas, s'est rendu à la CPA et a, au cours d'une cérémonie tenue au Palais de la Paix, signé l'instrument de ratification de la Convention de 1907. Le 28 septembre et le 16 novembre 1999, le vice premier ministre de la Slovaquie, Monsieur L'ubomír Fogaš et le vice premier ministre de la Roumanie, Monsieur Valeriu Stoica se sont respectivement rendus à la CPA. La Cour a été également honorée de la visite du Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, Madame Mary Robinson. Ces visites ont permis à ces différentes personnalités d'être informées des diverses activités de la CPA.
87. Durant l'année en question, la CPA a participé à plusieurs conférences internationales importantes.
- Du 15 au 17 avril 1999, le Secrétaire général désigné a participé en tant qu'intervenant à une conférence intitulée: "A World Court for the Environment?" donnée à la "George Washington University, School of Law"
 - Du 7 au 9 mai 1999, le Secrétaire général désigné, s'est rendu au "Tylney Hall" à Londres pour participer à un congrès de la "LCIA". Le 14 mai, il a participé à la Conférence de l'"IFCAI" à New York
 - Du 31 mai au 2 juin, le Secrétaire général a assisté, en qualité d'observateur, à la trente-deuxième session de la CNUDCI
 - Du 16 au 18 juin 1999, le premier secrétaire a été invitée à parler à la "South West Legal Foundation Conference on Arbitration" à Dallas. Du 22 au 25 juin 1999, elle a participé en tant qu'intervenant, à l'"International Centennial Conference": "From the First Peace Conference, 1899 to the Third, 1999" à Saint-Petersbourg
 - Le 1^{er} et 2 octobre 1999, le Secrétaire général s'est rendu à New York où il a participé, en tant qu'intervenant, à un colloque intitulé: "Risks and Regulations of GMO Food Products" organisé par l'Université de droit de New York, "New York University, School of Law"
 - Le 18 octobre et le 17 novembre, le Secrétaire général a assisté aux réunions de la sixième commission (affaires juridiques) et à la session plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies
 - Les 22 et 23 octobre 1999, le Secrétaire général a participé à la 2^{ème} conférence organisée par la Cour nationale et internationale d'arbitrage de Venise sur le thème suivant: "Litiges en matière de transactions financières internationales"
 - Le 29 octobre 1999, le Secrétaire général a assisté au 16^{ème} colloque sur l'arbitrage international organisé par l'"American Arbitration Association"
 - Du 29 au 1^{er} décembre 1999, le Secrétaire général s'est rendu à Maputo pour assister au "Southern Africa Trade and Investment Summit"
 - Les 10 et 11 décembre 1999, le conseiller juridique s'est rendue à Bonn pour participer à une réunion d'étude organisée par l'"IUCN" sur les invasions d'espèces sauvages.
88. Le Bureau international constate une augmentation croissante du nombre de demandes d'information sur les Règlements facultatifs d'arbitrage de la CPA. Le Bureau est également de plus en plus sollicité pour aider à la rédaction de clauses d'arbitrage, faisant référence à la CPA, figurant dans des traités et accords ou contrats internationaux. Outre le recours à ces modes traditionnels de communication,

Increasing Awareness of the PCA System

85. During 1999 the Secretary-General and other members of the International Bureau addressed a large number of lawyers, students and other visitors to the Peace Palace. In order to contribute to the exchange of views and information among international lawyers active in The Netherlands, the International Bureau hosted two gatherings at the Peace Palace. Each attended by over 100 international lawyers, governmental officials and law professors, the first also served as the farewell reception for the outgoing Secretary-General, whilst the second one, in December, was the first in a new seminar-like format. This International Lawyers' Seminar dealt with "Institutional and Procedural Aspects of Mass Claims Settlement Systems" with a panel of leading experts in the field from Europe and the United States. The interventions of panelists along with other material on the various systems will be collected in the first edition of a new series entitled *The PCA/Peace Palace Papers*, to be published by Kluwer Law International. This PCA publication aims at providing government officials and other parties interested in setting up new mass claims tribunals with a comprehensive overview of the various systems currently operational (Iran-U.S. Claims Tribunal, United Nations Compensation Commission, Commission for Real Property Claims in Bosnia and Herzegovina, Claims Resolution Tribunal for Dormant Accounts in Switzerland) and as such to serve as a useful guide.
86. The following Heads of State visited the PCA in 1999: on January 20, 1999, President Ahtisaari of Finland and on December 6, 1999 President Bagabandi of Mongolia. On May 21, 1999 the Minister of Foreign Affairs of Costa Rica, Mr. Rojas, visited the PCA and at a ceremony in the Peace Palace signed the legal instrument of accession to the 1907 Convention. The Vice Prime Minister of Slovakia, Mr. L'ubomír Fogaš visited the PCA on September 28, 1999 and the Vice Prime Minister of Romania, Mr. Valeriu Stoica, visited the PCA on November 16, 1999. The PCA was also graced by the visit of the UN High Commissioner for Human Rights, Mrs. Mary Robinson on November 10, 1999. This gave them a first-hand opportunity to become better acquainted with both the current activities and the potential of the PCA.
87. During the year under review, the PCA participated in several important international conferences.
 - On April 15-17, 1999 the Secretary-General designate attended, as a panelist, the Conference "A World Court for the Environment?", organized by George Washington University, School of Law
 - On May 7-9, 1999, the Secretary-General designate attended "Tylney Hall", an annual congress of the London Court of International Arbitration (LCIA) and on May 14, 1999 he attended the Annual Conference of the International Federation of Commercial Arbitration Institutions (IFCAI) in New York
 - From May 31 to June 2, 1999 the Secretary-General attended, as an observer, the Thirty-Second Session of UNCITRAL
 - On June 16-18, 1999, the First Secretary acted as a panelist at the South West Legal Foundation Conference on Arbitration in Dallas and on June 22-25, 1999 she was a speaker at the International Centennial Conference: "From the First Peace Conference, 1899 to the Third, 1999" held in St. Petersburg
 - On October 1-2, 1999, the Secretary-General attended, as a panelist, a colloquium organized by New York University, School of Law on the "Risks and Regulations of GMO Food Products"
 - On October 18 and November 17, 1999 the Secretary-General attended meetings of the Sixth (Legal) Committee and Plenary of the UN General Assembly
 - On October 22-23, 1999 the Secretary-General attended the 2nd Conference of the Venice Court of National and International Arbitration: "Disputes in International Financial Transactions"
 - On October 29, 1999 the Secretary-General attended the 16th Colloquium on International Arbitration of the American Arbitration Association in New York
 - On November 29-December 1, 1999 the Secretary-General attended the "Southern Africa Trade and Investment Summit" in Maputo
 - On December 10-11, 1999 the Legal Officer attended a Workshop of the IUCN on "Invasive Species" in Bonn.
88. The International Bureau notes a significant increase in requests for information concerning the PCA's Optional Arbitration Rules, and for assistance in drafting arbitration clauses with recourse to the PCA for use in conventions and international agreements and contracts. In addition to these more traditional modes of communication, the Bureau notes an explosive increase of visits to its website: <http://www.pca-cpa.org>, with approximately 100 "hits" per week.

le Bureau constate une augmentation considérable du nombre de personnes (environ 100 par semaine) qui consultent le site internet de la CPA dont l'adresse est la suivante: <http://www.pca-cpa.org>.

III. ÉTATS PARTIES AUX CONVENTIONS DE 1899 ET 1907

89. Le 21 mai 1999, le Costa Rica a ratifié la Convention de 1907 qui a produit effet le 20 juillet 1999. Le 23 décembre 1999, la République de Corée a ratifié la Convention de 1907 qui produira effet le 21 février 2000. La liste des États parties aux Conventions de 1899 et 1907, mise à jour au 27 mars 2000, figurera à l'**Annexe 2** du présent rapport.

IV. MEMBRES DE LA COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE

90. Chaque État partie désigne quatre personnes au plus, d'une compétence reconnue dans les questions de droit international, jouissant de la plus haute considération morale et disposées à accepter les fonctions d'arbitre. Les personnes ainsi désignées sont inscrites sur une liste au titre de Membres de la Cour. La liste des Membres de la Cour mise à jour au 27 mars 2000 figure à l'**Annexe 7** du présent rapport.
91. Les Membres de la Cour sont nommés pour un terme de six ans. Leur mandat peut être renouvelé. La liste contient de brèves notices biographiques relatives aux Membres, envoyées par les États parties. Les États parties sont invités à porter sans délai à l'attention du Bureau international toute modification dans la liste des Membres de la Cour. Le Secrétaire général a invité tous les Membres à indiquer s'ils désiraient mentionner leurs domaines de spécialisation dans les notices biographiques. Les informations reçues en réponse à cette invitation sont insérées dans les notices.
92. Conformément à l'article 4, paragraphe 1, du Statut de la Cour internationale de Justice, les Membres de la Cour Permanente d'Arbitrage nommés par chaque État partie constituent des "groupes nationaux" autorisés à présenter des candidats à l'élection, par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies, des Membres de la Cour internationale de Justice. Les Membres de la Cour Permanente d'Arbitrage peuvent également présenter des candidats pour le Prix Nobel de la Paix.
93. En 1993, le Bureau international a réuni à La Haye pour la *première fois* une Conférence des Membres de la Cour, avec l'objectif d'accroître l'engagement de ces éminents juristes internationaux dans les activités de la CPA. La *seconde* Conférence des Membres a eu lieu le 17 mai 1999 au Palais de la Paix l'occasion du centenaire de la CPA. Sa majesté la reine Béatrix des Pays-Bas et le Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Kofi Annan ont assisté à cet événement. Ce dernier a pris la parole en présentant des remarques introductives.

V. QUESTIONS ADMINISTRATIVES

Conseil administratif

94. Aux termes de l'article 49 de la Convention de 1907 (article 28 de la Convention de 1899), le Conseil administratif est "composé des Représentants diplomatiques des Puissances Contractantes, accrédités à La Haye et du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, qui remplit les fonctions de Président . . .".
95. Durant l'année 1999, le Conseil, qui est chargé de la direction et du contrôle du Bureau international, s'est réuni à trois reprises. Le 8 février (désignation du nouveau Secrétaire général), le 8 avril (commémoration du centenaire de la CPA et inauguration du drapeau de la CPA) et le 26 octobre (approbation du budget pour l'année 2000). Lors de ces réunions, outre les questions d'ordre financier, divers points ont été évoqués comme par exemple les nombreuses activités du Bureau international.
96. Le Conseil administratif confie le contrôle financier du Bureau à une commission composée de trois membres du Conseil administratif résidant à La Haye. Elle "se renouvelle le premier janvier de chaque année, par unité, en suivant l'ordre alphabétique (en français) des Puissances" (article XI du Règlement d'Ordre du Conseil administratif). Le représentant des États-Unis a été membre de la Commission financière de 1997 à 1999. Il a été remplacé, au 1^{er} janvier 2000, par le représentant du Royaume-Uni. La Commission est donc actuellement composée des représentants de la Finlande, de la France et du Royaume-Uni. En 1999, la Commission s'est réunie le 24 février et le 7 septembre.

III. STATES PARTIES TO THE CONVENTIONS OF 1899 AND 1907

89. Costa Rica acceded to the 1907 Convention on May 21, 1999, with effect from July 20, 1999. The Republic of Korea acceded to the 1907 Convention on December 23, 1999 with effect from February 21, 2000. Membership has now increased to 90 States. A list of States Parties to the 1899 and 1907 Conventions as at March 27, 2000 is set forth in **Annex 2** of this Report.

IV. MEMBERS OF THE PERMANENT COURT OF ARBITRATION

90. Each State Party is entitled to select four persons at the most, of known competency in questions of international law, of the highest moral reputation and disposed to accept the duties of arbitration for inscription as Member of the Court. A list of all the persons so inscribed as at March 27, 2000 is set forth in **Annex 7** of this Report.
91. Members of the Court are appointed for a term of six years. These appointments are renewable. Brief biographical notes on Members are included. States Parties are invited to bring to the attention of the International Bureau without delay any alteration in their lists of persons selected for membership of the Court. The Secretary-General has invited all Members to indicate whether they wish to have any special fields of experience mentioned in the biographical notes. Information received in response to this request has also been included in the notes.
92. In accordance with article 4, paragraph 1, of the Statute of the International Court of Justice, the Members of the Permanent Court of Arbitration appointed from each State Party constitute “national groups” which are entitled to nominate candidates for election, by the General Assembly and the Security Council of the United Nations, to the International Court of Justice. These “national groups” were called upon by the United Nations Secretary-General this year to perform this role. Apart from this role assigned to the Members of the Permanent Court of Arbitration by the ICJ Statute, they may also propose candidates for the Nobel Peace Prize.
93. In 1993, the International Bureau convened in The Hague the *first-ever* Conference of the Members of the Court, in order to increase the involvement of these prominent international jurists in the activities of the PCA. On May 17, 1999 the *Second* Conference of the Members met in the Peace Palace on the occasion of the celebration of the centenary of the PCA. The event was attended by Her Majesty Queen Beatrix of The Netherlands and United Nations Secretary-General Kofi Annan. The latter addressed the Conference with opening remarks.

V. ADMINISTRATIVE MATTERS

Administrative Council

94. According to article 49 of the Convention of 1907 (article 28 of the Convention of 1899) the “Administrative Council is composed of the diplomatic representatives of the Contracting Powers accredited to The Hague, and the Netherlands Minister of Foreign Affairs, who acts as President.”
95. During the year under review the Council which is charged with the direction and control of the International Bureau, met on February 8 (when it appointed a new Secretary-General), April 8 (when it commemorated the PCA’s 100th Anniversary and inaugurated the PCA flag) and October 26 (when it considered and approved the budget for the year 2000). In addition to attending to financial matters, these meetings dealt with a number of substantive matters, in particular several activities in which the International Bureau is engaged.
96. The Administrative Council entrusts financial supervision of the International Bureau to a Committee composed of three Members of the Administrative Council resident in The Hague. Its membership is “renewed annually on the first day of January, by replacement of one member, according to the alphabetical order of the Powers” (in French) pursuant to article XI of the Rules of Procedure of the Administrative Council. The representative of the United States of America served as a Member of the Committee from 1997 through 1999, and will be succeeded with effect of January 1, 2000 by the representative of the United Kingdom. During the year under review the Committee met twice, on February 24 and September 7.

Bureau international

97. Durant l'année sous revue, le Bureau international était composé comme suit:

Secrétaire général (jusqu'au 25 mai 1999):	M. Hans Jonkman
Secrétaire général (depuis le 25 mai 1999):	M. Tjaco T. van den Hout
Premier Secrétaire:	Mme Phyllis Pieper Hamilton
Deuxième Secrétaire:	Mme Laurence de Blocq van Scheltinga
Administrateur:	M. Jan Endlich
Chef de bureau:	Mme Gertie Burgers
Assistante Chef de bureau (jusqu'au 1 ^{er} septembre 1999):	Mme Anne Schouthe

Publications de l'ICCA:

Directeur de la rédaction*:	Mme Judy Freedberg
Secrétaire de la rédaction*:	Mme Hilmara Requena
Membre de la rédaction*:	Mme Silvia Borelli

Projets:

Conseiller juridique (depuis le 15 juin 1999)*: Mme Alexa Duverger

(* il s'agit de postes extra-budgétaires financés par des sources de revenus *autres* que les quote-parts des États membres)

Finances

98. Le Rapport d'exécution du budget 1999, rapport se présentant sous une forme plus détaillée que l'ancien "Compte des dépenses" a dûment été examiné par la Commission financière le 15 février 2000. Ce rapport est joint à l'intention des États membres.
99. Le Fonds de pension et de secours, a été créé en vertu de la résolution du Conseil administratif du 17 décembre 1913. Un rapport d'exécution du Fonds pour l'année 1999 est joint à l'intention des États membres.
100. Le Budget de l'exercice 2000 a été approuvé par le Conseil administratif au cours de sa réunion du 26 octobre 1999. Il est joint à l'intention des États membres.
101. En vertu de l'article 50 de la Convention de 1907, "les frais du Bureau seront supportés par les Puissances Contractantes dans la proportion établie pour le Bureau international de l'Union Postale Universelle". Conformément au Règlement Général de l'Union, adopté à Séoul en 1994 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 1996, les Puissances sont divisées en 11 classes, contribuant respectivement à 50, 40, 30, 25, 20, 15, 10, 5, 3, 1 et 0,5 unités. Le montant des dépenses divisé par le total des unités donne le chiffre de l'unité de répartition.
102. Les quote-parts pour l'exercice 2000 à payer par chaque Puissance contractante sont indiquées sur le Tableau de répartition qui a été approuvé par le Conseil administratif au cours de sa réunion du 26 octobre 1999. Ce Tableau est joint à l'intention des États membres.

* * * *

International Bureau

97. In the year under review the International Bureau was composed of:

Core:

Secretary-General (until May 25, 1999):	Mr. Hans Jonkman
Secretary-General (from May 26, 1999):	Mr. Tjaco T. van den Hout
First Secretary and Deputy Secretary-General:	Ms. Phyllis Pieper Hamilton
Second Secretary:	Ms. Laurence de Blocq van Scheltinga
Administrator:	Mr. Jan Endlich
Office Manager:	Ms. Gertie Burgers
Assistant Office Manager (until September 1, 1999):	Ms. Anne Schoute

ICCA Publications:

Managing Editor*:	Ms. Judy Freedberg
Desk Editor*:	Ms. Hilmara Requena
Editorial Staff*:	Ms. Silvia Borelli

Projects:

Legal Officer (from June 15, 1999)*:	Ms. Alexa Duverger
--------------------------------------	--------------------

(* these are extra-budgetary posts and financed from sources of income, *other* than Member States' contributions)

Finance

98. The Budget Performance Report 1999, a new reporting format more comprehensive than the earlier "Statements of Expenditure", was duly examined by the Financial Committee on February 15, 2000 and is available to Member States in a separate Annex to this Report.
99. The Relief and Pension Fund was created by resolution of the Administrative Council dated December 17, 1913. A statement regarding the 1999 performance of the Relief and Pension Fund is available to Member States in a separate Annex to this Report.
100. The Budget for the year 2000 was approved by the Administrative Council at its meeting of October 26, 1999. It is available to Member States in a separate Annex to this Report.
101. Pursuant to article 50 of the Hague Convention of 1907, "The expenses of the Bureau shall be borne by the Contracting Powers in the proportion fixed for the International Bureau of the Universal Postal Union." In conformity with the General Rules of the Union, which were approved at Seoul in 1994 and became effective on January 1, 1996, States Parties are divided into 11 categories contributing respectively 50, 40, 30, 25, 20, 15, 10, 5, 3, 1 and 0.5 units. The amount of the Budget, divided by the total number of units, is the unit of assessment.
102. The contributions of each Contracting Power payable to the International Bureau by April 1, 2000 are set out in the Scale of Assessments, approved by the Administrative Council at its meeting of October 26, 1999. This Scale is available to Member States in a separate Annex to this Report.

* * * *

Allocution prononcée par Monsieur Tjaco van den Hout, Secrétaire général de la Cour Permanente d'Arbitrage, 54^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Agenda 154: Décennie des Nations Unies pour le droit international, New York, le 17 novembre 1999

Monsieur le Président,

Il semble approprié au moment de la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international d'évoquer avec vous la célébration du centenaire de la Première Conférence de la Paix qui s'est déroulée à La Haye.

L'année dernière, le Secrétaire général des Nations Unies soulignait que "c'est au cours de cette réunion historique que furent plantés les germes qui donnèrent plus tard naissance à la Société des Nations puis aux Nations Unies et à son organe judiciaire, la Cour internationale de Justice". C'est également au cours de cette Conférence de 1899 que fut créée la Cour Permanente d'Arbitrage, organisation à laquelle les États participants, à l'époque, décidèrent de confier le règlement de leurs conflits internationaux.

Le Secrétaire général des Nations Unies a reconnu que ". . . [A]ujourd'hui, la Cour Permanente d'Arbitrage et la Cour internationale de Justice ne sont pas simplement deux voisines dans le Palais de la Paix, ce sont deux institutions complémentaires offrant chacune à la communauté internationale un éventail complet de méthodes pour le règlement pacifique des litiges internationaux".

Il a par ailleurs souligné que "l'un des objectifs principaux des Nations Unies énoncés à l'article 1 de la Charte des Nations Unies est de régler, par des moyens pacifiques conformément aux principes de la justice et du droit international, les différends internationaux. L'arbitrage figure parmi les méthodes de règlement pacifique citées à l'article 33 de la Charte et la Cour Permanente d'Arbitrage bénéficie, dans ce domaine, d'une longue et remarquable expérience".

La Cour Permanente d'Arbitrage le "CPA" offre à la communauté internationale tout un éventail de mécanismes pour régler, de façon efficace et à des coûts raisonnables, les litiges internationaux. "Certaines de ses sentences sont devenues des classiques et les opinions contenues dans certaines de ses sentences ont été souvent citées en référence par les juristes et les arbitres ainsi que par la Cour internationale de Justice" comme le soulignait cette année un des juges de la Cour internationale de Justice.

Depuis 1996, le Bureau international de la CPA a mis ses services administratifs à la disposition de six tribunaux arbitraux en leur offrant un support juridique, logistique et de secrétariat. Un de ces arbitrages est celui qui oppose l'Érythrée au Yémen. La première étape de la procédure portait sur la question de la souveraineté sur un certain nombre d'îles dans la mer Rouge. Dans la deuxième étape actuellement en cours le Tribunal aura à se prononcer sur la question de la frontière maritime entre ces deux pays. La sentence est attendue dans quelques semaines.

Le Bureau international de la CPA a récemment été chargé de servir de greffe à la Commission pour le règlement des litiges relatifs à la confidentialité de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, organisation dont le siège se trouve à La Haye. D'autres organisations régionales et internationales désirant confier à la CPA un rôle spécifique dans leurs procédures de règlement des litiges ont également pris contact avec le Bureau international.

Bien que la CPA ne soit pas directement impliquée dans l'administration des litiges commerciaux internationaux, elle reste informée des développements dans ce domaine. Ceci peut s'expliquer, en premier lieu, par le fait que le Secrétaire général de la CPA a été chargé par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) de mettre fin à certains blocages qui peuvent surgir lors de la composition de tribunaux arbitraux régis par le règlement d'arbitrage de la Commission. Le Secrétaire général désigne une autorité de nomination ou assume lui-même le rôle d'autorité de nomination pour procéder à la nomination du deuxième ou troisième arbitre. Depuis 1996, le CPA a examiné plus de 50 demandes portant sur la nomination d'arbitres lorsque les parties sont dans l'incapacité de constituer elles-mêmes le tribunal.

En second lieu, le Conseil international pour l'arbitrage commercial ("ICCA") a, il y a quelques années, signé un accord de coopération avec la CPA pour que cette dernière l'aide dans la réalisation de ses publications. Cet accord s'est révélé très bénéfique pour les deux parties. En ce qui concerne l'organisation, il permet à la CPA d'être tenue au courant de tous les développements systématiquement

Statement by Tjaco van den Hout, Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration, 54th Session of the United Nations General Assembly, Agenda item 154: United Nations Decade of International Law, New York, November 17, 1999

Mr. President,

It is only appropriate that at the conclusion of the United Nations Decade of International Law we reflect on the centennial of the first International Peace Conference held in The Hague (The Netherlands). Last year the UN Secretary-General remarked that “at that landmark gathering, the seeds were planted that later germinated into the League of Nations and, ultimately, the United Nations and its judicial organ, the International Court of Justice”. That gathering in 1899 also established the Permanent Court of Arbitration to which the participating States, at the time, entrusted the peaceful settlement of international disputes.

The UN Secretary-General acknowledges that: “. . . [T]oday, the Permanent Court of Arbitration and the International Court of Justice are not merely neighbors in the Hague Peace Palace; they are complementary institutions offering the international community a comprehensive range of options for the peaceful resolution of disputes.”

He notes that: “. . . [S]ettling international disputes by peaceful means, in conformity with the principles of justice and international law, is one of the central purposes of the United Nations set out in Article 1 of the United Nations Charter. Arbitration is among the methods of peaceful settlement cited in Article 33 of the Charter, and the Permanent Court has a long and distinguished history in this regard.”

With the Permanent Court of Arbitration the “PCA” the international community has at its disposal a facility to administer the settlement of disputes in an efficient and cost effective way. “A number of the Permanent Court’s awards have become classic, and dicta of international law pronounced in a number of its awards have been widely cited and relied on by jurists and arbitrators as well as by the International Court of Justice”, as one of the Judges of the International Court of Justice remarked earlier this year.

Since 1996, the International Bureau of the PCA has administered six arbitral tribunals providing legal, administrative and logistical support to those arbitrations. One of those concerns the arbitration between Eritrea and Yemen. In its first stage it dealt with the sovereignty over a number of islands in the Red Sea. Now, in its second stage, it will – in a number of weeks – decide on the maritime delimitation between the two countries.

The International Bureau of the PCA has also recently taken on the registry role for the Confidentiality Committee of the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons in The Hague. Other international and regional organizations have approached the PCA in connection with their desire to entrust to the PCA a specific role in their procedures for dispute resolution.

Although the PCA is currently not involved in administering international commercial arbitration, it is closely in touch with developments in that field. *Firstly*, this can be attributed to the responsibility entrusted to (the Secretary-General of) the PCA by the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) to break deadlocks which might occur in the establishment of arbitral tribunals under its Arbitration Rules. The Secretary-General designates an appointing authority or assumes himself the role of appointing the second and/or third arbitrator. Since 1996 the PCA has handled more than 50 complicated requests regarding the appointment of arbitrators where parties in dispute were unable to constitute the tribunals themselves.

Secondly, several years ago, the International Council for Commercial Arbitration (ICCA) sought co-operation with the PCA to help realize its important publications. This arrangement has proven to be mutually beneficial. As far as this organization is concerned it gives the PCA access to systematically catalogued developments in the field of international commercial arbitration. It is against this background that the International Bureau will be implementing one of the proposals expressed during the Commemorative Session of the Court’s Members’ Conference on May 17. I am referring to the call to act “as a repository of information concerning alternative methods of dispute resolution”. Use of modern information technology will be the key to success here.

catalogués en matière d’arbitrage commercial international. C’est dans ce contexte que le Bureau international compte mettre en oeuvre une des propositions faites au cours de la session commémorative de la Conférence des Membres de la Cour du 17 mai dernier. Je me réfère ici à un appel lancé au Bureau pour agir comme “dépositaire de l’information concernant les méthodes alternatives de règlement des litiges”. Le recours aux technologies modernes de l’information sera ici la clé du succès.

Une autre proposition a été faite lors de la Conférence des Membres de la Cour du 17 mai: il s’agit pour le Bureau d’entreprendre une étude comparative sur les aspects institutionnels et de procédure des différents systèmes existants en matière d’actions collectives, comme le Tribunal du contentieux Iran/États-Unis, la Commission d’indemnisation des Nations Unies, le Tribunal arbitral pour les comptes en déshérence en Suisse et la Commission pour la sauvegarde des biens des réfugiés et des personnes déplacées en Bosnie-Herzégovine, pour ne citer que quatre de ces systèmes. Une telle étude permettrait de collecter l’information nécessaire aux gouvernements et autres parties chargées de mettre en place de tels tribunaux et de les aider en s’appuyant sur l’expérience des tribunaux précédents.

Le Bureau a, en outre, décidé de relever le défi qui lui a été lancé au cours de la Conférence, à savoir de combler les lacunes existantes au niveau des mécanismes de règlement des litiges internationaux dans le domaine de l’environnement. Afin de permettre aux parties de bénéficier de ces avantages, de nouvelles règles de procédure vont être élaborées. En outre, des mesures supplémentaires vont être prises pour équiper correctement la Cour et son Bureau afin qu’ils soient en mesure de traiter de tels litiges. Il est à souligner que, comparé au règlement judiciaire, l’arbitrage offre aux parties un niveau de flexibilité plus important dans la mesure où les parties peuvent elles-mêmes décider de la procédure applicable au règlement du litige. Par ailleurs, l’arbitrage permet la participation dans un tribunal non seulement d’experts mais également d’arbitres eux-mêmes spécialisés dans des domaines de plus en plus techniques et complexes. Ce projet a un lien avec le précédent: des litiges – ou catastrophes – en matière d’environnement pourraient en effet conduire à des actions collectives.

Le Secrétaire général des Nations Unies a encouragé les États, les organisations internationales et les entités privées à recourir plus fréquemment aux services de la CPA qui comprennent également les commissions d’enquête et de conciliation. Un tel recours aiderait selon-lui “. . . à désengorger l’activité de la Cour internationale de Justice et à combler les vides au niveau de l’arbitrage entre les parties privées et les organisations internationales”. Il a, en outre, exhorté tous les États qui n’ont pas encore ratifié les Conventions de La Haye à le faire: “. . . Les pays en voie de développement, en particulier, pourraient se rendre compte à quel point l’utilisation d’instruments flexibles pour le règlement des différends peut constituer un atout précieux”.

Monsieur le Président,

L’arbitrage se développe en tant qu’alternative au règlement judiciaire des litiges, et ce pour des raisons financières, d’efficacité et grâce à l’intérêt offert par une décision adaptée aux besoins des parties. En guise de conclusion, j’aimerais attirer l’attention des éminents délégués ici présents sur les paragraphes du dispositif de la résolution adoptée par les Membres de la CPA au cours de sa réunion commémorative du 17 mai dernier (reproduite en page 4 du document A/54/381) ainsi que du paragraphe 11 du dispositif du projet de résolution II (en page 7 du rapport de la Sixième Commission, document A/54/609) actuellement devant l’Assemblée. Il semble approprié qu’au moment de la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international, les États membres qui ne l’ont pas encore fait, tiennent compte des appels lancés afin d’avoir plus souvent recours aux mécanismes existants de règlement des litiges et, en particulier, aux services offerts par la Cour Permanente d’Arbitrage.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Another proposal submitted to the Court's Members' Conference on May 17 that will be included in the International Bureau's program of work, is the carrying out of a comparative analysis of the institutional and procedural aspects of the various mass claims systems currently operational. I am referring to the Iran-U.S. Claims Tribunal, the UN Compensation Commission, the Claims Resolution Tribunal for Dormant Accounts, and the Commission for Real Property Claims in Bosnia and Herzegovina – to mention four. Such an undertaking would catalogue information of great use to governments and other parties entrusted with the responsibility of setting up new claims tribunals, and help them build on the experience of earlier tribunals.

The Bureau has also taken up the challenge addressed at the Conference to help fill the current gap in the range of dispute resolution mechanisms for international environmental disputes. To allow parties to avail themselves of these advantages, new rules of procedure will be drawn up for this specific field. In addition, other measures will be taken to properly equip the Court and its Bureau to handle such disputes. It should be noted that compared to judicial settlement, arbitration offers parties a greater comfort level because they can themselves decide on the procedures according to which the settlement procedure should take place. Furthermore, it allows for participation in the tribunals not only of expert witnesses but also of arbitrators who themselves are experts in this increasingly technical and complex field. This project has a relationship with the previous one mentioned, namely in those cases where environmental disputes – or disasters – lead to mass claims.

The UN Secretary-General has encouraged States, international organizations and private parties to make greater use of the PCA's services, which also include fact-finding and conciliation. Such recourse would, in his words, "help ease the workload of the International Court of Justice and fill gaps concerning arbitrations involving private parties and international organizations". He has also urged States which have not ratified the Hague Conventions to do so: ". . . Developing countries, in particular, could well find the flexible instruments of dispute resolution to be an invaluable asset."

Mr. President,

Arbitration thrives as an alternative to the formal judicial resolution of disputes by reasons of economy, efficiency, and focus possible in an *ad hoc* adjudication. Hence I would, in concluding, like to draw the attention of distinguished delegates to the operative paragraphs of the resolution adopted by the Members of the Permanent Court of Arbitration at its commemorative session on May 17 (printed on page 4 of document A/54/381) as well as to operative paragraph 11 of draft resolution II (page 7 of the report of the Sixth Committee document A/54/609) currently before the Assembly. It seems most appropriate that, at the close of the UN Decade of International Law, Member States that have not yet done so heed the appeals to make greater use of the existing mechanisms of dispute resolution and, in particular, of the services offered by the Permanent Court of Arbitration.

Thank you, Mr. President.

Annexe 2 / Annex 2

LISTE DES PUISSANCES SIGNATAIRES ET CONTRACTANTES DES CONVENTIONS DE LA HAYE DE 1899 ET DE 1907 ET DATES DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LEUR ADHÉSION OU RATIFICATION

au 27 mars 2000

LIST OF THE SIGNATORY AND CONTRACTING POWERS OF THE HAGUE CONVENTIONS OF 1899 AND 1907 AND DATES ON WHICH THE CONVENTION(S) TOOK EFFECT FOR EACH OF THEM

as at March 27, 2000

	1899	1907
Afrique du Sud – South Africa		21-12-1998
Allemagne – Germany	04-09-1900	26-01-1910
Argentine – Argentina	15-06-1907	
Australie – Australia	01-04-1960	21-02-1997
Autriche – Austria	04-09-1900	26-01-1910
Belgique – Belgium	04-09-1900	07-10-1910
Bélarus – Belarus	04-06-1962	04-04-1962
Bolivie – Bolivia	15-06-1907	26-01-1910
Brésil – Brazil	15-06-1907	06-03-1914
Bulgarie – Bulgaria	04-09-1900	
Burkina Faso – Burkina Faso	30-08-1961	30-08-1961
Cambodge – Cambodia	04-01-1956	04-01-1956
Cameroun – Cameroon	01-08-1961	01-08-1961
Canada – Canada	19-08-1960	09-07-1994
Chili – Chile	15-06-1907	18-01-1998
Chine – China	21-11-1904	26-01-1910
Chypre – Cyprus		12-11-1993
Colombie – Colombia	15-06-1907	17-03-1997
Congo (RD) – Congo (DR)	25-03-1961	25-03-1961
Corée – Korea		21-02-2000
Costa Rica – Costa Rica		20-07-1999
Croatie – Croatia	08-10-1991	
Cuba – Cuba	15-06-1907	22-04-1912
Danemark – Denmark	04-09-1900	26-01-1910
République dominicaine – Dominican Republic	15-06-1907	07-09-1958
Egypte – Egypt		04-11-1968
El Salvador – El Salvador	20-06-1907	26-01-1910
Équateur – Ecuador	03-07-1907	
Érythrée – Eritrea	04-10-1997	
Espagne – Spain	04-09-1900	17-05-1913
États-Unis d'Amérique – United States of America	04-09-1900	26-01-1910
Fidji – Fiji	02-04-1973	
Finlande – Finland		09-06-1922
France – France	04-09-1900	06-12-1910
Grèce – Greece	04-04-1901	
Guyana – Guyana	25-01-1998	
Guatemala – Guatemala	15-06-1907	14-05-1911
Haïti – Haiti	15-06-1907	03-04-1910
Honduras – Honduras	01-12-1961	30-01-1962
Hongrie – Hungary	04-09-1900	26-01-1910
Inde – India	29-07-1950	
Irak – Iraq	31-08-1970	30-10-1970
Iran – Iran	04-09-1900	
Islande – Iceland	08-12-1955	08-12-1955

	1899	1907
Israël – Israel		17-06-1962
Italie – Italy	04-09-1900	
Japon – Japan	06-10-1900	11-02-1912
Jordanie – Jordan		27-01-1992
Kirghizistan – Kyrgysztan	04-06-1992	04-06-1992
Laos – Laos	18-07-1955	18-07-1955
Liban – Lebanon	14-02-1968	14-04-1968
Libye – Libya		02-09-1996
Liechtenstein – Liechtenstein		23-09-1994
Luxembourg – Luxembourg	12-07-1901	04-11-1912
Malte – Malta		07-09-1968
Maurice – Mauritius	03-08-1970	
Mexique – Mexico	17-04-1901	26-01-1910
Nicaragua – Nicaragua	15-06-1907	14-02-1910
Nigéria – Nigeria		16-02-1987
Norvège – Norway	04-09-1900	18-11-1910
Nouvelle-Zélande – New Zealand	10-02-1959	
Ouganda – Uganda		30-04-1966
Pakistan – Pakistan	05-08-1950	
Panama – Panama	15-06-1907	10-11-1911
Paraguay – Paraguay	15-06-1907	24-06-1933
Pays-Bas – Netherlands	04-09-1900	26-01-1910
Pérou – Peru	15-06-1907	
Pologne – Poland		26-05-1922
Portugal – Portugal	04-09-1900	12-06-1911
Roumanie – Romania	04-09-1900	30-04-1912
Royaume-Uni – United Kingdom	04-09-1900	12-10-1970
Russie – Russia	07-03-1955	07-03-1955
Sénégal – Senegal	01-08-1977	30-09-1977
Singapour – Singapore		11-09-1993
République slovaque – Slovak Republic		01-01-1993
Slovénie – Slovenia	01-10-1996	
Soudan – Sudan		02-12-1966
Sri Lanka – Sri Lanka	09-02-1955	
Suède – Sweden	04-09-1900	26-01-1910
Suisse – Switzerland	29-12-1900	11-07-1910
Surinam – Surinam		27-12-1992
Swaziland – Swaziland		25-12-1970
République tchèque – Czech Republic		01-01-1993
Thaïlande – Thailand	04-09-1900	11-05-1910
Turquie – Turkey	12-06-1907	
Ukraine – Ukraine	04-04-1962	04-04-1962
Uruguay – Uruguay	17-06-1907	
Venezuela – Venezuela	15-06-1907	
Yougoslavie – Yugoslavia	11-05-1901	
Zimbabwe – Zimbabwe	19-09-1984	

Affaires d'arbitrage jugées à la Cour Permanente d'Arbitrage ou avec la coopération de son Bureau international

	Parties	Affaire	Date du compromis	Première séance	Séance de clôture	Nombre de séances ¹⁾	Date de la sentence	Arbitres
I.	États-Unis d'Amérique-États-Unis Mexicains	Fonds Pieux des Californies	22 mai 1902	15 septembre	1 ^{er} octobre 1902	11	14 octobre 1902	Matzen²⁾ Sir Edward Fry Martens Asser de Savornin Lohman
II.	Allemagne, Grande-Bretagne et Italie-Venezuela	Droit de préférence réclamé par les Puissances bloquantes	7 mai 1903	1 ^{er} octobre 1903	13 novembre 1903	14	22 février 1904	Mourawieff Lammash Martens
III.	Allemagne, France et Grande-Bretagne-Japon	Baux perpétuels au Japon	28 août 1902	21 novembre 1904	15 mai 1905	4	22 mai 1905	Gram Renault Motono
IV.	France-Grande-Bretagne	Boutres de Mascate	13 octobre 1904	25 juillet 1905	2 août 1905	4	8 août 1905	Lammash Melville W. Fuller de Savornin Lohman
V.	Allemagne-France	Déserteurs de Casablanca	10 novembre 1908	1 ^{er} mai 1909	17 mai 1909	6	22 mai 1909	Hammarskjöld Sir Edward Fry Fusinato Krieger Renault
VI.	Norvège-Suède ³⁾	Frontière maritime	14 mars 1908	28 août 1909	18 octobre 1909	13 ⁴⁾	23 octobre 1909	Loeff⁵⁾ Beichmann Hammarskjöld
VII.	États-Unis d'Amérique-Grande-Bretagne	Pêcheries atlantiques	27 janvier 1909	1 ^{er} juillet 1910	12 août 1910	41	7 septembre 1910	Lammash de Savornin Lohman George Gray Sir Ch. Fitzpatrick Drago
VIII.	États-Unis d'Amérique-Venezuela	Réclamation de la compagnie "Orinoco"	13 février 1909	28 septembre 1910	19 octobre 1910	8	25 octobre 1910	Lammash Beernaert de Quesada
IX.	France-Grande-Bretagne	Arrestation et restitution de Savarkar	25 octobre 1910	14 février 1911	17 février 1911	4	24 février 1911	Beernaert Renault C ^e de Desart Gram de Savornin Lohman
X.	Italie-Pérou	Réclamation Canevaro	25 avril 1910	20 avril 1912	22 avril 1912	3	3 mai 1912	Renault Fusinato Calderón

1) Y compris la séance d'ouverture et la séance où la sentence a été lue.

2) Les noms en caractères gras sont ceux des Présidents.

3) Conformément à l'article 47 de la Convention de 1907 (art. 26 de la Convention de 1899).

4) Sauf visites des lieux du 14 au 20 juillet 1909.

5) N'est pas Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage.

**Cases Submitted to Arbitration before the Permanent Court of Arbitration,
or Conducted with the Co-operation of the International Bureau**

	Parties	Case	Date of the “compromis”	First Session	Closing session	Number of sessions ¹⁾	Date of the award	Arbitrators
I.	U.S.A.- Mexico	Pious Fund of the Californias	22 May 1902	15 Sep- tember	1 October 1902	11	14 October 1902	Matzen²⁾ Sir Edward Fry Martens Asser de Savornin Lohman
II.	Germany, Great Britain and Italy- Venezuela	Preferen- tial Claims of the blockading Powers	7 May 1903	1 October 1903	13 Novem- ber 1903	14	22 February 1904	Mourawieff Lammash Martens
III.	Germany, France and Great Britain- Japan	Leases held in perpetuity	28 August 1902	21 Novem- ber 1904	15 May 1905	4	22 May 1905	Gram Renault Motono
IV.	France- Great Britain	Fishing boats of Muscat	13 October 1904	25 July 1905	2 August 1905	4	8 August 1905	Lammash Melville W. Fuller de Savornin Lohman
V.	Germany- France	Deserters of Casablanca	10 Novem- ber 1908	1 May 1909	17 May 1909	6	22 May 1909	Hammarskjöld Sir Edward Fry Fusinato Krieger Renault
VI.	Norway- Sweden ³⁾	Maritime boundary	14 March 1908	28 August 1909	18 October 1909	13 ⁴⁾	23 October 1909	Loeff⁵⁾ Beichmann Hammarskjöld
VII.	U.S.A.- Great Britain	Atlantic fisheries	27 January 1909	1 July 1910	12 August 1910	41	7 September 1910	Lammash de Savornin Lohman George Gray Sir Ch. Fitzpatrick Drago
VIII.	U.S.A.- Venezuela	“Orinoco” Company claim	13 February 1909	28 Sep- tember 1910	19 October 1910	8	25 October 1910	Lammash Beernaert de Quesada
IX.	France- Great Britain	Arrest and restoration of Savarkar	25 October 1910	14 February 1911	17 February 1911	4	24 February 1911	Beernaert Renault C ^e de Desart Gram de Savornin Lohman
X.	Italy-Peru	Canevaro claim	25 April 1910	20 April 1912	22 April 1912	3	3 May 1912	Renault Fusinato Calderón

1) Including the opening session and the session where the award was read.

2) The names in bold type are those of the Presidents.

3) Pursuant to article 47 of the 1907 Convention (art. 26 of the 1899 Convention).

4) Excluding visits to sites from July 14 to 20, 1909.

5) Not a Member of the Permanent Court of Arbitration.

Parties	Affaire	Date du compromis	Première séance	Séance de clôture	Nombre de séances ¹⁾	Date de la sentence	Arbitres
XI.	Russie-Turquie ¹⁾	Dommages-intérêts réclamés par la Russie pour le retard apporté dans le paiement des indemnités dues aux particuliers russes lésés par la guerre de 1877-1878	22 juillet 4 août 1910	15 février 1911 ²⁾	6 novembre 1912	10	11 novembre 1912 Lardy Bon de Taube Mandelstam ³⁾ Hérante Abro Bey ³⁾ Ahmed Réchid Bey ³⁾
XII.	France-Italie	Saisie du "Manouba"	6 mars 1912	31 mars 1913	26 avril 1913	10	6 mai 1913 Hammarskjöld Fusinato Krieger Renault Bon de Taube
XIII.	France-Italie	Saisie du "Carthage"	6 mars 1912	31 mars 1913	26 avril 1913	10	6 mai 1913 Hammarskjöld Fusinato Krieger Renault
XIV.	France-Italie	Saisie du "Tavignano" et coups de canon tirés sur les mahonnes tunisiennes "Camouna" et "Gaulois"	8 novembre 1912	26 avril 1913	3 mai 1913	3	Les Parties se sont mises d'accord pour régler ces affaires entre-elles Hammarskjöld Fusinato Krieger Renault Bon de Taube
XV.	Pays-Bas-Portugal ⁴⁾	Frontières néerlandaises-portugaises dans l'île de Timor	3 avril 1913	—	—	—	25 juin 1914 Lardy
XVI.	Espagne, France et Grande-Bretagne-Portugal ⁵⁾	Saisie de biens religieux au Portugal	31 juillet 1913	2 septembre 1920	4 septembre 1920	3	2 et 4 septembre 1920 Elihu Root de Savornin Lohman Lardy
XVII.	France-Pérou ¹⁾	Réclamations françaises contre le Pérou	2 février 1914	3 octobre 1921	11 octobre 1921	2	11 octobre 1921 Ostertag³⁾ Sarrut ³⁾ Elguera
XVIII.	États-Unis d'Amérique-Norvège ¹⁾	Réclamations norvégiennes contre les États-Unis d'Amérique	30 juin 1921	22 juillet 1922	13 octobre 1922	28	13 octobre 1922 Vallotton³⁾ Anderson ³⁾ Vogt ³⁾
XIX.	États-Unis d'Amérique-Pays-Bas ⁴⁾	Souveraineté sur l'île de Palmas (ou Miangas)	23 janvier 1925	—	—	—	4 avril 1928 Huber
XX.	France-Grande-Bretagne ¹⁾	Réclamation Chevreau	4 mars 1930	5 mai 1931	8 mai 1931	4	9 juin 1931 ⁶⁾ Beichmann

1) Conformément à l'article 47 de la Convention de 1907 (art. 26 de la Convention de 1899).

2) Pour régler les questions de procédure. A cette date le Tribunal a été ajourné *sine die*. La procédure orale a commencé le 28 octobre 1912.

3) N'est pas Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage.

4) La procédure relative à cette affaire a eu lieu exclusivement par écrit.

5) La procédure sommaire prévue au chapitre IV de la Convention du 18 octobre 1907 a été suivie dans cette affaire.

6) Conformément au Compromis la sentence a été rendue par écrit.

Parties	Case	Date of the "compromis"	First Session	Closing session	Number of sessions ¹⁾	Date of the award	Arbitrators
XI. Russia-Turkey ¹⁾	Damages claimed by Russia for the delay in payment of compensation owed to Russian private persons injured in the war of 1877-1878	22 July 4 August 1910	15 February 1911 ²⁾	6 November 1912	10	11 November 1912	Lardy Bon de Taube Mandelstam ³⁾ Hérante Abro Bey ³⁾ Ahmed Réchid Bey ³⁾
XII. France-Italy	Capture of the "Manouba"	6 March 1912	31 March 1913	26 April 1913	10	6 May 1913	Hammarskjöld Fusinato Krieger Renault Bon de Taube
XIII. France-Italy	Capture of the "Carthage"	6 March 1912	31 March 1913	26 April 1913	10	6 May 1913	Hammarskjöld Fusinato Krieger Renault
XIV. France-Italy	Capture of the "Tavignano" and cannon shots fired at the Tunisian ships "Camouna" and "Gaulois"	8 November 1912	26 April 1913	3 May 1913	3	The parties agreed to settle these cases directly	Hammarskjöld Fusinato Krieger Renault Bon de Taube
XV. Netherlands-Portugal ⁴⁾	Dutch-Portuguese boundaries on the island of Timor	3 April 1913	—	—	—	25 June 1914	Lardy
XVI. Spain, France and Great Britain-Portugal ⁵⁾	Religious property claims in Portugal	31 July 1913	2 September 1920	4 September 1920	3	2 and 4 September 1920	Elihu Root de Savornin Lohman Lardy
XVII. France-Peru ¹⁾	French claims against Peru	2 February 1914	3 October 1921	11 October 1921	2	11 October 1921	Ostertag³⁾ Sarrut ³⁾ Elguera
XVIII. U.S.A.-Norway ¹⁾	Norwegian claims against the United States of America	30 June 1921	22 July 1922	13 October 1922	28	13 October 1922	Vallotton³⁾ Anderson ³⁾ Vogt ³⁾
XIX. U.S.A.-Netherlands ⁴⁾	Sovereignty over the island of Palmas	23 January 1925	—	—	—	4 April 1928	Huber
XX. France-Great Britain ¹⁾	Chevreau Claim	4 March 1930	5 May 1931	8 May 1931	4	9 June 1931 ⁶⁾	Beichmann

1) Pursuant to article 47 of the 1907 Convention (art. 26 of the 1899 Convention).

2) To settle the procedural questions. At this date the Tribunal was adjourned *sine die*. The oral procedure started on October 28, 1912.

3) Not a Member of the Permanent Court of Arbitration.

4) The proceedings in this case was exclusively conducted in writing.

5) In this case the summary procedure provided for in chapter IV of the Convention of October 18, 1907 was applied.

6) Pursuant to the Compromis the award was rendered in writing.

Parties	Affaire	Date du compromis	Première séance	Séance de clôture	Nombre de séances ¹⁾	Date de la sentence	Arbitres
XXI.	États-Unis d'Amérique-Suède ¹⁾	Réclamations de la compagnie "Nordstjernan"	17 décembre 1930	9 mai 1932	2 juin 1932	—	18 juillet 1932 Borel
XXII.	Chine-Radio Corporation of America ¹⁾	Interprétation d'un contrat de trafic radio-télégraphique	16 novembre 1928	11 avril 1935	12 avril 1935	2	13 avril 1935 van Hamel²⁾ Hubert ²⁾ Furrer ²⁾
XXIII.	États du Levant sous mandat français-Égypte ¹⁾	Interdiction en Égypte du fonctionnement de la société "Radio Orient"	Clause compromissoire de la Convention des télécommunications de Madrid	11 novembre 1938	10 février 1940	4	2 avril 1940 van Lanschot²⁾ Raestad Mondrup ²⁾
XXIV.	France-Grèce ¹⁾	Administration des phares	15 juillet 1931	2 août 1954	27 juillet 1956	11	24 juillet 1956 Verzijl Mestre ²⁾ Charbouris ²⁾
XXV.	Soudan-Turiff Construction (Sudan) Limited ²⁾	Interprétation d'un contrat de construction	21 octobre 1966	9 juin 1969	27 novembre 1969	22	23 avril 1970 Eraides²⁾ Parker ²⁾ Bentsi-Enchill ²⁾
XXVI.	Iran-États-Unis d'Amérique ¹⁾	réclamations	19 janvier 1981	1 ^{er} juillet 1981	les procédures se poursuivent	—	Jusqu'au 31 décembre 1997: 665 sentences Skubiszewski , Arangio-Ruiz ²⁾ , Broms, Aghahosseini ²⁾ , Ameli ²⁾ , Noori ²⁾ , Aldrich ²⁾ , Duncan ²⁾ , Mosk ²⁾ .
XXVII.	États-Unis d'Amérique-Royaume-Uni ¹⁾	"Heathrow Airport User Charges" – Obligations relevant du traité – montant des dommages et intérêts	–	28 juin 1989	La première phase est terminée	8	30 novembre 1992 Foighel²⁾ Fielding ²⁾ Lever ²⁾
					ouverture deuxième phase	1	2 mai 1994 Accord sur le montant des dommages; déclarant la fin de la procédure en cours
					9 octobre 1993		

Anciens membres:
Bellet²⁾, Briner²⁾, Böckstiegel²⁾, Lagergren, Mangård²⁾, Riphagen, Virally²⁾, Ansari²⁾, Bahrami²⁾, Khalilian²⁾, Mostafavi, Sani²⁾, Shafeiei²⁾, Brower²⁾, Ruda, Holtzmann²⁾, Allison²⁾

Les sentences rendues par les Tribunaux d'arbitrage ont été publiées, sauf celle rendue par le Tribunal XXV.

Des Tribunaux d'arbitrage V, VI, IX, X, XI, XII, XIII et XIV seules les séances d'ouverture et de clôture ont été publiques; les Tribunaux XX, XXII et XXV ont siégé à huis clos.

Du Tribunal d'arbitrage XXIV toutes les séances ont été publiques, sauf la première séance du lundi 2 août 1954.

1) Conformément à l'article 47 de la Convention de 1907 (art. 26 de la Convention de 1899).

2) N'est pas Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage.

	Parties	Case	Date of the “compromis”	First Session	Closing session	Number of sessions ¹⁾	Date of the award	Arbitrators
XXI.	U.S.A.- Sweden ¹⁾	Claims of the “Nordstjernan” company	17 Decem- ber 1930	9 May 1932	2 June 1932	—	18 July 1932	Borel
XXII.	China-Radio Corporation of America ¹⁾	Interpretation of a contract of radio-telegraphic- traffic	16 Novem- ber 1928	11 April 1935	12 April 1935	2	13 April 1935	van Hamel²⁾ Hubert ²⁾ Furrer ²⁾
XXIII.	States of Levant under French mandate-Egypt ¹⁾	Prohibition of the functioning of the firm “Radio Orient” in Egypt	Arbitral clause of the Con- vention of telecom- munications of Madrid	11 Novem- ber 1938	10 February 4 1940		2 April 1940	van Lanschot²⁾ Raestad Mondrup ²⁾
XXIV.	France-Greece ¹⁾	Administration of lighthouses	15 July 1931	2 August 1954	27 July 1956	11	24 July 1956	Verzijl Mestre ²⁾ Charbouris ²⁾
XXV.	Sudan-Turriff Construction (Sudan) Limited ¹⁾	Interpretation of a construction contract	21 October 1966	9 June 1969	27 Novem- ber 1969	22	23 April 1970	Erades²⁾ Parker ²⁾ Bentsi-Enchill ²⁾
XXVI.	Iran-U.S.A. ¹⁾	claims	19 January 1981	1 July 1981	continuing	—	up to 31 December 1997: 665 awards	Skubiszewski, Arangio-Ruiz ²⁾ , Broms, Aghahosseini ²⁾ , Ameli ²⁾ , Noori ²⁾ , Aldrich ²⁾ , Duncan ²⁾ , Mosk ²⁾ .
								Former members: Bellet ²⁾ , Briner ²⁾ , Böckstiegel ²⁾ , Lagergren, Mangård ²⁾ , Riphagen, Virally ²⁾ , Ansari ²⁾ , Bahrami ²⁾ , Khalilian ²⁾ , Mostafavi, Sani ²⁾ , Shafeiei ²⁾ , Brower ²⁾ , Ruda, Holtzmann ²⁾ , Allison ²⁾ .
XXVII.	U.S.A.-United Kingdom ¹⁾	Heathrow Airport User Charges – treaty obligations – amount of damages	—	28 June 1989	The first phase is closed	8	30 Novem- ber 1992	Foighel²⁾ Fielding ²⁾ Lever ²⁾
					opening second phase 9 October 1993	1	2 May 1994 Settlement on amount of damages; order discontinuing proceedings pending	

The awards rendered by the Arbitral Tribunals have been published, excluding the one rendered by Tribunal XXV.

Of the Tribunals V, VI, IX, X, XI, XII, XIII and XIV only the opening and closing sessions were public; the sessions of the Tribunals XX, XXII and XXV were closed sessions.

Of the Arbitral Tribunal XXIV all sessions were public, except the first session of Monday August 2, 1954.

1) Pursuant to article 47 of the 1907 Convention (art. 26 of the 1899 Convention).

2) Not a Member of the Permanent Court of Arbitration.

Parties	Affaire	Date du compromis	Première séance	Séance de clôture	Nombre de séances ¹⁾	Date de la sentence	Arbitres
XXVIII.	Entreprise asiatique-entreprise publique asiatique ¹⁾	Litige portant sur un contrat	–	17 octobre 1994	28 juillet 1995	4	5 mai 1997 Pinto ²⁾
XXIX.	État africain-deux personnes privées étrangères ¹⁾	Litige portant sur des investissements	–	–	–	–	30 septembre 1997 Jennings Wallace ²⁾ Litige réglé par un accord entre les Parties
XXX.	Technosystem SpA-État de Taraba et Gouvernement du Nigeria ¹⁾	Litige portant sur un contrat	–	18 mars 1996	10 septembre 1996	4	25 novembre 1996 Ajibola Défaut de compétence du tribunal
XXXI.	Entreprise publique asiatique-trois entreprises européennes ¹⁾	Litige portant sur un contrat	–	16 septembre 1996	–	1	2 octobre 1996 Jennings Parker ²⁾ Sentence rendue d'accord partie
XXXII.	État d'Érythrée -République du Yémen ¹⁾	Souveraineté; délimitation maritime	3 octobre 1996	26 janvier 1998	–	–	9 octobre 1998 Jennings Schwebel ²⁾ El-Kosheri ²⁾ Hight ²⁾ Higgins
		délimitation maritime	3 octobre 1996	5-16 juillet 1999	–	1	17 décembre 1999 Sentence sur la deuxième étape de la procédure
XXXIII.	Costa Rica -Italie ¹⁾	Litige portant sur un recouvrement de crédit	11 septembre 1997	14 & 15 avril 1998	–	–	26 juin 1998 Lalive ²⁾ Hernandez Valle ²⁾ Ferrari Bravo

1) Conformément à l'article 47 de la Convention de 1907 (art. 26 de la Convention de 1899).

2) N'est pas Membre de la Cour Permanente d'Arbitrage.

Parties	Case	Date of the “compromis”	First Session	Closing session	Number of sessions ¹⁾	Date of the award	Arbitrators
XXVIII. Asian company -Asian State-owned enterprise ¹⁾	Contract dispute	—	17 October 1994	28 July 1995	4	5 May 1997	Pinto ²⁾
XXIX. African State-two foreign nationals ¹⁾	Investment dispute	—	—	—	—	30 September 1997	Jennings Wallace ²⁾ Dispute settled by agreement of Parties Hossain ²⁾
XXX. Technosystem SpA-Taraba State and Federal Government of Nigeria ¹⁾	Contract dispute	—	18 March 1996	10 September 1996	4	25 November 1996	Ajibola Lack of jurisdiction
XXXI. Asian State-owned enterprise-three European enterprises ¹⁾	Contract dispute	—	16 September 1996	—	1	2 October 1996	Jennings Parker ²⁾ Award on agreed terms Hossain ²⁾
XXXII. Eritrea-Yemen ¹⁾	Sovereignty; maritime delimitation	3 October 1996	26 January 1998	—	—	9 October 1998	Jennings Schwebel ²⁾ Award in the first stage El-Kosheri ²⁾ Hight ²⁾ Higgins
	maritime delimitation	3 October 1996	5-16 July 1999	—	1	17 December 1999	Award in the second stage
XXXIII. Costa Rica -Italy ¹⁾	Dispute arising under financing agreement	11 September 1997	14 & 15 April 1998	—	—	26 June 1998	Lalive ²⁾ Hernandez Valle ²⁾ Ferrari Bravo

1) Pursuant to article 47 of the 1907 Convention (art. 26 of the 1899 Convention).

2) Not a Member of the Permanent Court of Arbitration.

Commissions internationales d'enquête

Parties	Affaire	Date de la Convention d'enquête	Première séance	Séance de clôture	Nombre de séances	Date du rapport	Commissaires
I. Grande-Bretagne-Russie	Incident de la mer du Nord “Dogger Bank”	12/15 mai 1904	22 décembre 1904	26 février 1905	—	26 février 1905	Spaun¹⁾ Fournier Doubassoff Lewis Beaumont Charles H. Davis
II. France-Italie	Saisie du “Tavignano” et coups de canon tirés sur le “Camouna” et le “Gaulois”	20 mai 1912	1 ^{er} juillet 1912	23 juillet 1912	21	23 juillet 1912 ²⁾	Segrave Somborn Genoese Zerbi
III. Espagne-Allemagne	Torpillage du vapeur “Tiger”	—	1 novembre 1918	8 novembre 1918	6	8 novembre 1918	Garde Horn Montagut y Miro
IV. Allemagne-Pays-Bas	Perte du vapeur néerlandais “Tubantia”	30 mars 1921	18 janvier 1922	27 février 1922	4	27 février 1922	Hoffman Surie Ravn Unger Gayer
V. Danemark-Grande-Bretagne	Incident “Red Crusader”	15 novembre 1961	5 mars 1962	16 mars 1962	19	23 mars 1962	De Visscher Gros Moolenburgh

1) Les noms en caractères gras sont ceux des Présidents.

2) Conformément à la Convention d'enquête, ce rapport a été transmis par les Parties au Tribunal arbitral chargé de statuer sur ces affaires. Les Parties s'étant mises d'accord pour les régler directement, ledit rapport n'a pas été publié.

International Commissions of Inquiry

	Parties	Case	Date of the inquiry	First Session	Closing session	Number of sessions ¹⁾	Date of the report	Commissioners
I.	Great Britain-Russia	Incident of the North Sea “Dogger Bank”	12/15 May 1904	22 December 1904	26 February 1905	–	26 February 1905	Spaun¹⁾ Fournier Doubassoff Lewis Beaumont Charles H. Davis
II.	France-Italy	Capture of the “Tavignano” and cannon shots fired at the “Camouna” and the “Gaulois”	20 May 1912	1 July 1912	23 July 1912	21	23 July 1912 ²⁾	Segrave Somborn Genoese Zerbi
III.	Spain-Germany	Sinking of the steamer “Tiger”	–	1 November 1918	8 November 1918	6	8 November 1918	Garde Horn Montagut y Miro
IV.	Germany-Netherlands	Loss of the Dutch steamer “Tubantia”	30 March 1921	18 January 1922	27 February 1922	4	27 February 1922	Hoffman Surie Ravn Unger Gayer
V.	Denmark-Great Britain	“Red Crusader” incident	15 November 1961	5 March 1962	16 March 1962	19	23 March 1962	De Visscher Gros Moolenburgh

1) The names in bold type are those of the Presidents.

2) In conformity with the Inquiry Convention, this report was transmitted by the Parties to the Arbitral Tribunal charged with deciding these cases. As the Parties agreed to settle these cases, the report was not published.

Commissions internationales de conciliation¹⁾

Parties	Affaire	Date de la présentation de la requête	Première séance	Séance de clôture	Nombre de séances ¹⁾	Date du procès-verbal	Commissaires
I. Danemark-Lithuanie	Mode de paiement du solde de la créance de la société Hojgaard et Schultz sur le Gouvernement lithuanien	1 ^{er} septembre 1937	12 novembre 1937	4 juin 1938	12	30 septembre 1938	van Karnebeek²⁾ Vte de Fontenay Oldenburg Römer'sis Osvalds Ozolins
II. France-Suisse	Irrégularités douanières Frais d'internement en Suisse de la 2 ^{ème} division polonaise	24 août 1954	28 septembre 1955	24 octobre 1955	9	24 novembre 1955 de Zulueta	van Asbeck Corbin Panchaud Mc Nair
III. Grèce-Italie	Destruction du navire grec "Roula"	19 mars 1955	12 mars 1956	22 mars 1956	9	20 octobre 1956	François Spiropoulos Monaco

1) Le 1^{er} mai 1937 le Conseil administratif a autorisé le Bureau international à mettre désormais ses locaux et son organisation à la disposition des Commissions de conciliation.

2) Les noms en caractères gras sont ceux des Présidents.

International Conciliation Commissions¹⁾

Parties	Case	Date of submission of the request	First Session	Closing session	Number of sessions ¹⁾	Date of the "procès-verbal"	Commissioners
I. Denmark-Lithuania	Method of payment of the balance of the claim of the Højgaard and Schultz company on the Lithuanian government	1 September 1937	12 November 1937	4 June 1938	12	30 September 1938	van Karnebeek²⁾ Vte de Fontenay Oldenburg Römer'sis Osvalds Ozolins
II. France-Switzerland	Customs Irregularities Costs of internment in Switzerland of the 2 nd Polish division	24 August 1954	28 September 1955	24 October 1955	9	24 November 1955	van Asbeck Corbin Panchaud Mc Nair de Zulueta
III. Greece-Italy	Destruction of the Greek ship "Roula"	19 March 1955	12 March 1956	22 March 1956	9	20 October 1956	François Spiropoulos Monaco

1) On May 1, 1937, the Administrative Council authorized the International Bureau to put its offices and organization henceforth at the disposal of Conciliation Commissions.

2) The names in bold type are those of the President.

Cour Permanente d'Arbitrage

Fonds d'assistance financière pour le règlement des différends internationaux

Statut et Règlement

(approuvé par le Conseil administratif, le 11 décembre 1995)

Établissement d'un Fonds d'assistance financière

1. Les Conventions de La Haye pour le Règlement pacifique des différends internationaux de 1899 et 1907 ont créé ce qui est aujourd'hui le plus ancien système global de règlement pacifique des différends internationaux. Elles ont établi la Cour Permanente d'Arbitrage et elles comportent des dispositions pour le règlement des différends internationaux par les États parties grâce à l'arbitrage ou à d'autres moyens pacifiques de leur choix.
2. Les États parties aux Conventions s'engagent à faire le maximum pour parvenir au règlement pacifique de leurs différends. Cependant, il peut arriver que, dans certains cas, les États soient dissuadés de recourir à l'arbitrage international ou aux autres moyens de règlement offerts par les Conventions parce qu'il leur est difficile, à ce moment-là, de réunir les fonds nécessaires pour couvrir les frais qui en résulteraient. Ces frais peuvent comprendre les honoraires et les frais des membres du tribunal ou autre instance chargés de régler le différend; les dépenses liées à l'exécution de la sentence ou autre décision ou des recommandations émises par une telle instance; le coût des agents, conseils, experts et témoins; les dépenses opérationnelles ou administratives liées aux procédures écrites ou orales. La possibilité de disposer de fonds pour couvrir de tels frais pourrait faciliter le recours à l'arbitrage ou aux autres moyens de règlement, permettant ainsi d'atteindre le but et l'objet des Conventions et de promouvoir les relations amicales et la coopération entre les États.
3. C'est pourquoi, le Secrétaire général de la Cour Permanente d'Arbitrage (le "Secrétaire général") a établi, avec l'accord du Conseil administratif, un Fonds d'assistance financière pour le règlement des différends internationaux (le "Fonds"). Le Fonds permet d'assister financièrement les États qualifiés (tels que définis ci-dessous) conformément aux modalités prévues ci-après afin de leur permettre de régler, en totalité ou en partie, les frais énumérés au paragraphe 2.

Contribution au Fonds

4. Le Fonds est alimenté par les contributions financières volontaires des États, des organisations inter-gouvernementales, des institutions nationales, des particuliers et des personnes morales.

Demande d'assistance financière du Fonds

5. Dans le cadre de ce document, le terme "État qualifié" signifie un État partie à la Convention de 1899 ou à celle de 1907, ou toute institution ou entreprise détenue et contrôlée par l'État, qui a signé un compromis visant à soumettre un ou plusieurs différends, existant ou futurs, au règlement, sous les auspices de la Cour Permanente d'Arbitrage, par l'un des moyens prévus par la Cour Permanente d'Arbitrage, et qui (l'État) au moment où la demande d'assistance financière du Fonds est faite, est inscrit sur la liste des bénéficiaires de l'aide du Comité d'Aide au Développement ("DAC List of Aid Recipients") de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OCDE).
6. Tout État qualifié peut demander à bénéficier de l'assistance financière du Fonds en envoyant une demande écrite à cet égard au Secrétaire général. La demande doit être accompagnée:
 - i. d'une copie du compromis ci-dessus mentionné ainsi que, dans le cas d'un compromis visant les différends futurs, d'une brève description du différend particulier concerné;
 - ii. d'un état estimatif détaillé des dépenses pour lesquelles l'assistance est demandée;
 - iii. d'un engagement aux termes duquel l'État demandeur s'oblige à présenter un décompte final, détaillant les dépenses encourues sur les montants approuvés, attesté par un vérificateur aux comptes indépendant agréé par le Bureau international de la Cour Permanente d'Arbitrage.

Bureau d'exécution

7. Le Bureau international de la Cour Permanente d'Arbitrage est le bureau d'exécution du Fonds. Il est responsable de la gestion de Fonds. Le Bureau international ne peut procéder à aucune allocation ni aucun déboursement du Fonds sans avoir reçu l'autorisation du Comité d'examen comme ci-après précisé.

Permanent Court of Arbitration

Financial Assistance Fund for Settlement of International Disputes

Terms of Reference and Guidelines

(as approved by the Administrative Council on December 11, 1995)

Establishment of a Financial Assistance Fund

1. The Hague Conventions for the Pacific Settlement of International Disputes of 1899 and 1907 brought into being what is today the oldest existing global system for the peaceful settlement of international disputes. They established the Permanent Court of Arbitration, and provided for the settlement of such disputes by States Parties through arbitration and other peaceful means of their own choice.
2. States Parties to the Conventions undertake to use their best efforts to ensure the peaceful settlement of their disputes. However, there may be instances when States are deterred from recourse to international arbitration or other means of settlement offered by the Conventions because they find it difficult at the time to allocate funds to meet the costs involved. Such costs may include the fees and expenses of members of an arbitral or other body entrusted with settling the dispute; the expenses of implementing an award or other decision or recommendation of such a body; payments to agents, counsel, experts and witnesses; and operational or administrative expenses connected with oral or written proceedings. Making funds available to meet costs of this nature could facilitate recourse to arbitration or other means of settlement, thus advancing the aims and purposes of the Conventions, and promoting friendly relations and co-operation among States.
3. Accordingly, the Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration (the “Secretary-General”) has, with the approval of the Administrative Council, established a Financial Assistance Fund for the Settlement of International Disputes (the “Fund”). The Fund will provide financial assistance to Qualifying States (as defined herein), in accordance with the terms and conditions specified herein, to enable them to meet, in whole or in part, expenses of the type referred to in paragraph 2.

Contributions to the Fund

4. The Fund shall consist of voluntary financial contributions by States, intergovernmental organizations, national institutions, as well as natural and legal persons.

Request for Financial Assistance from the Fund

5. For purposes of this document, “Qualifying State” shall mean a State that is a party to the Convention of 1899 or 1907, or any institution or enterprise owned and controlled by such State, which has concluded an agreement for the purpose of submitting one or more disputes, whether existing or future, for settlement under the auspices of the Permanent Court of Arbitration by any of the means administered by the Permanent Court of Arbitration, and which State, at the time of requesting financial assistance from the Fund, is listed on the “DAC List of Aid Recipients” prepared by the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD)
6. Any Qualifying State may seek financial assistance from the Fund, by submitting a written request therefor to the Secretary-General, accompanied by:
 - i. a copy of the above-mentioned dispute resolution agreement, as well as, in the case of an agreement to submit future disputes, a brief description of the specific dispute concerned;
 - ii. an itemized statement of the estimated costs for which financial assistance is sought from the Fund;
 - iii. an undertaking that the requesting State shall supply a final statement of account providing details of the expenditures made from the approved amounts, audited by an independent accountant acceptable to the International Bureau of the Permanent Court of Arbitration.

Implementing Office

7. The International Bureau of the Permanent Court of Arbitration shall be the implementing office for the Fund, and shall be responsible for the administration of the Fund. The International Bureau shall make no allocations or disbursements from the Fund, other than pursuant to a decision of the Board of Trustees, as set forth below.

Comité d’examen

8. Un Comité d’examen (le “Comité”) est chargé d’examiner les demandes d’assistance financière du Fonds. Il est composé de trois membres au minimum et sept membres au maximum, d’une compétence reconnue dans le domaine de la résolution des différends internationaux, et jouissant de la plus haute considération morale. Les membres du Comité sont nommés par le Secrétaire général avec l’accord du Conseil administratif, pour une durée de quatre ans pouvant être renouvelée. Le Secrétaire général a le droit de combler tout poste devenu vacant au sein du Comité. Une telle nomination prend effet immédiatement, en attendant l’approbation du Conseil administratif lors de la réunion suivante.
9. Le Secrétaire général préside le Comité. Il en dirige les réunions et y participe pleinement. Cependant, il ne peut prendre part au vote lors des décisions sur les demandes d’assistance financière du Fonds.
10. Le Comité examine les demandes d’assistance financière du Fonds et il détermine, le cas échéant, le montant de l’assistance financière accordée, la nature des dépenses qu’elle pourra couvrir ainsi que les modalités qu’il juge nécessaires.
11. Après consultation du Comité d’examen, le Secrétaire général adopte un règlement organisant notamment le fonctionnement des travaux du Comité. Les travaux du Comité sont strictement confidentiels.
12. Lorsqu’il examine une demande d’allocation, le Comité considère notamment les besoins financiers du pays demandeur et les disponibilités du Fonds.
13. Les membres du Comité ne sont pas rémunérés pour leurs activités au sein du Comité et leurs frais ne sont pas remboursés. Dans des cas exceptionnels et en toute liberté, le Secrétaire général peut fixer le montant du remboursement des frais de voyages et une indemnité desubsistance à verser à l’un des membres dans le cadre de ses activités au sein du Comité.
14. Si la demande d’assistance financière du Fonds est acceptée, le montant accordé est versé à l’État demandeur, selon les modalités précisées par le Comité dans sa décision.
15. Les décisions du Comité concernant les demandes d’assistance financière du Fonds sont définitives et ne peuvent faire l’objet d’un recours ni d’une révision.

Présentation de rapports

16. Le Secrétaire général présente au Conseil administratif, au moins une fois par an, un rapport détaillé des activités du Fonds et des transactions réalisées, mentionnant les contributions promises et reçues ainsi que les allocations et les déboursements effectués. Le rapport annuel de la CPA comporte un résumé des activités du Fonds.

Board of Trustees

8. For purposes of deciding on requests for financial assistance from the Fund, there shall be a Board of Trustees (the "Board"), composed of no fewer than three and no more than seven members who have experience in international dispute resolution and are of the highest moral standing. Members shall be appointed by the Secretary-General with the approval of the Administrative Council, and shall serve for a term of four years, which may be renewed. The Secretary-General shall be entitled to fill any vacancy occurring in the membership of the Board with immediate effect, pending approval by the Administrative Council at its next following meeting.
9. The Secretary-General shall serve as chairman of the Board. He shall conduct and participate fully in meetings of the Board, but shall not vote on any request for financial assistance from the Fund.
10. The Board shall examine requests for financial assistance from the Fund, and shall determine the amount of financial assistance to be given, if any, the categories of expenses to which it may be applied, as well as any terms and conditions it deems appropriate.
11. After having consulted the Board of Trustees, the Secretary-General shall adopt rules governing, *inter alia*, the manner in which the work of the Board is to be conducted. The work of the Board shall be conducted in strict confidentiality.
12. In considering a request for disbursement, the Board shall be guided, *inter alia*, by the financial needs of the requesting State and the availability of funds.
13. Members of the Board shall not be entitled to receive fees for their services, or reimbursement of expenses incurred in that connection. The Secretary-General may, in exceptional cases and in his sole discretion, determine the amount to be paid to a member by way of reimbursement of expenses for travel and subsistence incurred in connection with the rendering of services to the Board.
14. Upon the approval of a request for financial assistance, the amount granted shall be disbursed to the requesting State out of the Fund, pursuant to the terms and conditions set forth by the Board in its decision.
15. The decision of the Board concerning a request for financial assistance from the Fund shall be final, and not subject to recourse or review.

Reporting

16. The Secretary-General shall report to the Administrative Council at least once annually in detail on the activities and transactions relative to the Fund, including contributions pledged and received, and allocations and disbursements made. The Annual Report of the PCA shall contain a summary report on the activities of the Fund.

Annexe 7 / Annex 7

**LISTE DES MEMBRES
DE LA COUR PERMANENTE
D'ARBITRAGE
à la date du 27 mars 2000**

**LIST OF MEMBERS
OF THE PERMANENT COURT
OF ARBITRATION
as per 27 March 2000**

Date de la nomination

Date of appointment

Date du dernier renouvellement

Date of latest renewal

Afrique du Sud

The Honourable Justice A. CHASKALSON, President of the Constitutional Court of South Africa, Honorary Doctor of Laws, Member of the Board of the Faculty of Law of the University of Witwatersrand, former consultant to the Namibian Constituent Assembly in connection with the drafting of the Constitution of Namibia and member of the Multi-Party Negotiating Forum which negotiated and drafted the transitional constitution adopted by South Africa in December 1993, Constitutional Court, Private Bag X32, Braamfontein 2017, Pretoria, fax: +27 11 403 60 63;

The Honourable Chief Justice I. MAHOMED, Chief Justice, Chairman of the Judicial Services Commission, Member of the Board of the Faculty of Law of the University of Witwatersrand, Constitutional Court, former Judge of the Supreme Court of South Africa, Judge of the first Constitutional Court, member of the Electoral Court, first Deputy President of the Constitutional Court, Private Bag X32, Braamfontein 2017, Pretoria, fax: +27 11 403 88 83;

Prof. NHLAPO, LL.B., D. Phil. (Oxford), former Professor, University of Cape Town, Dean of the Faculty of Social Science, University of Swaziland, Member of the South African Law Commission, Private Bag X866, Tremloods 0001, fax: + 27 11 320 09 36;

Prof. M. RWELAMIRA, LL.B., LL.M., J.S.D. (Yale), Senior Legal Advisor and Head of Policy Unit, Department of Justice, Professor of Law, University of Pretoria, Dept. of Justice, Private Bag X81, Pretoria 0001, fax: +27 11 323 01 77.

10-06-99

10-06-99

10-06-99

10-06-99

Allemagne

Prof. JOST DELBRÜCK, Docteur en droit, Magister legum (Indiana), Professeur de droit public à la Christian Albrechts-Universität de Kiel, Olshausenstrasse 40, D-24098 Kiel, fax: +49 431 880 16 19;

M. ALBRECHT RANDELZHOFER, Docteur en droit, Professeur de droit public et de droit international public à la Freie Universität Berlin à Berlin, Ehrenbergstrasse 17, 14195 Berlin 33, fax: +49 30 838 64 32;

Prof. Dr. WALTER RUDOLF, Doctor of Law, Professor emeritus of Public Law at the University of Mainz, Commissioner for privacy protection Rheinland-Pfalz, Member of the Institute of International Law, FB Rechts- und Wirtschaftswissenschaften, Johannes Gutenberg Universität Mainz, Saarstrasse 21, 55122 Mainz, fax: +49 61 31 392 54 39;

M. KNUT IPSSEN, Docteur en droit, Docteur honoris causa des Universités de Cracovie, de Wroclaw et de Sheffield, Président de la Croix-Rouge allemande, Professeur à la Ruhr Universität Bochum, Universitätsstrasse 150 (Postfach 10 21 48), 44801 Bochum, fax: +49 234 321 41 39.

Germany

15-07-85

01-06-97

15-07-85

01-06-97

01-06-90

01-06-96

01-06-91

01-06-97

Argentine

Son Excellence M. ERNESTO LUIS E. DE LA GUARDIA, ancien Conseiller

Argentina

21-11-83

12-04-96

juridique du ministère des Affaires étrangères, ancien Sous-Secrétaire d'État de Politique extérieure, spécialisations: droit des traités, droit de la mer, arbitrage international, Guido 1585/10, 1016 Buenos Aires, tél/fax: +54 1 48 14 48 65;

Her Excellency Ms. SUSANA MYRTA RUIZ CERUTTI, Lawyer and career diplomat, former Ambassador to Switzerland, Agent to the International Arbitral Tribunal dealing with a border dispute between Argentina and Chile, former member or head of delegations to several arbitral proceedings, former Legal Adviser, former Vice-Minister and Minister of Foreign Affairs, former Ambassador of Argentina to Canada, Rodríguez Peña 2087, 8º A, 1021 Buenos Aires;

26-04-95

His Excellency Mr. ANTONIO BOGGIANO, Judge and former President of the Supreme Court of Argentina, Professor of Law, University of Buenos Aires, Representative to the Hague Conference on Private International Law, Member of the Governing Counsel of UNIDROIT, Rome, former Representative to UNCITRAL, Palace of Justice, Talcahuano 550, Buenos Aires; fax: +54 1 43 72 15 25;

09-01-96

His Excellency Mr. ENRIQUE J.A. CANDIOTI, former Ambassador of Argentina to Australia, Member of the United Nations International Law Commission, Ministry of Foreign Affairs, Av. Colonel Díaz 2277, 10º piso "A", 1425 Buenos Aires, tel: +54 11 48 24 13 22.

25-07-97

Australie

Australia

Prof. IVAN A. SHEARER, A.M., Doctor of Law, Challis Professor of International Law, specializations: law of the sea, law of armed conflict, international criminal law, Faculty of Law, University of Sydney, 173-175 Phillip Street, Sydney NSW 2000, fax: +61 2 351 02 00;

23-10-86

23-10-92

The Right Honourable Sir NINIAN STEPHEN, K.G., A.K., G.C.M.G., G.C.V.O., K.B.E., Hon. LL.D., Q.C., former Judge of the International Criminal Tribunals for former Yugoslavia and for Rwanda, former Governor-General of Australia and former Ambassador for the Environment, 4, Treasury Place, Melbourne, Victoria 3002, fax: +61 3 96 50 02 10;

20-04-89

21-12-95

The Honourable Mr. MURRAY GLEESON, AC, Chief Justice of Australia, the High Court of Australia, former Chief Justice of the Supreme Court of New South Wales, having been appointed to that office in November 1998. Graduated in arts and law from the University of Sydney and was admitted to the New South Wales Bar in 1963. Was appointed Queen's Counsel in 1974, and served as President of the New South Wales Bar Association from 1984-1985. Was Lieutenant Governor of New South Wales from 1989-1998, and was appointed a companion in the General Division of the Order of Australia in 1992, fax: +61 6 27 06 947;

26-08-99

The Honourable Mr. DAVID BENNETT, B.A., LL.B., LL.M., S.J.D. (Harvard), Solicitor-General of Australia.

24-03-00

Autriche

Austria

Dr. KARL ZEMANEK, Doctor of Law, Professor, Director of the Institute of International Law and International Relations at the University of Vienna, Legal Consultant at the Austrian Ministry of Foreign Affairs, Member of the Institute of International Law and of the International Academy of Astronautics, specializations: treaty law, state succession, state responsibility, international watercourses, Outer Space, Institut für Völkerrecht und Internationale Beziehungen, Universitätsstrasse 2, A-1090 Vienna, fax: +43 1 402 79 41;

05-07-77

22-05-95

M. FRANZ MATSCHER, Docteur en droit des Universités de Graz et de Paris, Docteur honoris causa de l'Université de Innsbruck, Professeur émérite à la Faculté de Droit de l'Université de Salzburg, ancien Juge à la Cour européenne

25-05-88

08-08-94

des droits de l'homme, Directeur de l'Institut autrichien des droits de l'homme de Salzburg, spécialisations: procédure civile et droit comparé, arbitrage commercial international, droits de l'homme, droit international public et privé, Institut für zivilgerichtliches Verfahren, Churfürstenstrasse 1, A-5020 Salzburg, fax: +43 662 804 41 46;

Mr. IGNAC SEIDL-HOHENVELDERN, Doctor of Law, Doctor honoris causa of the University Paris V, Professor emeritus of the Law Faculty of the University of Vienna, Member of the Institute of International Law, specializations: international economic law, commercial arbitration, Institute of International Law, University of Vienna, Universitätsstrasse 2, A-1010 Vienna, fax: +43 1 402 79 41;

His Excellency Mr. HELMUT TÜRK, Doctor of Law, former Legal Advisor of the Austrian Federal Ministry of Foreign Affairs, Office of the Federal President, Hofburg, 1014 Vienna, fax: +43 1 53 18 52 99.

Bélarus

Mr. YEVGENI A. SMIRNOV, Judge of the Supreme Court of the Republic of Belarus, Lenina str. 28, Minsk 220681, fax: +375 172 27 12 25;

Ms. GALINA V. BOCHKOVA, First Deputy-Director of the National Center for Legislative drafting to the President of the Republic of Belarus, fax: +375 172 20 12 25;

His Excellency Mr. MIKHAIL M. KHVOSTOV, Ambassador of the Republic of Belarus to Canada, 130 Albert Street, Suite 600, Ottawa, Ontario K1P 5G4, Canada, fax: +1 613 233 85 00;

Mr. VLADIMIR A. KUCHINSKI, Head of the Department of Legal Advisers, Constitutional Court of the Republic of Belarus, Marx str. 14, Minsk 220030, fax: +375 172 27 17 61.

Belarus

09-06-89 09-06-95

09-06-95

09-06-95

09-06-95

Belgique

M. ERIC SUY, Docteur en droit, Docteur ès sciences politiques, Docteur honoris causa de l'Université de Montpellier, Professeur émérite de droit international et du droit des organisations internationales à l'Université catholique de Louvain, ancien Secrétaire général adjoint et Conseiller juridique de l'ONU, ancien Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, Membre de l'Institut de droit international, ancien conseil-expert auprès du ministre des Affaires étrangères de Belgique, rue Veydt 66, Boîte 10, B-1050 Bruxelles, fax: +32 2 538 71 38;

Prof. JEAN J.A. SALMON, Docteur en droit de l'Université libre de Bruxelles et de l'Université de Paris, Professeur émérite de l'Université libre de Bruxelles et l'Université de Paris, Président du Centre de droit international de la Faculté de droit, Directeur de la Revue belge de droit international, Membre de l'Institut de droit international, 4, Clos du Rouge-Cloître, B-1310 La Hulpe, télécopie: +32 2 652 12 30;

M. JOE VERHOEVEN, Docteur en droit, Professeur à l'Université catholique de Louvain, Membre de l'Institut de droit international, 2, place Montesquieu, 1348 Louvain-la-Neuve, fax: +32 10 47 30 58;

Dr. FRANS DE PAUW, Licencié en philologie germanique (1951) et Docteur en droit (1956) de l'Université libre de Bruxelles, études de droit international et des organisations internationales à la Columbia University (New York, 1954), nommé Agrégé de l'Enseignement Supérieur pour le droit international (U.L.B., 1961) après la défense d'une thèse sur Grotius et le droit de la mer, nommé Professeur à l'Université libre de Bruxelles (université néerlandophone) pour les cours de droit des gens, droit de la mer, droit des organisations inter-

Belgium

11-07-73 11-07-97

23-08-77 23-08-95

07-08-89 07-08-95

01-06-95

nationales, droit de l'homme et de philosophie du droit (1961-1994), Président de la Faculté de Droit, Université libre de Bruxelles (1971-1988), Président du Comité belge d'Aide aux refugiés, Defacqzstraat 1, Boîte 10, B-1000 Bruxelles, fax: +32 2 537 89 82.

Bolivie

Mr. MARIO ROLÓN ANAYA, Ph.D., Professor of Political Sociology and Economics at the University "Mayor de San Andres de la Paz", former Labor Minister, former Education Minister, former Minister of Foreign Affairs, former Bolivian Ambassador to the United Nations and President of the Security Council, former Bolivian Ambassador to the OAS and President of the Permanent Council, former Senator of the Republic, P.O. Box 2699, La Paz, fax: +591 02 35 17 55;

Her Excellency Dr. JULIA URIONA DE OLMOS, Doctor of Law and Political Sciences, Attorney, former Ambassador to Hungary and Costa Rica, Director and Professor of the Bolivian Academy of Diplomacy, President of the Bolivian Society of International Law, President of the Association of Lawyers of the Andean Countries, Member of the Advisory Council of the Ministry of Foreign Affairs, P.O. Box 4870, Calle Salgueiro 2354, Sopocachi, La Paz, tel: +591 2 41 04 68;

Dr. JAVIER MURILLO DE LA ROCHA, Doctor of Law, Professor of International Law, Minister of Foreign Affairs and Religion, former Ambassador to the Russian Federation, Head of Delegation for 43 special multilateral and bilateral missions within the region and throughout the world, Adjunct Ambassador to the United Nations, Secretary-General of the Andean Development Corporation, Calle las Retamas No. 8646, La Paz, tel: +591 2 79 24 00;

Dr. MARCELO OSTRIA TRIGO, Doctor of International Law, Professor of Maritime and Commercial Law, Secretary-General of the Presidency of the Republic, former Under-Secretary-General of the Ministry of Foreign Affairs and Religion, former Ambassador to Israel, Venezuela, Uruguay and Hungary, Member of the Advisory Council of the Ministry of Foreign Affairs and Religion, Calle J. No. 475, Sector San Ramón, Achumani, La Paz, tel: +591 2 71 17 98.

Bolivia

02-09-80 31-03-99

Brésil

M. VICENTE MAROTTA RANGEL, Membre honoraire d'UNIDROIT, Membre de la Cour d'Arbitrage du MERCOSUL, Membre de l'Institut de droit international, Président de l'Institut de Droit International et Relations Internationales (Université de São Paulo), Juge au Tribunal international du droit de la mer, spécialisations: droit de la mer, droit des conflits, arbitrage commercial, Université de São Paulo, Rua Caropa 467, 05447-000 São Paulo SP, fax: +55 11 815 80 76;

His Excellency Mr. JOSÉ SETTE CAMARA, Doctor of Law, former Ambassador, former Judge, Vice-President of the International Court of Justice, former President of a Chamber of that Court, specialization: legal regime of international rivers, Rua Carvalho Azevedo 96, Lagoa, Rio de Janeiro, RJ-CEP 22471;

M. FRANCISCO REZEK, LL.B., D.E.S. (Université Fédérale de Minas Gerais), Docteur de l'Université (Sorbonne), Diplôme en droit (Oxford), Juge à la Cour internationale de Justice à La Haye, Juge à la Cour suprême du Brésil, Professeur de droit international à l'Université de Brasilia, ancien Ministre d'État aux Affaires étrangères du Brésil, Cour internationale de Justice, Palais de la Paix, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas, tél: +31 70 302 24 05;

Brazil

10-04-79 10-04-85

19-05-83

19-05-87

M. LUIZ OLAVO BAPTISTA, Docteur en droit (Paris II), Professeur visiteur Faculté de Droit, Université du Michigan, Ann Arbor (1978-1979), ancien Président de l'Association des avocats de São Paulo, ancien Membre du Conseil Fédéral de l'ordre des avocats du Brésil, ancien Président de la Caisse d'assistance des avocats, Arbitre désigné par le Gouvernement du Brésil au Système de solution de disputes du MERCOSUL, Commandeur de l'ordre de Rio Branco, Avenida Paulista 1294 – 8^o andar, 01085-900 São Paulo SP, fax: +55 11 257 01 94.

03-07-95

Bulgarie

Bulgaria

M. LUBEN KULISHEV, ancien Conseiller juridique auprès du ministère des Affaires étrangères, Secrétaire général de l'Assemblée nationale, Conseiller du Président de l'Assemblée nationale, ancien Membre du Comité des droits de l'homme du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Membre de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance du Conseil de l'Europe à Strasbourg, Vice-Président de l'Association bulgare de droit international, Président de la Société pour l'ONU en Bulgarie, spécialisations: droit international, traités internationaux, droits de l'homme, organisations internationales, 14/16 rue "Tzanko Tzerkovski", 1421 Sofia;

09-12-86

23-04-98

M. SAVA PENKOV, Docteur en droit, Professeur de relations internationales et de droit international, Membre de l'Institut scientifique d'études macédoniennes, Membre du Conseil scientifique de l'Institut d'études thraces, Membre de l'Institut international de droit humanitaire et de son Conseil scientifique à San Remo, Membre de l'Institut "Henri Dunant" près le Comité international de la Croix-Rouge à Genève, Membre du Conseil européen de culture à Genève, Vice-Président de l'Association bulgare de droit international, spécialisations: relations internationales, droit international, problèmes internationaux du désarmement, droit international humanitaire, 15, rue "Solunská", 1000 Sofia;

23-04-98

Mr. DIMITAR GOCHEV, Judge at the Constitutional Court of the Republic of Bulgaria, Judge at the Court of Arbitration, ICC, Paris, former Judge at the European Court of Human Rights, Strasbourg, former Vice-President of the Supreme Court, former President of the Commercial Department of the Supreme Court, former Judge at the Supreme Court of the Republic of Bulgaria, former Arbitrator at the Court of Arbitration, Commercial Industrial Chamber in Sofia, former Legal Adviser and Judge at the State Court of Arbitration, Sofia, fax: +359 2 87 19 86;

08-03-00

Prof. TODOR TODOROV, Judge at the Constitutional Court of the Republic of Bulgaria, former Deputy Chairman of the Arbitration Court at the Bulgarian Chamber of Commerce and Industry, former Head of the International Law and International Relations Chair, fax: +35 92 8719 86.

25-04-00

Canada

Canada

Mr. SIMON V. POTTER, Attorney-at-Law Ogilvy Renault, Montreal, Member of the Roster of Experts, United States-Canada Free Trade Agreement and North American Free Trade Agreement, specializations: commercial litigation, international trade, competition law and administrative law, 1981 McGill College Avenue, Room 1100, Montreal, Quebec, fax: +1 514 286 54 74;

02-02-96

The Honourable Mr. Justice FRANK IACOBUCCI, LL.B., LL.M., LL.D.;

06-07-98

Prof. DONALD M. MCRAE, LL.B., LL.M., Dipl. Int. Law of the Bars of New Zealand and Ontario, holds the Hyman Soloway Chair in Business and Trade Law, former Dean of the Common Law Section, University of Ottawa, former Professor and Associate Dean at the Faculty of Law at the University of British Columbia, former Advisor to the Department of Foreign Affairs and International Trade and Counsel for Canada in several international fishery and

06-07-98

boundary arbitrations, Editor-in-Chief of the Canadian Yearbook of International Law;

Mr. MICHAEL R. LEIR, B.A., LL.B., LL.M., Legal Adviser at the Department of Foreign Affairs and International Trade, former Director-General of the United States Bureau, former Minister-Counselor for Congressional and Legal Affairs at the Canadian Embassy in Washington, D.C., former Director of the Legal Advisory Division in the External Affairs Department, former Assistant General Counsel in the Trade Negotiations Office, served overseas in Singapore and Geneva with the Department.

26-01-00

Chili

Chile

His Excellency Mr. SANTIAGO BENADAVA, former Ambassador of Chile, Professor of International Law at the University of Chile, Agustinas 972 – of. 518, Santiago, tel/fax: +56 698 60 37;

24-11-77

13-03-97

His Excellency Mr. RODRIGO DÍAZ ALBÓNICO, Lawyer, President of the Chilean Society of International Law, Professor of International Public Law at the Faculty of Law of the University of Chile, former National Director of the Chilean Bar Association, former Ambassador of Chile to Canada, Providencia 329, 3º Piso, Santiago;

04-07-90

13-03-97

His Excellency Mr. EDMUNDO VARGAS CARREÑO, Lawyer, Professor of International Law, former Juridical Counsellor at the Ministry of Foreign Affairs of Chile, former Director of the Diplomatic Academy, former Executive-Secretary of the Inter-American Commission of Human Rights of the OAS, former Under-Secretary of Foreign Affairs, former Member of the International Law Commission, Apartado Postal 10102, 1005 San José, Costa Rica;

04-07-90

13-03-97

Mr. EDUARDO VÍO GROSSI, Lawyer, Doctor in Public Law at the University of Social Sciences of Grenoble, France, President of the Inter-American Juridical Committee of the OAS, former President of the Administrative Tribunal of the Latin American Association for Integration, Professor of International Public Law at the University Diego Portales, Santiago de Chile, and at the Diplomatic Academy "Andrés Bello" of the Ministry of Foreign Affairs of Chile, Las Urbinas 53, Office 123, Providencia, Santiago.

20-08-90

13-03-97

Chine

China

Dr. DUANMU ZHENG, LL.B., LL.M., Doctor of Law, former Vice-President of the Supreme People's Court, Vice-President of the Chinese Society of International Law, former Member of the Drafting Committee of the Basic Law of the Special Administrative Region of Hong Kong, Professor at the Institute of Legal Studies of the Zhongshan University, Guangzhou, 27 Dong Jiao Min Xiang St., Dongcheng District, Beijing 100745, fax: +86 10 65 12 50 12;

16-07-93

Mr. SHAO TIANREN, LL.B., Legal Adviser to the Ministry of Foreign Affairs, Member of the International Space Law Society, Adviser to the Chinese Society of International Law, Adviser to the China Arbitration Committee on International Economy and Trade, Part-time Professor at Peking University, Ministry of Foreign Affairs, Treaty & Law Department, 2 Chao Yang Men Nan Avenue, Beijing 100701, fax: +86 10 65 96 32 09;

16-07-93

His Excellency Prof. WANG TIEYA, B.A., M.A., Judge of the International Criminal Court for the former Yugoslavia, Professor of International Law at Peking University, President of the Chinese Society of International Law, Member of the Institute of International Law, Fellow of the World Academy of Art and Science, Consulting Member of the Canadian Council on International Law, Visiting Professor of the Hague Academy of International Law, the International Criminal Court for the former Yugoslavia, Churchillplein 1, 2517 JW The Hague, The Netherlands, tel: +31 70 416 50 89, fax: +31 70 416 53 07.

16-07-93

Chypre	Cyprus	
Prof. NICHOLAS EMILIOU, Special Adviser to the Ministry of Foreign Affairs;		30-11-95
Mr. ANDREAS LOIZOU, Judge at the European Court of Human Rights, former Judge and former President of the Supreme Court of Cyprus, former Member and former President of the Committee of Independent Experts European Social Charter of the Council of Europe, fax: +357 2 47 35 99;		30-11-95
Mr. ALEKOS MARKIDES, Attorney-General of the Republic;		30-11-95
His Excellency Mr. GEORGIOS PIKIS, President of the Supreme Court of Cyprus.		30-11-95
Colombie	Colombia	
Mr. RAFAEL NIETO NAVIA, Doctor of Law and Economics, Professor of Public International Law, Director of the Department of Public Law, School of Law, University Javeriana, Bogotá, former President of the Inter-American Court of Human Rights at San José, Costa Rica, President of the International Tribunal between Argentina and Chile for the Laguna del Desierto case in Rio de Janeiro, Brazil, specialization: public and private international law, Edificio Seguros Fénix, Carrera 7 No. 32-33, Oficina 1304, Santa Fé de Bogotá 1, fax: +57 1 287 63 06;	01-08-88	01-08-94
Son Excellence M. CARLOS RESTREPO PIEDRAHITA, Docteur en droit et ès sciences politiques et sociales, Professeur de droit constitutionnel, ancien Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères, Santa Fé de Bogotá;	01-08-88	01-08-94
His Excellency Mr. RAFAEL RIVAS POSADA, Lawyer, former Minister of Education, Ambassador to the EEC, Belgium and Luxembourg, Ministry of Foreign Affairs of Colombia;	25-11-97	
Dr. FERNANDO HINESTROSA, Doctor of Law, Professor of Civil Law at the University of Colombia, former Minister of Justice, former Minister of Education, President of the Court of Arbitration of the Bogotá Chamber of Commerce, Dean of the University of Colombia since 1963.	19-10-99	
Congo (RD)	Congo (DR)	
M. MIKUIN LELIEL BALANDA, Docteur en droit, Premier Président de la Cour suprême de Justice, Président du Groupe de Travail spécial d'Experts de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU sur l'Afrique australe, Membre du Tribunal administratif de l'ONU, Professeur ordinaire à la Faculté de Droit de l'Université de Kinshasa, spécialisations: droit international public, droit international administratif, droit des organisations internationales, droit international criminel, Cour suprême de Justice, Boîte Postale 3382, Kinshasa/Gombe ou 1, Avenue Bellevue, Kinshasa/Ngaliema, Boîte Postale 13197, Kinshasa I;	18-02-81	23-03-93
M. LUNDA BULULU, Docteur en droit, Agrégé de l'enseignement supérieur en droit des gens, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Kinshasa, Professeur visiteur à la Faculté de Droit de l'Université de Lubumbashi, ancien Premier Ministre, ancien Membre du Haut-Conseil de la République, Parlement de Transition (Assemblée nationale), ancien Ministre des Affaires étrangères, Boîte Postale 15565, Kinshasa XI;	18-02-81	23-03-93
M. C. NGUYA-NDILA, Docteur en droit, Directeur adjoint du Bureau du Président de la République, Professeur ordinaire de droit international à la Faculté de Droit de l'Université de Kinshasa, Parc de Virunga, 17, Righini (Lemba), Boîte Postale 204, Kinshasa XI, Congo RD ou Jos Biesmanstraat, 2, 1560 Hoeilaart, Belgique, fax: +32 2 657 68 84.	18-02-81	23-03-93

République de corée

Republic of Korea

Mr. BOO-WHAN HAN, LL.B., LL.M., Director-General of the Prosecution Bureau, Ministry of Justice, former Director-General of the General Affairs Department, Supreme Public Prosecutor's Office, former Deputy Chief Public Prosecutor of the Seoul High Public Prosecutor's Office, fax: +82 2 507 65 24;

13-04-00

Prof. BJUNG-HWA LYOUNG, Professor of International Law, Korea University Seoul, President of the Korean Association of International Law, President of the Society for Research of Sea and Territory Affairs of North East Asia, President of the Transnational Law and Business University, Member of the Advisory Committee of the Ministry of Foreign Affairs, Korea University Seoul, College of Law, Seoul 136-701;

13-04-00

Prof. CHOONG-HYUN PAIK, Professor of International Law of the College of Law of Seoul National University, President of the International Human Rights Law Studies, former President of the Korean Association of International Law, former Special Rapporteur on the Situation of Human Rights in Afghanistan, United Nations Commission on Human Rights, fax: +82 2 335 67 93;

13-04-00

Prof. SOO-GIL PARK, Distinguished Professor, Graduate School of Advanced Studies (International Relations), Korea University, Retired from the MOFA, former Personal Envoy of the President in the Group of 16 on the Issue of United Nations Reform and Millennium Assembly, former President of the United Nations Security Council, former Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary and Permanent Representative to the United Nations in New York, fax: +82 2 729 38 53.

13-04-00

Croatie

Croatia

Her Excellency Ms. LJERKA ALAJBEG, B.A. (Law), Ambassador, Chief Legal Adviser of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Croatia, former Head of International Law Department of the Ministry of Foreign Affairs, former Minister Counsellor of the Embassy of the Republic of Croatia in Ottawa, Medvescak 19, 10000 Zagreb, tel: +385 1 466 72 64;

13-07-99

Dr. BOŽIDAR BAKOTIĆ, LL.B., J.S.D. (Zagreb), Professor of International Law of the University of Zagreb, Faculty of Law, Member OSCE Dispute Settlement Mechanism and conciliator of the Court of Conciliation and Arbitration within the OSCE, Member of the International Academy of Astronautics and formerly Member of the Board of Directors of the International Institute of Space Law, Faculty of Law, University of Zagreb, Trg Marsala Tita 14, 10000 Zagreb, fax: +385 1 42 36 40;

13-07-99

His Excellency Mr. JAKŠA MULJAČIĆ, LL.M. (Zagreb), Ambassador of the Republic of Croatia to the Kingdom of the Netherlands, former Senior Counsellor and Head of the Department at the Department of International Law at the Ministry of Foreign Affairs, Embassy of Croatia, 16 Amaliastraat, 2514 JC, The Hague, The Netherlands, fax: +31 70 362 31 95; The Netherlands;

13-07-99

Dr. BUDISLAV VUKAS, LL.M. (Zagreb), Doctor of Law, former consultant for UNEP, Member of the Preparatory Commission for the International Seabed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea, Member of the Court of Conciliation and Arbitration within the OSCE, University of Zagreb, Faculty of Law, Cirilometodska 4/1, 10000 Zagreb, fax: +385 1 42 36 40.

13-07-99

Cuba

Cuba

M. MIGUEL A. D'STEFANO PISSANI, Docteur en droit, Membre du secrétariat du Comité pour les sciences politiques du ministère des Affaires étrangères, ministère des Affaires étrangères, La Havane;

14-03-63

26-02-98

Mme OLGA MIRANDA BRAVO, Docteur en droit, Directeur juridique du ministère du Tourisme, La Havane;

09-07-74

26-02-98

Dr. MIGUEL ALFONSO MARTINEZ, Titular Professor in the Superior Institute for International Relations, Ave. 31 No. 4214 (altos) e/42 y 44, Playa, Ciudad de La Habana, fax: +53 724 15 16; 26-02-98

Dr. JOSÉ D. PERAZA CHAPEAU, Legal Director, Ministry of Foreign Affairs, Havana. 26-02-98

Danemark

His Excellency Mr. PAUL HENNING FISCHER, Doctor of Law, former Professor of the University of Copenhagen, former delegate General Assembly of the United Nations, former Ambassador to Poland, France and Germany, Judge ad hoc International Court of Justice, Member of the United Nations register of fact-finding experts, Straedet 8, DK-3100 Hornbaek; 26-02-82 20-09-99

M. NIELS MADSEN, ancien Sous-Secrétaire permanent à la Justice, Sverigesvej 16 A, DK-2800 Lyngby; 18-11-85 18-11-97

His Excellency Mr. TYGE LEHMANN, Ambassador, Senior Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs, Heerings Gaard, Asiatisk Plads 2, DK-1448 Copenhagen K, fax: +45 31 54 05 33; 09-08-86 02-10-98

Mr. NIELS PONTOPIDDAN, President of the Supreme Court of Denmark, Prins Jørgens Gård 13, DK-1218 Copenhagen K, tel: +45 33 15 66 50, fax: +45 33 15 00 10. 16-02-95

République dominicaine Dominican Republic

Son Excellence M. AMBROCIO ALVAREZ AYBAR, Licencié en droit, Ambassadeur, Secrétariat d'État des Relations extérieures, Boîte Postale 521, Santo Domingo D.N.; 21-12-77 21-09-83

Son Excellence M. ELADIO KNIPPING VICTORIA, Docteur en droit, Ambassadeur, Représentant permanent auprès des Nations Unies, Secrétariat d'État des Relations extérieures, Boîte Postale 521, Santo Domingo D.N.; 21-09-83

Son Excellence M. JOSÉ RAFAEL ANDRÉS ALVAREZ SÁNCHEZ, Docteur en droit, Avocat, Représentant de la République Dominicaine à plusieurs conférences internationales, notamment dans le domaine de l'aviation civile, Secrétariat d'État des Relations extérieures, Boîte Postale 521, Santo Domingo D.N. 02-08-90

Égypte

His Excellency Mr. AHMED ESMAT ABDEL-MEGUID, Doctor of Law, Secretary-General of the League of Arab States, former Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs, former Ambassador to France and to the United Nations, fax: +20 2 57 44 03 31; 25-04-90 26-04-96

Son Excellence M. BOUTROS BOUTROS-GHALI, Docteur en droit, ancien Secrétaire général des Nations Unies, ancien Ministre d'État des Affaires étrangères, Membre de la Commission des Nations Unies pour le droit international, Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, 28, rue de Bourgogne, 75007 Paris, France, fax: +33 1 44 11 12 76; 25-04-90 26-04-96

M. FAROUK SEIF EL NASR, Minister of Justice, Ministry of Justice, Cairo; 25-04-90 26-04-96

His Excellency Dr. MOUFID SHEHAB, Doctor of Law, Minister of Higher Education and Minister of State for Scientific Research, Cairo. 25-04-90 26-04-96

Denmark

26-02-82 20-09-99

Dominican Republic

21-12-77 21-09-83

Egypt

25-04-90 26-04-96

El Salvador

His Excellency Dr. REYNALDO GALINDO POHL, Doctor of Law, Professor of International Law, former President of the National Constitutional Assembly, former Chief of State, former Minister of Culture, former Member of the Inter-American Legal Committee of the OAS, Ambassador, Ministry of Foreign Affairs, San Salvador, fax: +503 225 41 71;

23-01-68

15-01-96

Mr. ALFREDO MARTINEZ MORENO, Doctor of Law, Professor of International Law, former President of the Supreme Court, former Minister of Foreign Affairs, Member of the United Nations International Law Commission, Ministry of Foreign Affairs, San Salvador;

27-06-73

15-01-96

Dr. DAVID ESCOBAR GALINDO, Dean of the University "Doctor José Matías Delgado", Member of the negotiating Commission of the 1980 General Peace Treaty between Honduras and El Salvador, Member of the 1992 Peace Commission, Member of the UNESCO Council;

15-01-96

Dr. GABRIEL MAURICIO GUTIÉRREZ CASTRO, former Vice-President of the Republic, former Judge and former President of the Supreme Court, Member of the Inter-American Legal Committee of the OAS, Substitute Judge of the Central American Court of Justice, former Professor of Law, Ministry of Foreign Affairs, San Salvador.

15-01-96

Équateur

Ecuador

Son Excellence M. GALO LEORO FRANCO, Docteur en droit, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Mission permanente de l'Équateur auprès du Bureau européen des Nations Unies, Rue de Lausanne 6^{ème} étage, 1202 Genève, Suisse;

24-07-87

02-05-95

His Excellency Mr. ENRIQUE PONCE Y CARBO, Doctor of Laws, Master of Laws, Yale University, Magistrate of the ancient Supreme Court of Justice, former Ambassador to the United Nations in Geneva, to the Holy See, etc., Chairman of the Human Rights Commission of the United Nations, former Professor of Civil Law, Commercial Law, Procedural Law and Diplomacy at the Catholic University of Ecuador, P.O. Box 17-12-454, Quito, fax: +593 2 52 65 64;

24-07-87

02-05-95

Dr. ALEJANDRO PONCE MARTÍNEZ, Professor of Law, Catholic University of Ecuador, Av. Tarqui 747, Fifth Floor, P.O. Box 17-01-600, Quito, fax: +593 56 25 84.

27-03-95

Espagne

Spain

M. JUAN ANTONIO CARRILLO SALCEDO, Docteur en droit, Professeur de droit international public à l'Université de Séville, Juge à la Cour européenne des droits de l'homme, República Argentina 56-1, 41011 Sevilla;

01-01-77

01-01-93

Son Excellence M. JOSÉ MANUEL LACLETA MUÑOZ, ancien Professeur de droit international public, de droit international privé et de droit diplomatique, ancien Chef du Bureau juridique international du ministère des Affaires étrangères, Chef de la Délégation espagnole à la Troisième Conférence sur le droit de la mer, Représentant permanent auprès du Conseil de l'Europe, Membre de l'"International Law Association", ministère des Affaires étrangères, Madrid;

01-01-93

M. JOSÉ ANTONIO PASTOR RIDRUEJO, Docteur en droit, Professeur de droit international à l'Université Complutense, Membre de l'Institut de droit international, Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies pour El Salvador, ancien Chef du Bureau juridique international du ministère des Affaires étrangères, Juge à la Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg;

01-01-93

M. SANTIAGO TORRES BERNARDEZ, Docteur en droit, ancien Directeur adjoint au Service juridique de l'ONU, ancien Greffier de la Cour internationale de Justice, Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice, Membre de l'Institut de droit international et de l'"International Law Association", spécialisations: droit des traités, responsabilité internationale, droit de la mer, succession d'États, frontières (terrestres et maritimes), droit des relations diplomatiques et consulaires, droit de l'environnement, droits de l'homme, procédures concernant les différents mécanismes de règlement pacifique des différends internationaux, Jorge Juan 40, 2 Izda, 28001 Madrid, fax: +34 1 431 76 74.

01-01-93

États-Unis d'Amérique

United States of America

Mr. EDWIN D. WILLIAMSON, Partner in the law firm of Sullivan and Cromwell, former Legal Adviser of the US Department of State, specializations: international financings and related transactions, international trade and investments, Sullivan & Cromwell, 1701 Pennsylvania Avenue, N.W., Washington D.C. 20006-5805, fax: +1 202 293 63 30;

21-11-91

07-10-98

Ms. LORI FISLER DAMROSCH, Professor of Law at Columbia University, former Attorney-Adviser to the US Department of State, Columbia University Law School, 435 West 116th Street, New York, NY 10027, fax: +1 212 854 79 46;

07-07-93

07-07-99

Mr. DAVID R. ANDREWS, Legal Adviser of the US Department of State, fax: +1 202 647 10 37;

07-10-98

Mr. CONRAD K. HARPER, Partner in the law firm of Simpson Thacher & Bartlett, New York, former Legal Adviser of the US Department of State, fax: +1 212 455 25 02.

07-10-98

Finlande

Finland

Mr. BENGT BROMS, Professor of International and Constitutional Law at the University of Helsinki, Member of the Iran-United States Claims Tribunal, Raatimiehenkatu 2 a, FIN-00140 Helsinki or Iran-United States Claims Tribunal, Parkweg 13, 2585 JH The Hague, The Netherlands, fax: +31 70 350 24 56;

01-04-86

01-01-95

His Excellency Mr. HOLGER ROTKIRCH, Ambassador, Director-General for Legal Affairs of the Ministry of Foreign Affairs, P.O. Box 176, FIN-00161 Helsinki, fax: +358 9 13 41 57 55;

01-01-95

Her Excellency Prof. KIRSTI RISSANEN, Secretary-General of the Ministry of Justice, Eteläesplanadi 10, P.O. Box 1, FIN-00131 Helsinki, fax: +358 9 18 25 75 25;

01-01-97

The Honorable Ms. ANJA TULENHEIMO-TAKKI, Justice S.C., Supreme Court, Pohjoisesplanadi 3, P.O. Box 301, FIN-00171 Helsinki, fax: +358 9 123 83 54.

01-01-97

France

France

Son Excellence M. GILBERT GUILLAUME, Président de la Cour internationale de Justice, ancien Directeur des Affaires juridiques au ministère des Affaires étrangères, Cour internationale de Justice, Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas, fax: +31 70 302 24 09 ou 36 rue Perronet, 92200 Neuilly-sur-Seine, fax: +33 1 47 45 67 84;

24-03-80

11-01-99

M. JEAN-PIERRE PUISSOCHET, Conseiller d'État, Juge à la Cour de justice des Communautés européennes, Plateau du Kirchberg, L-2925 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, fax: +352 43 03 20 00;

06-07-90

02-07-97

M. PROSPER WEIL, Professeur émérite à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, Membre de l'Institut de droit international, Membre et ancien Président du Tribunal administratif de la Banque Mondiale, 4 place du Président Mithouard, 75007 Paris, fax: +33 1 45 67 39 28;	06-07-90	02-07-97
M. MARC PERRIN DE BRICHAMBAUT, Conseiller d'État, Directeur chargé des affaires stratégiques, ministère de la Défense, Paris.	04-02-98	

Grèce

Son Excellence M. KONSTANDINOS P. ECONOMIDES, Docteur en droit, Professeur de droit international à l'Université des sciences sociales et politiques Pantios d'Athènes, Membre du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, Vice-Président de la Commission de Venise pour la démocratie par le droit, ancien Directeur du Département juridique du ministère des Affaires étrangères, 5 rue Asklipiou, 14563 Politeia, Athènes, fax: +30 1 360 80 53;

M. NICOLAS VALTICOS, Docteur en droit, Docteur honoris causa des Universités d'Athènes, de Louvain, d'Utrecht et de Neuchâtel, ancien Professeur de la Faculté de Droit de Genève, ancien Sous-Directeur général du Bureau international du Travail, Juge à la Cour européenne des droits de l'homme, Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice, Président du Curatorium de l'Academie de droit international de La Haye, Membre et ancien Vice-Président de l'Institut de droit international, 22 avenue William-Favre, 1207 Genève, Suisse;

M. ARGYRIS FATOUROS, JSD, Professeur à l'Université nationale d'Athènes, associé de l'Institut de Droit International, ancien Représentant permanent de la Grèce près de l'OCDE, Directeur honoraire du Centre de droit économique international et européen (Thessaloniki), Ipitou 21, 10557 Athènes, fax: +30 1 325 23 52.

Greece

03-04-79 27-03-92

Guatemala

Guatemala

M. JORGE SKINNER KLÉE, Doctor of Law and Social Sciences, former Minister of Foreign Affairs, ex-Councillor of State, ex-member of several Constituent Assemblies and of the Congress of the Republic of Guatemala, 9a Calle 3-72, Zona 1, Guatemala City, fax: +502 2 53 88 11;

02-10-85 27-03-92

Dr. ALBERTO HERRARTE GONZALEZ;

26-04-00

Mr. GABRIEL ORELLANA ROJAS;

26-04-00

Dr. FRANCISCO VILLAGRÁN KRAMER.

26-04-00

Guyana

Guyana

Mr. BERTIE G. RAMCHARAN, LL.M., Ph.D., Barrister-at-Law (Lincoln's Inn), Attorney-at-Law, Guyana, worked twenty-five years as a lawyer in the United Nations, presently Director in the Department of Political Affairs of the United Nations, United Nations Secretariat, Office Room S-3560A, New York, NY 10017, USA, fax: +212 963 89 76;

28-05-98

Mr. BERNARD C. DE SANTOS, S.C., former Attorney-General and Minister of Legal Affairs of the Government of Guyana, Attorney-at-Law in private practice, De Santos & Associates, Temple Chambers, 94, Regent & King Streets, Lacytown, Georgetown, tel: +592 2 6 22 56;

28-05-98

Mr. BARTON U.A. SCOTLAND, Bachelor of Laws (LL.B.), University of London, Master of Laws (LL.M.) (London), Doctor of Philosophy in International Law (Ph.D.) (London), former Ambassador, former Head of the Department of International Economic Cooperation, Attorney-at-Law in Private Practice which includes Civil and Criminal Litigation, Legal Advisory, Natural

28-05-98

Resources and Investment Law, Negotiations and International Law, Nabaclis Village, East Coast Demerara, fax: +592 2 777 79 (office);

His Excellency Mr. MOHAMED SHAHABUDDEEN, B.Sc. (Econ.), LL.B.; LL.M., Ph.D., LL.D. (London), hon. LL.D. (U.W.I.), Q.C., S.C., Honorary Bencher of the Middle Temple, former Solicitor-General of Guyana, former Attorney-General, former Minister of Justice, sometimes Acting Minister of Foreign Affairs, Vice-President International Criminal Tribunal for former Yugoslavia, P.O. Box 13888, 2501 EW The Hague, The Netherlands, fax: +31 70 364 99 28.

Haïti

M. GÉRARD DORCELY, ancien Ministre des Affaires étrangères et des Cultes, ancien Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, ancien Professeur de droit international privé à l'Université d'État d'Haïti, Département des Affaires étrangères, Port-au-Prince ou 150 Congress Street, Jersey City, NJ 07307, USA;

Son Excellence M. JEAN FORTIN CHERY, ancien Directeur général du ministère des Affaires étrangères et des Cultes, ancien Secrétaire d'État des Cultes, Ambassadeur consultant au ministère des Affaires étrangères et des Cultes, 4242 Carver Place, Gloucester, Ontario K1J 1B5, Canada;

M. DENIS RÉGIS, Avocat, ancien Directeur général du ministère des Affaires étrangères et des Cultes, Professeur de droit international privé et de droit international public à l'Université d'État d'Haïti, P.O. Box 2382, Port-au-Prince, W.I., fax: +509 46 43 32.

Haiti

22-03-76 28-05-93

Honduras

Son Excellence M. MARIO CARIAS ZAPATA, Docteur en droit, ancien Ambassadeur, Ministre des Relations extérieures, ministère des Relations extérieures, Tegucigalpa;

Son Excellence M. CARLOS LOPEZ CONTRERAS, ancien Ambassadeur et Ministre des Relations extérieures, Avocat et Notaire, Directeur de la Banque interaméricaine d'Intégration économique, Edif. Midence Soto, Tegucigalpa;

Son Excellence M. JORGE RAMON HERNANDEZ-ALCERRO, Docteur en droit, ancien Vice-Ministre des Relations extérieures, Juge à la Cour inter-américaine des droits de l'homme, Ambassadeur aux États-Unis d'Amérique, 10924 Brewer House Road, N. Bethesda, MD 20852, USA;

Son Excellence M. POLICARPO CALLEJAS BONILLA, Avocat et Notaire, ancien Ambassadeur et Vice-Ministre des Relations extérieures, Membre de la Commission juridique interaméricaine, Conseiller au ministère des Relations extérieures, ministère des Relations extérieures, Tegucigalpa.

Honduras

11-03-80 11-03-86

Hongrie

His Excellency Mr. ARPÁD PRANDLER, Ambassador, Senior Adviser to the Ministry of Foreign Affairs, former Head of the International Law Department of the Ministry of Foreign Affairs, Honorary Professor of International Law, former deputy to Deputy Secretary-General (UN, disarmament), Ministry of Foreign Affairs, Budapest 62 PF: 423, 1394, fax: +36 1 458 10 91;

M. GYÖRGY SZÉNÁSI, LL.D., Ambassadeur, Directeur du Service de Droit international, Représentant de la Hongrie à la Sixième Commission (Affaires juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies, Agent de Hongrie devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire concernant le projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie v. Slovaquie), ministère des Affaires étrangères, 1394 Boîte Postale 62 PF 423, Budapest 1025, fax: +36 1 458 10 91;

Hungary

24-07-81 02-04-99

Dr. JÁNOS BRUHÁCS, Professeur de droit international public et de droit européen à l'Université Janus Pannonius de Pécs, ancien Doyen de la Faculté de Droit, spécialisations: droit des cours d'eau internationaux, droit international de l'environnement, droit des traités, 7622 Pécs, 48-astér 1, fax: +36 72 21 51 48;	02-04-99
Prof. VANDA LAMM, Professor of Public International Law of the University of Miskolc, Director of the Institute for Legal Studies of the Hungarian Academy of Sciences, Deputy arbitrator of the Court of Conciliation and Arbitration of the OSCE, Secretary-General of the Hungarian Branch of the International Law Association, Vice-President of the International Nuclear Law Association, Institute for Legal Sciences of the Hungarian Academy of Sciences, Országház u. 30, P.O. Box 25, H-1250 Budapest, fax: +36 1 375 78 58.	02-04-99
Inde	India
The Honourable Justice PRAFULLACHANDRA N. BHAGWATI, LL.D., former Chief Justice of India, Member of the Indian Council of Arbitration, Chairman of the South Asian Task Force on Judiciary, S-296, Greater Kailash-II, New Delhi-110048;	24-06-85 21-06-93
Mr. MILON K. BANERJI, Barrister, former Attorney-General of India, F-19, Maharani Bagh, New Delhi-110065, fax: +91 11 882 44 79;	21-06-93
The Honourable RANGANATH MISHRA, former Chief Justice of India, former Chairman of the Human Rights Commission, B-32, Pamposh Enclave, First Floor, New Delhi-110048;	21-06-93
His Excellency Justice R.S. PATHAK, former Judge of Allahabad High Court, former Chief Justice of India, former Judge International Court of Justice at The Hague, 7, Sardar Patel Marg, Diplomatic Enclave, New Delhi-110021, fax: +91 11 301 71 70.	25-02-97
Irak	Iraq
His Excellency Dr. RIYADH MAHMOUD SAMI AL-QAYSI, Doctor of International Law, Ambassador, Member of the Commission of International Law of the United Nations, under the Minister of Foreign Affairs in charge of Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Baghdad, fax: +964 01 543 37 46;	24-01-82 20-04-98
His Excellency Mr. AKRAM AL-WITRI, Doctor of Public International Law, Director-General of the Legal Department of the Ministry of Foreign Affairs, Legal Advisor of the Ministry of Foreign Affairs, Baghdad, fax: +964 01 543 37 46;	09-11-87 20-04-98
Mr. ABDUL MAJID AL-JANABI, LL.B., Vice-President of the Court of Cassation, Ministry of Justice, Baghdad;	28-05-90 20-04-98
Mr. IBRAHIM HUSSEIN ABBAS AL-IZZI, Vice-President of the Court of Cassation, Ministry of Justice, Baghdad, fax: +964 01 543 37 46.	20-04-98
Iran	Iran
M. HASSAN EBRAHIM HABIBI, Docteur en droit, ancien Professeur de l'Université de Téhéran, ancien Ministre de la Culture et de l'Enseignement supérieur, ancien Ministre de la Justice, Premier Vice-Président de la République, Membre du Conseil de Surveillance, Ministre des Affaires étrangères, Téhéran;	11-10-84 17-12-91
M. GOUDARZ EFTEKHAR JAHROMI, Docteur en droit, Doyen de la Faculté de Droit de l'Université Shahid Beheshti, Chef des Services de droit international de la République islamique d'Iran, Président de l'Association iranienne des avocats, Conseiller juridique du Président de la République, Membre du Conseil de Surveillance, l'Université Shahid Beheshti, Téhéran ou 140 Ave. Forsat Ave. Taleghani, Téhéran, fax: +98 21 882 95 92;	11-10-84 17-12-91

Dr. MOHSEN AGHAHOSSEINI, former Director of the Hague Branch of Iran's Bureau of International Legal Services, Member of the Iran-United States Claims Tribunal since 1990, Judge ad hoc of the International Court of Justice, in the case concerning the Aerial Incident of 3 July 1989 (1991 to 1996), Iran-United States Claims Tribunal, Parkweg 13, 2585 JH The Hague, The Netherlands, tel: +31 70 352 00 64, fax: +31 70 352 24 56; 01-08-95

Dr. M. MASHKOO. 01-08-95

Israël

His Excellency Mr. SHABTAI ROSENNE, Advocate, former Ambassador, former Member of the Commission of International Law of the United Nations, Member of the Institute of International Law, specializations: general international law, treaties, law of the sea, international procedures, P.O. Box 3313, 91033 Jerusalem, tel: +972 2 652 43 39, fax: +972 2 652 64 01, e-mail: Rosennes@netvision.net.il; 21-10-62 05-09-97

Ms. RUTH LAPIDOTH, LL.M., Doctor of the University of Paris, Professor of International Public Law at the Faculty of Law, Mount Scopus, Jerusalem 91905; 01-01-89 05-09-97

Mr. MEIR SHAMGAR, former President of the Supreme Court, specializations: constitutional law, administrative law, criminal law, laws of war, Sachar Street 12, Jerusalem 96263, fax: +972 02 52 61 30; 01-01-89 05-09-97

Mr. ALAN BAKER, LL.B., LL.M., Legal Adviser, Ministry of Foreign Affairs, Member of the International Law Association, former Legal Officer in the International Law Branch of the Military Advocate-General's Office, former staff member of the United Nations, Office of Legal Affairs, General Legal Division. Legal Adviser to the Israeli Delegation to numerous conferences, specializations: law of armed conflict, human rights, humanitarian law, law of the sea, and disarmament law, born in Leeds, England, studied at University of London (LL.B.) and the Hebrew University of Jerusalem (LL.M.), fax: +972 2 530 32 51. 09-09-98

Italie

His Excellency Prof. LUIGI FERRARI BRAVO, Doctor of Law, Professor of International Law at the Faculty of the University of Rome "La Sapienza" (until October 1998), President of UNIDROIT (since 1995), Member of the European Court of Human Rights (since 1 November 1998), Head of the Legal Department of the Ministry of Foreign Affairs (1 September 1985 - 31 December 1994), Member of the International Court of Justice (1995-1997), Member of the International Law Commission (1996-1997), Member of the International Law Institute and International Law Association, specializations: law of treaties, foreign investment law, commercial law, environmental law, human rights law, Via Panisperna 28, 00184 Rome, fax: +39 06 994 13 94; 10-03-87 10-03-93

Prof. UMBERTO LEANZA, Docteur en droit, Professeur de droit international à l'Université de Rome "Tor Vergata" (depuis 1963), Chef du Service du Contentieux diplomatique, des Traités et Affaires législatives (depuis 1995), Agent du Gouvernement italien devant les cours internationales (depuis 1995), Membre du Conseil de direction de l'Association italienne pour l'arbitrage (depuis 1998), Membre de l'"International Law Association", de l'"International Juridical Association" et d'UNIDROIT, spécialisations: droit international de la mer, droit de l'espace aérien et cosmique, droit de l'Union européenne, droit international et communautaire sur la protection des biens culturels, droit international pénal, ministère des Affaires étrangères, Piazzale della Farnesina 1, Rome, tel: +39 06 323 60 37, fax: +39 06 323 03 15; 06-03-95

Son Excellence Dr. ALBERTO DE ROBERTO, Président de la Section VI du Conseil d'État d'Italie, Professeur (sous contrat) de droit administratif auprès 04-04-97

Israel

21-10-62 05-09-97

01-01-89 05-09-97

01-01-89 05-09-97

09-09-98

10-03-87 10-03-93

Italy

06-03-95

04-04-97

de la Faculté de Jurisprudence de l'Université LUISS de Rome, Piazza Capo di Ferro 13, 00186 Rome, fax: +39 6 682 75 34;

Prof. BENEDITTO CONFORTI, Professeur titulaire de la Faculté de Droit international de l'Université de Naples, Juge à la Cour européenne des droits de l'homme. 27-03-00

Japon

Japan

Son Excellence M. TORU NAKAGAWA, Docteur en droit, ancien Ambassadeur auprès des Nations Unies, Vice-Président de l'Institut japonais des Affaires internationales, 1-14-1, Nishiogi Minami, Suginami-ku, Tokyo;

Mr. SHIGEJIRO TABATA, Doctor of Law, Professor emeritus of Kyoto University, Member of the Japan Academy, specializations: international law, especially international protection of human rights, 5-3, Kitashirakawa Kamihate-cho, Sakyo-ku, Kyoto 606; 20-08-85 20-08-97

Mr. TOSHIJIRO NAKAZIMA, former Justice of the Supreme Court of Japan, former Deputy Minister of Foreign Affairs, former Ambassador to China, Australia and Singapore, 1-28-7 Hamadayama, Suginami-ku, Tokyo; 01-05-97

Judge SOJI YAMAMOTO, LL.B., Faculty of Law, University of Tokyo, LL.D. (Doctor of Laws) University of Tokyo, Judge of the International Tribunal for the Law of the Sea, Professor emeritus of Tohoku University, Sendai, Takiyama 7-1-6, Higashikurune City, Tokyo 203-0033. 23-03-00

Jordanie

Jordan

His Excellency Mr. AWN AL-KHASAWNEH, former Chief of the Royal Hashemite Court, Member of the United Nations International Law Commission, former Advisor to his Late Majesty King Hussein on International Law, 61 Zahran Street, Amman, fax: +962 6 462 65 75; 07-08-99

Dr. MOHAMMAD Y. ALWAN, Professor and Dean, Faculty of Law, Applied Science University, Jordan, former Professor of Algiers University, Jordan University, Kuwait University, International Institute of Human Rights Strasbourg, France, fax: +962 6 516 78 33; 07-08-99

Mr. MOHAMMAD EID BUNDUKTJI, Advocate, Member of Jordanian Bar Association, President of Jordanian Arbitration Association, Board Member of Royal Jordanian Airlines and Board Member of Faculty of Law, University of Jordan, Conciliator at International Centre for Settlement of Investment Disputes, Chief Council of the Tax Department, P.O. Box 2453, Code 1181, Jabal Amman, fax: +962 6 463 96 85; 07-08-99

His Excellency Mr. ADIB HALASA, LL.M., Cairo University, Lawyer and current Member of the Upper House (Senate), former Minister of Transportation, former Judge of Higher Justice Court and Court of Cassation, P.O. Box 950 576, Amman 11195, fax: +962 6 56 84 45. 07-08-99

Laos

Laos

M. KET KIETTISAK, Président de la Cour suprême, ancien Conseiller à la Cour d'Annulation, ancien Directeur-adjoint des Tribunaux, ancien Directeur de l'École de Droit, Cour populaire suprême, Vientiane; 28-10-93

M. KIJSINH SINPHAMNGAM, Licencié en droit, Président de la Chambre criminelle, Procureur général adjoint, ministère des Affaires étrangères, Vientiane; 28-10-93

M. BOUNTHONG VONGSALY, Docteur en droit, Ambassadeur du Laos en Malaisie, ancien Juge auprès du Tribunal de Première Instance, ancien Directeur 28-10-93

du Département des Affaires consulaires, ancien Directeur du Département des Traités et du Droit du ministère des Affaires étrangères, ministère des Affaires étrangères, Vientiane, fax: +856 21 41 40 09.

Liban

M. ANTOINE BAROUD, Président honoraire du Conseil d'État, Avocat, Université libanaise, Jeita Kesrouan;

Son Excellence Dr. ZAFER EL-HASSAN, Ambassadeur, ancien Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, ancien Conseiller d'État, Avenue Takieddine El-Solh-Kreitem, 7^{ème} étage – Immeuble Bezri, Boîte Postale 11-3300, Beyrouth;

Mr. RAMZI JOREIGE, Avocat à la Cour, Boîte Postale 2047/116, Beyrouth;

Dr. GHALEB SOBHI MAHMASSANI, Avocat, Immeuble Serhal, Rue du Caire, Hamra, Beyrouth.

Lebanon

23-02-72 11-09-96

11-09-96

11-09-96

11-09-96

Luxembourg

M. FERNAND HESS, Conseiller honoraire à la Cour de cassation, 12, Boulevard Joseph 11, L-1840 Luxembourg;

M. JEAN MISCHO, Avocat général à la Cour de justice de l'Union européenne.

Luxembourg

29-09-92

05-01-99

Malte

The Honourable Mr. Justice CARMEL A. AGIUS, Doctor of Law (LL.D.), University of Malta, Bachelor of Arts (B.A.) in English, Italian and Economics University of Malta, Acting Chief Justice in the absence of the Chief Justice;

Prof. DAVID J. ATTARD, Diploma Notary Public, Doctor of Laws (LL.D.) University of Malta, Doctor of Philosophy (D.Phil. University of Oxford), Chairman of the Malta Arbitration Centre, former Adviser to the Minister of Foreign Affairs, President and founder of the Maltese Branch of the International Law Association;

Dr. GIOVANNI GRIXTI, Magistrate–Law Courts, Diploma Notary Public, Degree Doctor of Laws (University of Malta), Master of Laws in International Maritime Law, Lecturer in postgraduate degree at the International Maritime Law Institute in International Maritime Labour Law, The Courts of Justice, Republic Street, Valetta, fax: +356 24 04 58.

Malta

21-12-98

21-12-98

21-12-98

Mexique

His Excellency Dr. EMILIO O. RABASA, Doctor of Law, Professor of Comparative Law and Constitutional Law, Member of the Institute for Legal Research at the National Autonomous University of Mexico, former Ambassador in Washington, former Minister of Foreign Affairs, Insurgentes Sur 2376, 7º piso, Colonia Chimalstac, Mexico D.F., CP 01060;

His Excellency Dr. ALBERTO SZÉKELY SANCHEZ, Consultant en droit international, droit de la mer et droit de l'environnement, Professeur de droit international visitant à l'Université de droit de l'Arizona, Directeur de recherches au "International Transboundary Resources Center", Career Ambassador, Ancien membre de la Commission du droit international des Nations Unies, ministère des Affaires étrangères, México D.F., Consultoría Jurídica Internacional, Plaza del Carmen 5, Despacho 6, Costado Calle de la Amargura, San Angel, México, D.F., 01000, tel: +525 616 6525. fax: +525 616 0839, e-mail: askelezy@compuserve.com.mx;

His Excellency Dr. ALEJANDRO SOBARZO, Doctor of Law, Professor of Public International Law, ex-Senator, ex-Ambassador, Minister of Foreign

Mexico

15-02-80 30-05-00

15-02-86 30-05-00

17-03-87 30-05-00

Affairs, Hamburgo 70-303 Col. Juárez, Mexico, D.F., 06600, tel: +525 14 59 22 and +525 11 13 83, fax: +525 25 08 27, private address: Privada de los Cedros num. 75, col. Lomas de Tetelpan, Delegación Alvaro Obregón, Mexico, D.F., CP 01720, tel: +525 85 29 21 or +525 85 25 08.

Nicaragua

Son Excellence M. ALEJANDRO MONTIEL ARGÜELLO, Docteur en droit, ancien Professeur de droit international, ancien Ministre des Affaires étrangères, ancien Ambassadeur (Panama, Royaume-Uni, France, Pays-Bas, New York et Nations Unies), Assesseur du ministère des Affaires étrangères, ministère des Affaires étrangères, Managua;

Dr. GUILLERMO ARGÜELLO POESY, Doctor of Law, Vice-Minister of Foreign Affairs, former Member of the Commission to redact the Project of the Electoral Law, Altos de Santo Domingo, Managua;

Dr. EDMUNDO CASTILLO, Legal Advisor of the Presidency of the Republic, former Secretary-General of the Ministry of Foreign Relations, responsible for the Foreign Service's Institutional Affairs, former Vice-Minister of the Ministry of Foreign Relations, responsible for assisting the Minister in the formulation and implementation of Nicaragua's Foreign Policy and in International Legal Affairs;

Her Excellency Ms. CECILE SABORIO COZE, Secretary-General and General Director of Foreign Policy of the Ministry of Foreign Affairs.

Nicaragua

15-01-91

24-03-98

24-03-98

24-03-98

Nigéria

The Honourable Prince BOLA AJIBOLA, Doctor of Law, High Commissioner of Nigeria, Judge ad hoc and former Member of the International Court of Justice, Judge Constitutional Court of Bosnia and Herzegovina, Judge World Bank Administrative Tribunal, Commissioner United Nations Compensation Commission, former Attorney-General and Minister of Justice of the Federal Republic of Nigeria, former Member of the International Law Commission of the United Nations, Nigeria High Commission, P.O. Box 29041, London WC2N 5QJ, UK;

The Honourable Mr. Justice MOHAMMED BELLO, CON, Doctor of Law, Retired Chief Justice of the Federal Republic of Nigeria, Supreme Court of Nigeria, Tafawa Balewa Square, Lagos, fax: +234 1 263 54 26;

The Honourable Mr. CLEMENT O. AKPAMGBO, SAN, Senior Advocate of Nigeria, former Attorney-General and Minister of Justice of the Federation of Nigeria, former President of the Nigerian Bar Association, Member of the International Bar Association, C.O. Akpamgbo Chambers Barristers & Solicitors, 39 Bedewright Street Uwani, Enugu, Enugu State;

The Honourable Mr. ALHAJI ABDULLAHI IBRAHIM, OFR, SAN, Attorney-General and Minister of Justice of the Federation of Nigeria, former Federal Minister of Transport and Aviation, former Federal Minister of Education, Science & Technology.

Nigeria

13-01-87

22-11-95

13-01-87

22-11-95

18-05-92

02-04-98

Norvège

Son Excellence M. PER TRESSELT, Juge à la Cour EFTA à Luxembourg, ancien Ambassadeur de Norvège à Moscou, Fédération de Russie, ancien Directeur général des Affaires juridiques au ministère des Affaires étrangères, 1, rue du Fort Thungen, Luxembourg;

Mme KARIN BRUZELIUS, Juge à la Cour suprême de Norvège, ancien Secrétaire général au ministère des Transports, ancien Directeur général des Affaires polaires au ministère de la Justice, Postboks 8016 Dep., N-0030 Oslo;

Norway

01-08-93

01-08-96

Son Excellence M. HANS WILHELM LONGVA, Ambassadeur, Directeur général des Affaires juridiques au ministère des Affaires étrangères, Utenriksdepartementet, P.O. Box 8114 Dep., N-0032 Oslo; 01-08-96

Son Excellence Dr. CARSTEN SMITH, Doctor juris, Président de la Cour suprême de Norvège, ancien Professeur à l'Université d'Oslo, Høyesterett, Postboks 8016 Dep., N-0030 Oslo. 01-08-96

Nouvelle-Zélande

The Honourable Sir KENNETH KEITH, KBE, Judge of the Court of Appeal of New Zealand, Professor emeritus of the Law Faculty of the Victoria University of Wellington, specializations: law of armed conflict, treaty law, Court of Appeal, P.O. Box 1606, Molesworth Street, Wellington, fax: +64 4 915 82 50;

Mr. J.J. MCGRATH, QC, Solicitor-General of New Zealand, former barrister in private practice and law partnerships, former Chancellor, Pro-Chancellor of the Victoria University of Wellington, Crown Law Office, P.O. Box 5012, Wellington, fax: +64 4 473 34 82;

The Honourable MARGARET WILSON, Attorney-General and Member of Parliament, Minister in Charge of Treaty of Waitangi Negotiations, Minister of Labour, Associate Minister of Justice, former Dean and Professor of Law of the University of Waikato (Hamilton), former Commissioner of the New Zealand Law Commission, Parliament Buildings, Wellington;

The Rt. Hon. Dame SIAN ELIAS, JSM, QC, GNZM, Chief Justice of New Zealand, former barrister in private practice, former Commissioner of the New Zealand Law Commission, former High Court Judge, Chief Justice's Chambers, High Court, P.O. Box 1091, Wellington, fax: +64 4 915 81 36.

New Zealand

08-05-85 16-11-98

25-05-89 16-11-98

26-04-00

03-05-00

Ouganda

His Excellency Mr. PETER C.R. KABATSI, LL.B., Hons (MUK), DLP, LDC, Advocate (Uganda) and Attorney and Notary (Lesotho), Member of the International Law Commission (Geneva), Permanent Secretary and Solicitor-General of the Ministry of Justice, Parliament Buildings, P.O. Box 7183, Kampala, fax: +256 41 25 48 29;

Ms. ANNA MAGEZI, Barrister, President of the Industrial Court, former State Attorney, former Magistrate, Office of the President, Industrial Court, Ministry of Labour and Social Welfare, P.O. Box 7009, Kampala, fax: +256 34 55 97;

Mr. BEN J. ODOKI, Justice, Supreme Court of Uganda, Judge's Chambers, P.O. Box 6679, Kampala, fax: +256 41 24 39 71. 19-04-95

Uganda

19-04-95

19-04-95

19-04-95

Pakistan

The Honourable Mr. YAHYA BAKHTIAR, M.A., Barrister-at-Law, Member of the Senate of Pakistan, Senior Advocate of the Supreme Court of Pakistan, former Attorney-General of Pakistan, 3-1/77 Jinnah Road, Quetta;

Mr. Justice SAAD SAOOD JAN, former Judge at the International Criminal Court for the former Yugoslavia in The Hague and former Judge at the Supreme Court of Pakistan, 33 Ahmad Block, New Garden Town, Lahore; 03-07-89

Mr. Justice ZAFFAR HUSSAIN MIRZA, former Judge at the Supreme Court of Pakistan, Karachi; 03-07-89

Mr. Justice DORAB F. PATEL, former Judge at the Supreme Court of Pakistan, Ministry of Foreign Affairs, 1-Sunny Side Road, Quetta. 03-07-89

Pakistan

03-07-89

03-07-89

03-07-89

Panama

Mr. ROBERTO ALEMAN, Doctor of Law, Attorney, former President of the Panama Foreign Office Counselor Board, former Ambassador to the United States, Icaza, Gonzalez-Ruiz & Aleman, P.O. Box 850, Panama 1;

M. CARLOS BOLIVAR PEDRESCHI, Docteur en droit, ministère des Relations extérieures, P.O. Box 4746, Panama 5;

Mr. MIGUEL J. MORENO, Doctor of Law, Professor of Diplomatic and Consular Practice, Under-Secretary of Foreign Relations, Legal Adviser to the Ministry of Foreign Relations, former Ambassador, former Minister of Foreign Relations, P.O. Box 7274, Panama 5, fax: +507 264 39 33.

Panama

05-11-90

Paraguay

Son Excellence M. CARLOS AUGUSTO SALDIVAR, Docteur en droit et ès sciences sociales, ancien Ministre des Relations extérieures, ancien Sénateur, Membre du Conseil consultatif du ministère des Relations extérieures, Haedo 407, 4^e Piso (Casilla de Correos 981), Asunción, fax: +595 21 49 80 19;

M. GERÓNIMO IRALA BURGOS, Docteur en droit et ès sciences sociales, Membre de la Cour suprême du Paraguay, Professeur de droit international public à la “Universidad Nacional de Asunción” et à la “Universidad Católica de Asunción”, ancien Juge de première et deuxième instance, Asunción;

His Excellency Mr. LUIS MARIA RAMIREZ BOETTNER, LL.M., S.J.D., Ambassador of Paraguay to the World Trade Organization and to the specialized offices of the United Nations in Geneva, Switzerland, former Minister of Foreign Affairs, former Assistant Secretary-General of the United Nations, Mission of Paraguay, 28, A, Chemin du Petit Saconnex, 1209 Geneva, Switzerland;

Dr. MIGUEL ANGEL RAMIREZ GARCIA, Senator, former Legal Advisor to the Presidency, former Minister of Internal Affairs.

Paraguay

31-12-60

19-04-95

Pays-Bas

Netherlands

01-02-00

Mr. DETMER H. BEUKENHORST, Judge, Supreme Court of The Netherlands, P.O. Box 20303, 2500 EH The Hague;

Dr. PIETER VAN DIJK, Member of the Council of State of The Netherlands, President of the Administrative Jurisdiction Division of the Council of State, former Judge at the European Court of Human Rights, former substitute Judge at the Court of Appeal in The Hague, former substitute Judge at the Industrial Appeals Tribunal in The Hague, former Professor of the Law of International Organizations at Utrecht University, Council of State, P.O. Box 20019, 2500 EA The Hague;

Prof. JOHAN G. LAMMERS, Legal Adviser of the Netherlands Ministry of Foreign Affairs, Professor of International Environmental Law of the University of Amsterdam, former Professor of Public International Law and International Relations of the University of Amsterdam, former Rapporteur and Member of the Experts Group on Environmental Law, established by the World Commission on Environment and Development, former Director of the 1985 Centre for Studies and Research in International Law and International Relations (concerning Transfrontier Pollution and International Law) of the Hague Academy of International Law, Ministry of Foreign Affairs, P.O. Box 20061, 2500 EB The Hague, fax: +31 70 348 51 28;

Prof. NICO J. SCHRIJVER, Professor of International Law, Free University Amsterdam, Professor of International Law, Institute of Social Studies in The Hague, visiting Professor Europe and North-South Co-operation, Université Libre de Bruxelles, Chairman of the Academic Council on the United Nations

01-02-00

01-02-00

01-02-00

01-02-00

System, former Legal Officer in the Office of the Legal Counsel, United Nations Secretariat, New York, General Rapporteur of the International Law Association's Committee on Legal Aspects of Sustainable Development, Free University, Faculty of Law, De Boelelaan 1105, 1081 HV Amsterdam, fax: +31 20 444 63 00.

Pérou

His Excellency Mr. GONZÁLO FERNÁNDEZ PUYO, Lawyer, former Ambassador of Peru in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, current Professor of the course "Diplomatic Law" at the Diplomatic Academy of Peru, President of the Peruvian Society of International Law, Member of the Academy of International and Comparative Law of the Inter-American Federation of Lawyers;

Her Excellency Dr. BEATRIZ M. RAMACCIOTTI, Graduate M.A. Fletcher School of Law & Diplomacy, Permanent Representative of Peru to the OAS (since 1994), President Juridical and Political Affairs Committee OAS Permanent Council (1996-1997), President of the Permanent Council of the OAS (1996), 2201 Wisconsin Ave., N.W., Suite 220, Washington D.C. 20007, USA, fax: +1 202 337 68 66;

His Excellency Dr. FERNANDO DE TRAZEGNIES-GRANDE, Avocat and Doctor of Law, Ambassador to the Sovereign Order of Malta in Peru, principal Professor of the School of Graduates of the Pontifical Catholic University of Peru, Honorary Professor of the Universities of San Agustín and Santa María in Arequipa, Member of the Arbitral Tribunal and Individual Arbitrator in several cases;

Mr. EDUARDO FERRERO, Director of the Peruvian Center of International Studies.

Peru

12-09-96

12-09-96

12-09-96

19-02-99

Pologne

Mr. JERZY MAKARCZYK, Doctor of Law, Professor of Public International Law, former Secretary of State at the Ministry at Foreign Affairs of the Republic of Poland, Vice-President of the International Law Association, Judge of the European Court of Human Rights in Strasbourg, tel: +33 3 88 41 34 53, fax: +33 3 88 41 27 91;

Mr. KAROL WOLFKE, Doctor of Law, Professor of Public International Law at the University of Wroclaw, ul. Dembowskiego 80 m.l., 51 669 Wroclaw, tel/fax: +48 71 40 23 32;

Prof. RENATA SZAFARZ, Doctor of Law, Professor of Public International Law, Head of the International Law Section of the Institute of Legal Sciences of the Polish Academy of Sciences, specializations: public international law, law of treaties, state succession to treaties, pacific settlement of disputes, including compulsory jurisdiction of the International Court of Justice, European international law, Institute of Legal Sciences of the Polish Academy of Sciences, ul. Nowy Swiat 72, 00-330 Warsaw, fax: +48 22 26 78 53;

His Excellency Mr. KRZYSZTOF SKUBISZEWSKI, Doctor of Law, Professor of Public International Law, President of the Iran-United States Claims Tribunal, former Minister of Foreign Affairs of the Republic of Poland, Parkweg 13, 2585 JH The Hague, The Netherlands, tel: +31 70 352 00 64, fax: +31 70 350 24 56.

Poland

10-04-91

12-07-99

13-01-93

01-02-93

12-07-99

Portugal

Mme ISABEL MARIA DE MAGALHAES COLLAÇO, Docteur en droit, Professeur de droit international privé à la Faculté de Droit de Lisbonne, Rua do Prior 30, 3, Esq., Lisbonne;

Portugal

25-01-75

08-03-89

Dr. MÁRIO FERREIRA BASTOS RAPOSO, Avocat, Professeur de droit maritime à l'Université, ancien Bâtonnier de l'Ordre des avocats, Ministre de la Justice et Conseiller d'État, spécialisations: droit maritime, droit de la mer, droit commercial, Rua de S. Gabriel 7, Alto do Lagoal, Caxias, 2780 Paço de Arcos, fax: +351 1 443 28 84. 08-03-89

Roumanie

His Excellency Mr. CORNELIU BÎRSAN, Ph.D. in Law Sciences, Judge at the European Court of Human Rights, former Professor of Civil Law at the Law Faculty in Bucharest, Council of Europe, 67075 Strasbourg Cedex, France, fax: +33 3 88 41 27 30; 08-01-91 23-05-97

Son Excellence M. ION DIACONU, Docteur en sciences politiques, Ambassadeur à Copenhague, Conseiller juridique et Professeur de droit international, spécialisations: philosophie générale du droit international (nature, sources, normes impérative), droits de l'homme, règlement pacifique des litiges, ambassade de Roumanie, Strandagervej 27, 2900 Hellerup, Copenhague, fax: +31 62 78 99 ou Calea Mosilor 292, Bl. 38, ap. 4, Bucharest 2; 08-01-91 23-05-97

Mr. DINU IANCULESCU, former Judge, Director of the International Relations Department of the Ministry of Justice, P-ta Natiunilor Unite 3-5, sc.A., ap. 116, Bucharest 4. 08-01-91 23-05-97

Royaume-Uni

United Kingdom

His Excellency Sir ROBERT YEWDALL JENNINGS, QC, LL.D, former Judge and former President of the International Court of Justice, emeritus Whewell Professor of International Law in Cambridge University, Honorary Member and former President of the Institute of International Law, 61, Bridle Way, Grantchester, Cambridge CB3 9NY, tel/fax: +44 12 23 84 13 14; 02-02-82 02-02-94

The Rt Hon Lord GOFF OF CHIEVELEY, PC, DCL, FBA, Lord of Appeal in Ordinary, Chairman of the British Institute of International and Comparative Law, House of Lords, Westminster, London SW1; 31-03-88 31-03-94

Sir IAN SINCLAIR, KCMG, QC, BA, LLB, former Legal Adviser, Foreign and Commonwealth Office, Legal Adviser to the UK delegation to numerous Conferences, former Member of the International Law Commission, Member of the Institute of International Law, Member of the Panel of Arbitrators under ICSID since 1988, Blackstone Chambers, London EC4Y 9BU, fax: + 44 207 8 22 73 50; 08-10-92 08-10-98

Her Excellency Dame ROSALYN HIGGINS, DBE, QC, Member of the International Court of Justice, former Professor of International Law at the Universities of Kent and London, International Court of Justice, Peace Palace, Carnegieplein 2, 2517 KJ The Hague, The Netherlands, fax: +31 70 302 24 09. 01-08-97

Russie

Russia

M. ANATOLY LAZAREVICH KOLODKIN, Doctor of Law, Professor of the Moscow Juridical Academy, Deputy-Director of Souzmorneeproect of the Department of Maritime Affairs of the Ministry of Transport, President of the Russian Association of International Law, President of the International Maritime Law Association, CIS, Deputy Chairman of the National Committee on the United Nations Decade of International Law, Koptevsky pr., Moscow 125319, fax: +7 095 152 09 16; 30-04-90 01-05-96

Mr. YURI MIKHAILOVICH KOLOSOV, Doctor of Law, Professor, Holder of the Chair of International Law, specializations: international responsibility, outer space law, human rights, Moscow State Institute of International Relations, Chair of International Law, 76 Vernadskogo Ave., Moscow 117454, fax: +7 0 95 434 94 52; 30-04-90 01-05-96

M. VALERY IVANOVICH KUZNETSOV, Docteur en droit, Professeur de droit, Chef de la Section de droit international de l'Académie diplomatique, ministère des Affaires étrangères, Moscou; 30-04-90 01-05-96

Mr. KAMIL ABDULOVICH BEKIASHEV, Doctor of Law, Professor, Head of International Law Department, Moscow State Juridical Academy, holder of the Chair of International Law, specializations: public international law, international maritime law, international organizations, private international law, 9, Sadovo-Kudrinskaya St., Moscow 123286, fax: +7 0 95 313 34 21. 01-05-96

Sénégal

Senegal

Son Excellence M. GUIBRIL CAMARA, Procureur général près la Cour de cassation depuis le 29 juillet 1993, Président de la Commission nationale des réfugiés, Membre du Comité contre la torture; 24-06-96

M. CHRISTIAN VALANTIN, Avocat à la Cour, ancien Directeur de Cabinet du Président de la République, Représentant personnel du Président de la République du Sénégal aux Comités du Suivi et de Préparation des Sommets de la Francophonie, Président du Comité international du Suivi du Sommet de Dakar, Premier Vice-Président de l'Assemblée nationale, Premier Vice-Président du Conseil régional de Thiès; 24-06-96

Son Excellence M. IBRA DEGUENE KA, Représentant permanent du Sénégal auprès des Nations Unies, 238, East 68th Street, New York, NY 10021, États-Unis; 27-08-96

Son Excellence Mme ANDRÉSIA VAZ, Premier Président de la Cour de cassation, Président de la Commission nationale pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique francophone. 28-01-99

Singapour

Singapore

Prof. TET-YUNG CHIN, Bachelor of Civil Law, Oxford University, LL.B., 12-10-94
London, Associate Professor and Dean of the Faculty of Law, National University of Singapore, 10 Kent Ridge Crescent, Singapore 0511;

Mr. JOSEPH GRIMBERG, Honors Degree in Law, Cambridge University, Advocate and Solicitor, Senior Partner Drew & Napier (1967-1987), Judicial Commissioner (Judge) of the Supreme Court, Singapore (1987-1989), Consultant, Drew & Napier (1989-), Arbitrator of the ICC International Court of Arbitration, Paris (1989-), Member of the Chartered Institute of Arbitrators (1991-), Fellow of the Singapore Institute of Arbitrators, 20 Raffles Place, #17-00 Ocean Towers, Singapore 0104, fax: +65 532 71 49; 12-10-94

Mr. MICHAEL HWANG, B.A. (Hons) in Law, Bachelor of Civil Law, M.A., Oxford University, Advocate and Solicitor, Partner Allen & Gledhill, 36 Robinson Road, #18-01 City House, Singapore 0106, fax: +65 225 85 51; 12-10-94

Mr. S. TIWARI, LL.B. (Hons), Head of the International Affairs Division, 12-10-94
Senior State Counsel, Attorney-General's Chambers, 1 Coleman Street, #10-00
The Adelphi, Singapore 179803.

République slovaque

Slovak Republic

Mr. JÁN AZUD, Doctor of Law and Legal Sciences, Professor of International Law at Matej Bel University, Banská Bystrica, former Director of the Institute of State and Law of the Slovak Academy of Sciences, President of the Slovak Association of International Law, Institute of State and Law of the Slovak Academy of Sciences, Klemensova 19, 81364 Bratislava 1, fax: +421 7 52 96 23 25; 12-06-72 21-12-94

Mr. JÁN KLUČKA, Doctor of Law, Associate Professor of International Law, 21-12-94

Faculty of Law, Safárik University, Kosice, Judge at the Constitutional Court of the Slovak Republic, Constitutional Court, Hlavná 72, 04265 Kosice, fax: +421 95 622 76 39;

His Excellency Mr. PETER TOMKA, Doctor of Law, Ambassador, Permanent Representative to the United Nations, Member of the International Law Commission, Agent of Slovakia before the International Court of Justice in the Gabčíkovo-Nagymaros Project case (Hungary/Slovakia), Permanent Mission of the Slovak Republic to the United Nations, 866 United Nations Plaza, Suite 494, New York, NY 10017, USA, fax: +1 212 980 32 95;

21-12-94

Mr. JÁN N. VARŠO, Doctor of Law, Director-General for Legal and Consular Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Hlboká 2, 833 36 Bratislava 37, fax: +421 7 59 78 37 09.

21-12-94

Soudan

Sudan

M. ABDEL ALIER, LL.B., LL.M., Avocat, ancien Ministre, ancien Vice-Président de la République, ancien Président de la Commission pour la décentralisation administrative, ministère des Affaires étrangères, Khartoum;

26-01-88

Prof. MOHAMED KHALAFALLA ELRASHEED, LL.B., LL.M., University Professor, former Legal Adviser to the Ministry of Foreign Affairs, former President of the Supreme Court, former Member of the United Nations International Law Commission, Ministry of Foreign Affairs, P.O. Box 1120, 11111 Khartoum;

26-01-88

M. DAFALLA ELRADY SIDDIG, LL.B., LL.M., Avocat, ancien Vice-Président de la Cour suprême, ministère des Affaires étrangères, Khartoum.

26-01-88

Sri Lanka

Sri Lanka

His Excellency Prof. G.L. PEIRIS, LL.B., Ph.D., Minister of Justice and Constitutional Affairs and Deputy Minister of Finance, Professor emeritus of Law at the University of Colombo, Associate Member of the International Academy of Comparative Law (1960), Ministry of Justice and Constitutional Affairs, Colombo 12;

15-06-90

Mr. FAISZ MUSTAPHA, LL.B. (Ceylon), President's Counsel, Chairman of the Commission for the Elimination of Discrimination and Monitoring of Fundamental Rights of Sri Lanka, former Chairman and Member of the Finance Commission, Member of the Law Commission of Sri Lanka, Deputy-President of the Bar Association of Sri Lanka, specializations: international law, administrative law, 35, Kaviratna Place, Colombo 6, fax: +94 1 58 69 63;

07-05-93

Justice P. RAMANATHAN, former State Counsel, former Judge of the High Court, former Judge of the Court of Appeal, former Judge of the Supreme Court, appointed Master of the Bench of Grays Inn, past President Medico-Legal Society of Sri Lanka, past President British Scholars Association, past President Rotary Club of Colombo Central, 38, Melbourne Avenue, Colombo 4;

13-03-98

The Honourable Mr. SARATH NANDA SILVA, Attorney-General, former Judge of the Court of Appeal, former President of the Court of Appeal, former Judge of the Supreme Court, awarded LL.M. Magna-cum-laude in International Comparative Law from the University of Brussels, President SAARC LAW, Member of the Incorporated Council of Legal Education of Sri Lanka.

13-03-98

Suède

Sweden

His Excellency Mr. LOVE G.A. KELLBERG, former Ambassador, former Under-Secretary for Legal Affairs at the Ministry of Foreign Affairs, former Member of the European Commission for Human Rights, former Member of

26-07-79

25-06-97

the European Committee for the Prevention of Torture, specializations: human rights, treaty law, minority questions (inter alia), Bergsvägen 2 B, S-18131 Lidingö;

Son Excellence M. HANS C.Y. DANIELIUS, Juge à la Cour suprême de Suède, Membre de la Commission européenne des droits de l'homme, ancien Ambassadeur à La Haye, ancien Directeur des Affaires juridiques au ministère des Affaires étrangères, Box 2066, S-10312 Stockholm, fax: +46 86 17 65 21; 14-01-82 14-01-00

His Excellency Mr. HANS AXEL VALDEMAR CORELL, Under-Secretary-General for Legal Affairs and Legal Counsel of the United Nations, former Judge of Appeal, former Under-Secretary for Legal and Consular Affairs at the Swedish Ministry of Foreign Affairs, United Nations, New York, NY 10017, USA, tel: +1 212 963 53 38, fax: +1 212 963 64 30; 20-04-90 22-02-96

Prof. OVE BRING, Professor of International Law, Stockholm University, Expert in General International Law, the Law on the use of force, the Law of the United Nations Charter (including the Law of Peacekeeping), International Humanitarian Law, Human Rights Law and the Law of Diplomatic Protection and International Claims, fax: +46 8 61 24 109. 17-06-99

Suisse

M. DIETRICH SCHINDLER, Professeur honoraire à l'Université de Zurich, Membre de l'Institut de droit international, Lenzenwiesstrasse 8, CH-8702 Zollikon, fax: +41 1 391 71 18; 21-12-83 30-05-95

M. LUCIUS CAFLISCH, Jurisconsulte du Département fédéral des affaires étrangères, Professeur de droit international public à l'Institut universitaire des hautes études internationales (Genève), Département fédéral des Affaires étrangères, Palais fédéral W. 285, CH-3003 Berne, fax: +41 31 312 39 26; 27-06-90

M. JACQUES-MICHEL GROSSEN, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de l'Université de Neuchâtel, ancien Directeur de l'Office fédéral de la Justice, spécialisations: droit international public, droit international économique/droit comparé, Chemin des Jordils 2, CH-2016 Cortaillod, fax: +41 38 42 15 59; 12-11-91

M. ROBERT PATRY, ancien Président du Tribunal fédéral suisse, ancien Professeur ordinaire de droit commercial à la Faculté de Droit de l'Université de Genève, 5b, chemin Mestrezat, CH-1202 Genève. 12-11-91

Surinam

Her Excellency Dr. IRMA LOEMBAN TOBING-KLEIN, Ph.D., Lawyer, President United Nations Association (UNA) Surinam, former Minister Plenipotentiary of the Permanent Mission of the Republic of Surinam to the United Nations, former Attorney-at-Law, former Head of the Department of Juridical Affairs and Treaties of the Ministry of Foreign Affairs, former Counsellor at the Embassy of the Republic of Surinam in The Hague, P.O. Box 188, 3770 AD Barneveld, The Netherlands, fax: +31 342 42 22 14; 02-09-93

His Excellency Dr. LACHMIPERSAD FREDERIK RAMDAT MISIER, former President of the Republic of Surinam, former Chief Justice, former Tutor at the Legal Faculty of the University of Surinam, Member of the Constitutional Commission, Chairman of the National Boundary Commission, Ministry of Foreign Affairs, Paramaribo, fax: +597 41 08 51; 02-09-93

His Excellency Dr. S. WERNERS, Ph.D., former Minister Counsellor, former Ambassador, former Professor at the Legal Faculty of the University of Surinam, p/a Leuvenstraat 77, 1066 DZ Amsterdam, The Netherlands. 02-09-93

Switzerland

Surinam

République tchèque

Czech Republic

Dr. DALIBOR JÍLEK, Doctor of Law, Head of the International and European Law Department of the Faculty of Law of the Masaryk University in Brno, Head of the Humanitarian Law Department of the Military University of Ground Forces in Vyškov, Member of the Advisory Committee to the Framework Convention on Protection of National Minorities of the Council of Europe in Strasbourg, Chairman of the Appeal Commission for the Asylum Procedure of the Ministry of Internal Affairs of the Czech Republic, Veveří 70, 611 80 Brno, tel: +420 5 41 55 93 13;

31-08-94

01-09-00

Dr. VLADIMÍR BALAŠ, Doctor of Law, Director of the Institute of State and Law of the Czech Academy of Sciences, former Dean of the Faculty of Law at the University of West Bohemia, Head of the International Law Department of the Faculty of Law at the University of West Bohemia, Member of the International Academy of Comparative Law, President of the Czech Society of International Law, Member of the Czech Arbitration Court attached to the Economic Chamber and to the Agrarian Chamber of the Czech Republic, B. Smetany 1, 301 35 Plzeň 116 91 Prague 1, fax: +420 197 18 41 55;

01-09-00

Dr. JIŘÍ MALENOVSKÝ, Doctor of Law, Judge of the Constitutional Court of the Czech Republic and Associate Professor of Public International Law at the Masaryk University in Brno, former Judge of the Constitutional Court of the Czech and Slovak Federal Republic, former Ambassador, Permanent Representative of the Czech Republic to the Council of Europe in Strasbourg, former Chairman of the Committee of Ministers' Deputies of the Council of Europe (1995) and former Chairman of its Group of Rapporteurs for legal co-operation, former Director-General of the Legal and Consular Section in the Ministry of Foreign Affairs of the Czech Republic, Constitutional Court of the Czech Republic, Joštova 8, 660 83 Brno, fax: +420 5 42 16 13 54;

01-09-00

Dr. PAVEL ŠTURMA, Doctor of Law, Associate Professor and Head of the International Law Department of the Faculty of Law of the Charles University in Prague, Senior Research Fellow at the Institute of Law of the Czech Academy of Sciences, Member of the Legislative Council of the Government of the Czech Republic, Member of the Board of the Czech Society of International Law, Charles University, Faculty of Law, nám. Curieových 7, 116 40 Prague 1, fax: +420 2 21 00 53 48.

01-09-00

Thaïlande

Thailand

His Excellency Mr. THANAT KHOMAN, Doctor of Law, Chairman Policy Council of the Ministry of Foreign Affairs, President of the International Law Association of Thailand, former Ambassador, former Minister of Foreign Affairs, former Member of the Commission of International Law of the United Nations, specializations: international law, political science, international relations, Asian Institute of Technology, Chair Board of Trustees and Executive Committee, Bangkok, fax: +66 215 64 77;

07-06-78

07-06-96

Son Excellence M. ARUN PANUPONG, Docteur en droit, ancien Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Ambassadeur à Paris, 196/200 Soi Seingsard, Vipavadhi Road, Bangkok;

07-06-78

07-06-96

Son Excellence M. SANSERN KRAICHITTI, LL.B., Avocat, Docteur en droit honoris causa de l'Université de Chulalongkorn, Président de la Cour d'appel, Vice-Président du Barreau de Thaïlande, 187 Sukhumvit 31, Bangkok 10110, fax: +66 2 258 44 50;

26-05-85

26-05-97

His Excellency Mr. BIRABHONGSE KASEMSRI, B.A., M.A., Ph.D., His Majesty's Principal Private Secretary, former Director-General of the International Organizations Department, Ministry of Foreign Affairs, former Ambassador, 22 Sukhumvit Soi 28, Bangkok 10110, tel: +66 258 62 17, fax: +66 260 35 89.

09-06-96

Turquie

Son Excellence M.A. SUAT BILGE, Docteur en droit, Professeur de droit, ancien Juge au Tribunal Européen pour l'Énergie Nucléaire, ancien Juge à la Cour européenne des droits de l'homme, ancien Membre de la Commission du droit international des Nations Unies, ancien Ministre de la Justice, ancien Ambassadeur, ministère des Affaires étrangères, Ankara;

M. YSAR KARAYALCIN, Docteur en droit, Directeur de l'Institut de Recherche sur le droit bancaire et commercial, ancien Professeur de la Faculté de Droit de l'Université d'Ankara, Hosdere Cad. 202/1, Ankara, fax: +90 312 4 319 86 65;

Mr. ERGUN ÖZBUDUN, Doctor of Law, formerly Professor of Constitutional Law at the Ankara University, presently Professor of Political Science at Bilkent University, 06533 Bilkent, Ankara, fax: +90 312 266 48 63;

M. HÜSEYIN PAZARCI, Docteur en droit, Premier Conseiller juridique du ministère des Affaires étrangères, Professeur de droit international public à la Faculté des Sciences politiques de l'Université d'Ankara, spécialisations: droit de la mer, contrats d'États, droit communautaire européen, ministère des Affaires étrangères, Disisleri Bakanligi, Ankara, fax: +90 312 212 89 66.

13-11-89

13-11-89

13-11-89

13-11-89

Ukraine

M. VLADIMIR VLADIMIROVITCH STASHIS, Directeur adjoint d'études sur l'enseignement, Titulaire de la Chaire de droit pénal criminel de l'Institut du Droit F.E. Dzerzhinskiy à Kharkov, Ulitsa Economitcheskaya 9, app. 7, Kharkov 72;

12-05-76

28-09-82

M. ALEKSEY VASILEVITCH SURILOV, Titulaire de la Chaire de la théorie et de l'histoire de l'État et du droit de l'Université d'État I.I. Metchnikov à Odessa, Ulitsa Dovzhenko 9, app. 26, Odessa-58.

12-05-76

28-09-82

Ukraine

His Excellency Dr. DIDIER OPERTTI BADAN, Doctor of Law and Social Sciences, Minister of Foreign Affairs of Uruguay, former Minister of Interior and Public Security, former Ambassador to the OAS, former Legal Adviser to the Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Foreign Affairs, Bulevar Artigas 2829, C.P. 11.800, Montevideo, fax: +598 2 902 13 49.

04-08-86

Son Excellence M. HECTOR GROS ESPIELL, Docteur en droit, Associé de l'Institut de Droit International, Ancien Ministre des Affaires étrangères, ancien Ambassadeur à Paris et Représentant permanent auprès de l'UNESCO, spécialisations: droit international public, conflits limitrophes et territoriaux, nationalisations et investissements, Baltasar Vargas 1186, Montevideo, fax: +598 2 708 03 17;

04-08-86

M. FELIPE PAOLILLO, Docteur en droit, Ambassadeur, ancien Représentant permanent auprès de l'ONU, Professeur de droit international public à la Faculté de Droit de l'Université de la République (Montevideo), Membre de l'Institut de Droit International, spécialisations: organisations internationales, droit de la mer, responsabilité internationale, règlement des différends, Ambassadeur d'Uruguay auprès du Saint Siège, Lungotevere Arnaldo da Brescia, 11, int. 4 C.P. 00196 Rome, Italie;

04-08-86

His Excellency Dr. EFRAÍN SCHACHT ARISTIGUIETA, Docteur ès sciences politiques et

05-04-95

Venezuela

M. EFRAÍN SCHACHT ARISTIGUIETA, Docteur ès sciences politiques et

20-07-78

28-02-94

Venezuela

sociales, ancien Ministre des Affaires étrangères, Avenida Venezuela, Torre Clement, Piso 3, Urbanización El Rosal, Caracas;

His Excellency Prof. GONZALO PARRA ARANGUREN, Doctor of Law and Political Science, Member of the International Court of Justice, Attorney, Professor of Private International Law, Member of the International Law Institute, International Court of Justice, Peace Palace, Carnegieplein 2, 2517 KJ The Hague, The Netherlands, fax: +31 70 364 99 28; 24-01-85 28-02-94

Dr. PEDRO NIKKEN, Professor of International Law, former Director and Dean of the Central University of Venezuela, former Assistant/Advisor of the Ministry of Foreign Affairs, former Judge and President of the Inter-American Court of Human Rights, Member of the Arbitral Tribunal in the border dispute between Argentina and Chile, Special envoy, United Nations Commission of Inquiry in Burundi; 16-11-95

His Excellency Dr. MIGUEL ANGEL BURELLI RIVAS, former Minister of Foreign Affairs of the Republic of Venezuela, Professor at the Faculty of Law, Engineering and Humanities of the University of the Andes, Professor at the Law Faculty of the Central University of Venezuela, Avenida Principal, Lomas del Mirador Quinta Yerbabuena, Urbanización Chuao, Caracas, tel: +58 2 993 43 52. 21-12-98

Zimbabwe

Zimbabwe

Mr. PADDINGTON GARWE, High Court Judge, The High Court of Zimbabwe, Box 8050, Causeway, Harare; 18-01-94

The Honourable Mr. ANTHONY ROY GUBBAY, B.A., M.A., LL.M., Hon. Fellow Jesus College Cambridge, Hon. Doctorate University of Essex, Chief Justice of Zimbabwe, Chairman of the Law Development Commission, and Judicial Service Commission, Supreme Court of Zimbabwe, P.O. Box 8159, Causeway, Harare, fax: +263 4 13 18 67; 18-01-94

Mr. ARTHUR MANASE, Chairman of the Department of Private Law, University of Zimbabwe, specializations: banking and negotiable instruments law, commercial law, Department of Private Law, University of Zimbabwe, P.O. Box MP 167, Mount Pleasant, Harare, fax: +263 4 33 34 07; 18-01-94

Mr. DAVID MAKHUMBINI ZAMCHIYA, Lawyer, specializations: environment law, Zamchiya Costa, Legal Practitioners, 10th Floor, Bank Chambers, 76 Samora Machel Avenue, P.O. Box CY 1221, Causeway, Harare, fax: +263 4 79 75 75. 18-01-94

Secrétaire général

Secretary-General

His Excellency Mr. PIETER JAN HANS JONKMAN, Law Degree, Leyden University, former Ambassador of The Netherlands, former Grand-Master of the Queen's Household, Peace Palace, Carnegieplein 2, 2517 KJ The Hague, The Netherlands (Until May 26, 1999).

His Excellency Mr. TJACO T. VAN DEN HOUT, Law Degree, Leyden University, former Deputy Secretary-General of the Netherlands Ministry of Foreign Affairs, Peace Palace, Carnegieplein 2, 2517 KJ The Hague, The Netherlands (from May 26, 1999).